

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115503047>

CAI
1978
C-15

Issue dated Nov 1
1978, January 1, 1979.

Issue's subscription for the
month ending Nov 1978
and March 1979.

Lacking various issues.

1978-1979, 1979-1980

1978-1979, 1979-1980
1979-1980, 1980-1981

1979-1980, 1980-1981
1980-1981, 1981-1982
1981-1982, 1982-1983

1982-1983, 1983-1984

CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS
DELEGATION DU CANADA
AUX NATIONS UNIES



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Government
Publication

Press Release No. 1
Thursday, January 30, 1975.

Canada's Contribution to the
United Nations Fund for Drug
Abuse Control for 1974.

FOR IMMEDIATE RELEASE

Communiqué de presse no. 1
Jeudi, le 30 janvier 1975.

Contribution du Canada au Fonds
des Nations Unies pour la lutte
contre l'abus des drogues pour
l'année 1974.

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS

DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES



CA 1
EA 2
-C 88

Press Release No. 1
Thursday, January 30, 1975.

Canada's Contribution to the
United Nations Fund for Drug
Abuse Control for 1974.

FOR IMMEDIATE RELEASE

Communiqué de presse no. 1
Jeudi, le 30 janvier 1975.

Contribution du Canada au Fonds
des Nations Unies pour la lutte
contre l'abus des drogues pour
l'année 1974.

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

DELEGATION DU CANADA
TO THE UNITED NATIONS
CANADIAN DELEGATION
AUPRES DES NATIONS UNIES

COMMUNIQUE

United Nations Fund for Drug Abuse Control

In fulfilment of a pledge made in January 1974, a contribution of \$200,000 was given to Secretary-General Kurt Waldheim today as part of Canada's ongoing support of the United Nations Fund for Drug Abuse Control. The cheque was presented by Canada's Ambassador and Permanent Representative to the United Nations, Dr. Saul F. Rae.

Canada committed \$600,000 to the Fund last year for a three-year period, of which amount \$200,000 has already been paid out. The present contribution is for the fiscal year 1974-75, and the final installment will be remitted in the fiscal year 1975-76.

The United Nations Fund for Drug Abuse Control is a voluntary fund established in 1970. It supports:

- education, through information letter and seminars
- research, into such subjects as epidemiology and treatment
- reduction of the supply of drugs produced by introducing new substitute cash crops into drug-growing nations
- contributes to the control of international drug traffic by funding some activities of the International Narcotics Control Board, assisting in the training of law enforcement officers, and providing professional consultation.

The Government believes that Canada's national programme can benefit from strengthened international control measures, education programmes which reduce the demand for illicit drugs, and from reduction of the cultivation of the opium poppy.

The contribution is made by the Non-Medical Use of Drugs Directorate, Health Protection Branch, Health and Welfare Canada.

Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues

Conformément à un engagement pris en janvier 1974, un chèque de \$200,000, représentant la contribution du Canada au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, a été donné aujourd'hui au Secrétaire général des Nations Unies, M. Kurt Waldheim. Le chèque a été remis par l'Ambassadeur canadien et Représentant permanent auprès des Nations Unies, M. Saul F. Rae.

Le Canada s'est engagé l'an dernier à verser au Fonds une somme de \$600,000 répartie sur trois ans et dont \$200,000 a déjà été fournie. La contribution actuelle porte sur l'année financière 1974-75, et le versement final sera remis au cours de l'année financière 1975-76.

Le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues est un fonds volontaire créé en 1970. Le fonds soutient des programmes d'éducation au moyen de feuillets d'information et de cycles d'études, stimule la recherche, dans des domaines tels que l'épidémiologie et le traitement, favorise la réduction de la quantité des drogues produites en encourageant l'introduction, dans les pays producteurs, de nouvelles cultures rentables de remplacement, et contribue au contrôle du trafic international en soutenant financièrement certaines activités de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, en coopérant à la formation du personnel responsable de l'application des lois et en fournissant des services de consultation professionnelle.

Le Gouvernement croit que le programme national du Canada peut bénéficier de mesures internationales plus fermes de contrôle, des programmes d'éducation qui réduisent la demande de drogues illicites, et de la réduction de la culture du pavot à opium.

La contribution est fournie par l'intermédiaire de la Direction des drogues, du Ministère de la santé et du bien-être social.



CANADA

Communiqué

CA
EA 75
-C 55

Government
Publications

Communiqué de presse No. 2

Déclaration prononcée en Comité social
du Conseil économique et social
par M. A.W. Sullivan, représentant du
Canada, jeudi le 19 avril 1975.

Décennie de la lutte contre le racisme
et la discrimination raciale

Press Release No. 2

Statement in the Social Committee of
the Economic and Social Council
by Mr. A.W. Sullivan, Canadian
Representative,
on Thursday, April 17, 1975.

Decade for Action to Combat Racism
and Racial Discrimination

(UNOFFICIAL TRANSLATION)

CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS

DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES

Monsieur le Président,

La délégation canadienne souhaiterait formuler quelques commentaires en rapport avec le point dont nous sommes saisis, la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Nous sommes reconnaissants aussi au Secrétariat pour la qualité de la documentation mise à notre disposition. La lecture de ces documents nous a été très utile en nous permettant d'avoir un aperçu des activités en cours ou projetées dans le cadre de la Décennie, tant au sein du système des Nations Unies qu'au niveau des gouvernements et des organisations inter-gouvernementales et non-gouvernementales.

Monsieur le Président, le racisme et la discrimination raciale sont des maux que nous devons tous travailler à extirper parce qu'ils constituent une atteinte à la dignité de la personne humaine et aux principes d'égalité incorporés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux dans ce domaine. Nous devons lutter constamment afin d'en arriver à l'élimination de toute discrimination basée sur la race et de nous débarrasser à jamais des préjugés raciaux qui ne reposent d'ailleurs sur aucun fondement, scientifique ou autre. La Décennie se doit d'être cet effort conscient de la communauté des nations dans la réalisation de cet objectif. Elle doit servir à concentrer l'opinion publique mondiale et nationale sur les problèmes de discrimination raciale et sur le besoin impérieux d'y apporter des solutions dans les plus brefs délais.

Le Canada s'est toujours opposé à la discrimination raciale, quel que soit le visage qu'elle adopte, et il a particulièrement condamné celle-ci sous sa forme institutionnalisée et odieuse qui porte le nom d'apartheid et qui malheureusement continue de sévir en Afrique du Sud. Les régimes racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie poursuivent leurs politiques répréhensibles de discrimination et de domination raciales. Toutefois, les événements récents en ce qui concerne la Rhodésie, et dans

une certaine mesure la Namibie, nous semblent constituer une lueur d'espoir et nous osons croire qu'ils nous permettent d'anticiper une évolution positive de la situation, tant en ce qui touche l'abolition éventuelle du système discriminatoire que l'obtention du droit à l'autodétermination pour ces territoires. En ce qui concerne la Namibie, j'aimerais mentionner que le Gouvernement canadien a accueilli récemment le Commissaire des Nations Unies pour la Namibie, M. Sean MacBride. La visite de M. MacBride à Ottawa nous a permis d'examiner avec attention les divers aspects de notre position à l'égard de la Namibie et de procéder à un intéressant échange de vues.

Les signes positifs qui semblent se faire jour dans ces territoires peuvent sûrement en partie être considérés comme le résultat de l'action continue de cette organisation pour mettre fin aux politiques dégradantes et inacceptables des régimes racistes. Ils peuvent également être attribués à l'influence et à l'effet d'entraînement des événements survenus dans les territoires sous administration portugaise. Le processus de décolonisation qui s'y déroule a été amorcé par la volonté et la détermination résolues des populations de ces territoires de faire valoir leurs droits à l'autodétermination et à l'indépendance. Nous nous félicitons par ailleurs des impressionnants et rapides progrès réalisés depuis un an par le Portugal pour mettre fin à son système colonial. Nous nous réjouissons de la détermination avec laquelle les autorités portugaises ont appliqué leur nouvelle politique.

Les nouveaux états qui émergeront bientôt des anciens territoires portugais auront besoin du soutien de la communauté internationale pour faciliter leur démarrage sur des bases solides et pour encourager leur développement socio-économique ordonné et équilibré. Dans ce contexte, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada a annoncé le 11 avril l'envoi d'une mission spéciale en Angola et au Mozambique afin d'entrer en contact avec les gouvernements provisoires et les leaders de ces pays et pour jeter les bases d'une coopération fructueuse dans tous les domaines, et spécialement dans le secteur du développement économique et social entre le Canada et l'Angola et le Mozambique.

Monsieur le Président, le racisme et la discrimination raciale ne sont pas le lot d'une seule région; comme l'a si bien déclaré le distingué ambassadeur Salim de Tanzanie au Comité de vérification des pouvoirs lors de la dernière Assemblée générale des Nations Unies, aucun pays ne peut s'estimer épargné par ce mal à un moment ou à un autre. Il s'agit donc d'une tare universelle qui exige un effort universel pour parvenir à son élimination. Les gouvernements de tous les pays doivent s'atteler à la tâche et examiner en profondeur leur législation et étudier leur système social dans le but de faire disparaître toute trace de discrimination à l'égard de quelque race que ce soit. La responsabilité des gouvernements nationaux en est une qui requiert volonté politique et vigilance continuelle pour enrayer ou prévenir les ravages du racisme. D'autre part, nous sommes tous personnellement impliqués dans cette lutte, tant au niveau international qu'à l'échelon national. L'effort individuel dans la lutte contre la discrimination raciale est un aspect important à ne pas négliger. L'élimination du racisme et de la discrimination raciale ne peut se réaliser au seul niveau gouvernemental par des législations et des programmes d'information. Nous devons tous, tant que nous sommes, scruter nos vies personnelles dans un effort pour modifier certaines attitudes, transformer les mentalités et rejeter les préjugés de caractère discriminatoire basés sur la race. Il est essentiel pour que cette lutte aboutisse que chacun examine de façon critique sa manière d'agir et de penser en ce domaine. Nous entrons dans la sphère des relations interpersonnelles et des activités quotidiennes, d'où il importe que les individus soient sensibilisés au problème et prennent conscience de leur responsabilité dans la recherche d'une solution en vue d'enrayer ce cancer qui ronge l'humanité.

Monsieur le Président, le Canada a poursuivi et développé au cours des mois qui se sont écoulés depuis la dernière session de l'Assemblée générale les activités entreprises dans le cadre de la Décennie pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale.

Au niveau de l'information et de l'éducation du public, le Gouvernement fédéral a patronné une série de réunions avec des représentants des organisations

volontaires dont l'intérêt très vif pour les droits de l'homme et plus particulièrement pour la Décennie se manifeste par les nombreux programmes qu'ils ont mis sur pied. A l'intention du public, le Gouvernement du Canada vient de publier une brochure contenant le programme de la Décennie ainsi que les principaux textes des Nations Unies sur la discrimination raciale. A cela s'ajoute une série de messages "publicitaires" contre la discrimination raciale qu'à la demande du Gouvernement les stations de radio ont accepté avec enthousiasme de diffuser gracieusement à des dates régulières. Un accent particulier fut mis sur ces messages le 10 décembre et il en sera de même le 10 août, date de l'anniversaire de la Déclaration canadienne des droits de l'homme. Dans les provinces, des programmes d'information ont également été établis, au niveau scolaire notamment.

L'élaboration de programmes pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale à l'échelle nationale fait l'objet de consultations constantes entre les différents paliers de gouvernement et les autorités fédérales étudient pour leur part de nouveaux programmes en vue de promouvoir une meilleure compréhension entre les différents groupes ethniques. J'aimerais mentionner que lors de la conférence qui, en novembre dernier, à Victoria, en Colombie Britannique, regroupait les Ministres provinciaux responsables des droits de l'homme, le problème de la discrimination raciale fut abordé.

Je voudrais maintenant terminer cet exposé en ajoutant que nous avons d'excellentes raisons de croire que le Canada aura dans un avenir très prochain sa propre commission des droits de l'homme. Un tel organisme sera le parallèle de ce qui existe déjà dans la plupart des provinces.

Merci, Monsieur le Président.

Mr. President,

The Canadian Delegation wishes to make a few comments on the item under consideration, the Decade for Action to Combat Racism and Racial Discrimination. We are grateful to the Secretariat for the quality of the documentation which has been placed at our disposal. These documents are extremely useful in providing us with an overview of activities in progress or envisaged in the context of the Decade both within the UN system and as well at the governmental, inter-governmental and non-governmental levels.

Mr. President, racism and racial discrimination are evils which we must all work to eradicate, because they constitute an affront to the dignity of man and to the principles of equality enshrined in the Universal Declaration of Human Rights and other international instruments in the human rights field. We must struggle constantly in order to arrive at the elimination of all discrimination based on race and to rid ourselves for once and for all of racial prejudices which have no basis of any kind. The Decade must provide for the conscious effort of the international community to work towards the achievement of such objectives. It should serve to focus public opinion, both national and international, on the problems of racial discrimination and the imperative need to find solutions within the shortest possible time.

Canada has always been entirely opposed to racial discrimination in any form that it assumes, and has, in particular, condemned that odious form institutionalized within the policies and practices of apartheid, which, unfortunately continues to flourish in South Africa. The racist regimes of South Africa and of Southern Rhodesia continue to pursue their reprehensible policies of discrimination and racial domination. Nonetheless, recent events relating to Southern Rhodesia and, to a certain extent to Namibia, seem to us to provide a glimmer of hope, and may permit us to anticipate some positive evolution in the situation both insofar as eventual abolition of a

discriminatory system as well as the realization of self-determination in these territories. With regard to Namibia, I would like to mention that the Canadian Government recently welcomed Mr. Sean MacBride, the UN Commissioner for Namibia, to Ottawa. Mr. MacBride's visit provided the opportunity for a thorough examination of the various aspects of the Namibian question.

The encouraging signs coming to light in these territories can surely be considered to some extent as the result of the constant action of this organization in its efforts to put an end to the unacceptable and degrading policies of racist regimes. They can also be attributed to the influence of recent developments in the territories under Portuguese administration. The decolonization now in progress was however primarily brought about by the will and resolute determination of the peoples of these territories to exercise their right to self-determination and independence. We applaud the rapid progress made in the past year by the Government of Portugal in bringing to an end its colonial system. We are pleased with the determination with which the Portuguese authorities are implementing their new policies.

The new countries emerging from the former Portuguese territories will require the support of the international community to assist them to begin on a solid footing and to provide encouragement towards balanced economic and social development. In this context, the Canadian Secretary of State for External Affairs announced, on April 11, a special mission to Angola and Mozambique whose objective will be to establish contact with the provisional governments, and the leaders of these countries, and to establish a basis for cooperation in all fields, in particular, in the area of economic and social development.

Mr. President, racism and racial discrimination are not the preserve of any single region. As the distinguished Ambassador Salim of Tanzania stated so well during the meeting of the Credentials Committee at the last General Assembly, no country can declare itself free from this evil at one time or another. It consists then of a universal evil which requires a universal effort to bring about its elimination, governments of all countries must address

themselves to the task and examine in depth their legislation and their social systems in order to bring about the removal of all traces of racial discrimination in any form. The responsibility of national governments is one which necessitates political will and continuous vigilance in rooting out or preventing racism. We are all personally involved in the struggle both at the international and national level. The individual effort in the struggle is a key element which must not be neglected. The elimination of racism and racial discrimination cannot be achieved solely at the governmental level by legislation and information programmes. We must all scrutinize our own lives in an effort to modify attitudes, change mentalities and reject prejudices of a discriminatory nature based on race. It is essential that this struggle result in a personal evaluation of actions and attitudes. We are dealing with a sphere of daily inter-personal relationships and activities in which it is essential that individuals be aware of the problem and conscious of their own responsibility in the quest for a solution towards the eradication of this cancer which plagues humanity.

Mr. President, Canada has pursued and developed in the course of the months since the last session of the General Assembly certain activities in the context of the Decade for Action to Combat Racism and Racial Discrimination.

With regard to information and public education, the federal government has sponsored a series of meetings with representatives of voluntary organizations with an interest in human rights and in particular in the Decade as evidenced by the numerous programmes which they have established. The Canadian Government has in addition recently published a brochure embodying the programme of the Decade as well as texts of important UN Declarations and documents on racial discrimination. In addition, at the request of the Government, radio stations have generously broadcast at regular intervals a series of publicity announcements against racial discrimination. Emphasis was placed on broadcasting the messages on December 10 and similar emphasis will be given on August 10, the anniversary of the Canadian Bill of Rights. In the provinces, information programmes have also been established, particularly within the school system.

The development of programmes for the struggle against racism and racial discrimination at the national level has been the object of continuing consultations between the different levels of governmental and federal authorities for their part have under study new programmes designed to promote a better understanding between different ethnic groups. I would like to mention that at a conference, called last November, in Victoria, B.C., of provincial Ministers responsible for human rights, the problem of racial discrimination was discussed.

In terminating this intervention may I add that we have excellent grounds to believe that Canada will have in the very near future its own Commission on Human Rights. An organization of this kind would parallel those already existing in the majority of the provinces.

Thank you, Mr. President.



CANADA

CA
EA 75
-C 55

Government
Publication

Press Release No. 3

Statement by the Honourable
Mitchell Sharp, Acting Secretary
of State for External Affairs
on Friday, April 18, 1975.

HUMANITARIAN RELIEF TO INDOCHINA

Communiqué de Presse No. 3

Déclaration prononcée par l'honorable
Mitchell Sharp, Secrétaire d'Etat
aux Affaires extérieures suppléant
vendredi le 18 avril 1975.

SECOURS D'URGENCE A L'INDOCHINE

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

**C
o
m
m
u
n
i
q
u
é**

The first phase of Canada's relief programme for Indochina now totals \$6.75 million, the Honourable Mitchell Sharp, Acting Secretary of State for External Affairs, announced April 18, 1975. It includes a contribution of \$500,000 to be channelled through Canadian voluntary agencies and \$6.25 million in grants to international organizations helping refugees displaced by the current emergency.

The Canadian International Development Agency will provide \$500,000 in grants to support activities of three Canadian voluntary agencies: the Canadian Council of Churches, the Canadian Save the Children Fund, and OXFAM, that are already making cash contributions in response to appeals from their international non-governmental affiliates. These organizations have previous experience in administering CIDA funds in emergency situations and they have international affiliations that will enable them to work freely in all parts of South Vietnam and Cambodia regardless of changing conditions.

Further details are now available on the \$6.25 million which was announced April 4 by the Honourable Allan J. MacEachen, Secretary of State for External Affairs. A food aid contribution totalling \$2.5 million will be used for the purchase and shipment of more than 700 metric tons of powdered skim milk and 1200 metric tons of canned fish by international organizations, including the International Red Cross for South Vietnam and Cambodia. A cash grant of \$1.5 million will be made to the special fund administered by Sir Robert Jackson, recently appointed by the Secretary-General of the United Nations to co-ordinate United Nations relief efforts in Indochina. An additional \$500,000 will be used to provide air transport from Canada particularly for priority goods purchased in Canada for distribution by the United Nations organizations and the International Red Cross.

A list of what is available in Canada is being drawn up while initial priority needs are largely being met with goods drawn from nearby countries or from the emergency stockpiles of the international organizations.

The remaining \$1.75 million has been contributed as announced March 27 by Mr. MacEachen to support the emergency relief programmes of the United Nations Children's Fund (UNICEF), the United Nations High Commissioner for Refugees and the Indochina Operations Group of the International Red Cross.

It is again urged that Canadians who wish to make a personal donation to relieve suffering in Indochina should not try to gather or send goods which would be difficult or impossible to ship and distribute. Cash donations to agencies whose programmes aid the displaced persons remain the most effective way of helping in the present situation.

La première phase du programme canadien de secours d'urgence à l'Indochine s'élève maintenant à \$6.75 millions, a annoncé aujourd'hui le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures suppléant, M. Mitchell Sharp. Cette somme comprend une subvention de \$500,000 qui sera distribuée par des organisations non-gouvernementales canadiennes et \$6.25 millions à des organismes internationaux d'assistance aux réfugiés et personnes déplacées par les événements actuels.

L'Agence canadienne de développement international versera \$500,000 en subvention à trois organisations non-gouvernementales canadiennes (le Conseil des Eglises canadiennes, le Canadian Save the Children Fund (CANSAVE) et OXFAM) qui ont déjà, par des contributions en espèces, répondu aux appels de leurs filiales internationales. Ces organisations ont collaboré avec l'Agence canadienne de développement international dans le passé en administrant des fonds canadiens lors d'autres situations d'urgence, et elles possèdent des filiales internationales qui leur permettent, malgré les événements actuels, de travailler librement sur tout le territoire du Sud Vietnam et du Cambodge.

Le montant de \$6.25 millions en secours d'urgence annoncé le 4 avril courant par le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, sera distribué comme suit: une somme de \$2.5 millions servira à l'achat et au transport de plus de 700 tonnes métriques de lait écrémé en poudre et 1200 tonnes métriques de poisson en conserve par des organisations internationales dont la Croix Rouge internationale. Une subvention de \$1.5 million en espèces sera faite au fond spécial qu'administre Sir Robert Jackson, récemment engagé par le Secrétaire général des Nations Unies pour coordonner les efforts de secours d'urgence des Nations Unies en Indochine. Une somme additionnelle de \$500,000 servira à défrayer les coûts de transport aérien à partir du Canada des marchandises essentielles achetées au Canada et que distribueront les organismes des Nations Unies et la Croix Rouge internationale.

Une liste de marchandises disponibles au Canada est dressée présentement. On se procure entre temps la plus grande partie des articles essentiels pour répondre aux besoins immédiats de secours dans les pays d'Indochine

Les résultats de ces recherches ont été publiés dans le rapport de l'Institut de la Santé.

Le rapport de l'Institut de la Santé, paru en 1964, a été traduit en français et est disponible auprès de l'Institut de la Santé.

Les Canadiens ont été encouragés à participer personnellement à l'effort de recherche et à partager leurs connaissances. Les événements d'importance sont encore une fois présentés. Il ne faut pas laisser de côté les recherches qui ont été faites. La suite de l'étude est l'importance de la recherche. Les données de la recherche ont été utilisées pour occuper les personnes de la recherche. Les résultats de la recherche ont été utilisés pour la recherche. Les résultats de la recherche ont été utilisés pour la recherche.



CANADA

Communiqué

CAI
EA 75
-C 55

Press Release No. 4
Tuesday, April 29, 1975

Canada's 1975 Contribution to the
United Nations Development Programme

FOR IMMEDIATE RELEASE

Communiqué n° 4
Mardi, le 29 avril 1975

Contribution du Canada au Programme des
Nations Unies pour le développement

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Canada's Ambassador and Permanent Representative to the United Nations, Dr. Saul F. Rae, today presented to the Administrator of the United Nations Development Programme, Mr. Rudolph A. Peterson, a cheque for \$24,500,000 in Canadian funds as Canada's contribution to the UNDP for 1975. In making the presentation, the Permanent Representative emphasized Canada's continuing strong support for the activities of the United Nations Development Programme. The contribution for 1975 represents an increase of more than 10 per cent over Canada's contribution to the UNDP for 1974. Dr. Rae stated that the sustained growth of the Canadian contribution is an indication of the confidence the Canadian Government has in the UNDP as an international development agency.

The contribution of \$24.5 million in Canadian funds includes \$24 million for the regular budget of the UNDP, and a supplementary sum of \$500,000 designated for projects designed to accelerate the advancement of the least developed countries. In 1974, Canada contributed \$21.7 million to the regular budget and \$500,000 for the least developed. Thus, the 1975 contribution represents an increase of \$2.3 million over that of 1974.

Canada has traditionally been one of the leading contributors to the United Nations Development Programme. Canada's contributions since 1959 total in excess of \$245 million. In accordance with the basic operating principles of the UNDP, the Canadian contribution is made in fully convertible funds, funds which are thus available for the procurement of required UNDP goods and services in any country whatsoever.

M. Saul F. Rae, Ambassadeur du Canada et Représentant permanent auprès des Nations Unies, a présenté aujourd'hui au Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, M. Rudolph A. Peterson, un chèque au montant de \$24,500,000(Can.) au titre de la contribution du Canada au PNUD en 1975. Lors de la présentation, Son Excellence M. Rae a insisté sur l'appui continu du Canada à l'égard de l'activité du Programme. La contribution du Canada au PNUD pour l'année 1975 représente une augmentation de 10% par rapport à celle de 1974. En outre, M. Rae a indiqué que l'augmentation soutenue de la contribution canadienne reflète la confiance du Gouvernement canadien à l'endroit du PNUD à titre d'organisme de développement international.

La contribution de \$24,500,000 comprend une affectation de \$24,000,000 au budget ordinaire du Programme et une somme additionnelle de \$500,000 destinée aux projets conçus de façon à accélérer le développement des pays les moins développés. En 1974, le Canada a affecté \$21,700,000 (Can.) au budget ordinaire et \$500,000 (Can.) aux projets relatifs aux pays les moins développés. Ainsi, la contribution de 1975 représente une augmentation de l'ordre de 2.3 million de dollars par rapport à celle de 1974.

Le Canada a constamment été l'un des principaux pays contributeurs au Programme des Nations Unies pour le développement. Depuis 1959, le Canada y a engagé des fonds totalisant plus de 245 millions de dollars. Cette contribution est entièrement convertible, en conformité avec les principes directeurs du PNUD.



CANADA

Communiqué

Press Release No. 5
Thursday, June 12, 1975

Canada's Contribution to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) for 1975/76.

FOR IMMEDIATE RELEASE

Communiqué n° 5
Jeudi, le 12 juin 1975

Contribution du Canada à l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

The Under-Secretary of State for External Affairs, The Honourable Allan J. MacEachen, announced today that a cheque for \$1,200,000 constituting part of Canada's contribution to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), has been handed over to the United Nations. Canada's total contribution for the financial year 1975/76 will amount to \$3,200,000 of which \$2,000,000 will be provided in flour and the balance in cash. Since UNRWA began its relief, health and education programmes in 1950, the Canadian Government has contributed an amount over \$35,000,000, an amount which ranks Canada as the fourth largest contributor to the Fund.

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, l'Honorable Allan J. MacEachen, a annoncé aujourd'hui qu'un chèque de \$1,200,000 constituant une partie de la contribution canadienne à l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les Réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a été remis à l'Organisation des Nations Unies. La contribution canadienne pour l'année fiscale 1975-76 atteindra \$3,200,000 dont \$2,000,000 seront fournis sous forme de farine et le reste en argent. Depuis le début des programmes de secours, de santé et d'éducation de l'UNRWA, le Gouvernement canadien a versé plus de \$35,000,000 à ce Fonds, ce qui fait du Canada le quatrième plus grand donateur.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Press Release No. 6

Statement in Plenary Session
of the General Assembly by
H.E. Dr. Saul F. Rae,
Ambassador and Permanent
Representative of Canada to
the United Nations.
Tuesday, September 16, 1975

Admission of New Members

CHECK AGAINST DELIVERY

Communiqué de presse n° 6

Déclaration faite en séance
plénière de l'Assemblée
générale par Son Excellence
l'ambassadeur et représentant
permanent du Canada près les
Nations Unies, monsieur Saul
F. Rae.

Le mardi 16 septembre 1975

Admission de nouveaux membres

VERIFIER AU MOMENT DU DISCOURS

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. President,

It gives me considerable pleasure on behalf of the Canadian Delegation to congratulate you on your election and to assure you of the fullest cooperation of the Canadian Delegation in the execution of your important functions. We feel confident that your Presidency will prove to be an important element in the further development among Member States of working practices of cooperation and conciliation on the important political and economic and other issues which this General Assembly will have before it.

On behalf of the Canadian Government, it is my pleasure to welcome as new members of the United Nations, the Republic of Cape Verde, the Democratic Republic of Sao Tome and Principe and the People's Republic of Mozambique. The entry of these three states to the United Nations reflects the maturing process of the decolonization effort begun by Portugal in April of 1974. The process, as regards these three states, has been a peaceful one and leads us to a feeling of optimism about their prospects as independent members of the international community. The two smaller nations, the Republic of Cape Verde and the Democratic Republic of Sao Tome and Principe, will face many problems common to island territories and in addition will be required to cope with the resettlement of large numbers of returning citizens. The task is a major one, and the Canadian Government has great sympathy for their aspirations. It will support the fullest possible attention on the part of the institutions and the agencies of the United Nations to the development of appropriate programs which respond to their Governments' priorities.

The emergence of Mozambique as an independent country is a watershed in the developing situation in Southern Africa; we hope and expect it will contribute to the resolution of the remaining grave problems in that troubled area of the world. We offer our best wishes and firm support to the Government of Mozambique in its efforts to build a strong and cohesive nation and to unite its peoples to face a future of promise.

Mr. President, with the admission of these three states, the membership of our General Assembly moves increasingly towards the ultimate goal of a truly universal membership; we may anticipate before the end of this session the admission of additional members. We hope that within the span of a very few more General

Assemblies, political problems, which are at present inhibiting the entry of independent nations, will have been resolved; that the process of decolonization in even the smallest or most troubled territories which are not yet independent, will have reached a peaceful and successful conclusion; and that we may look forward to a time when the United Nations will be well on the way to achieving a genuinely universal membership.

Monsieur le Président,

Au nom du Canada, je vous félicite chaleureusement de votre élection et tiens à vous assurer de l'entier concours de notre délégation dans l'exécution de vos importantes fonctions. Nous sommes convaincus que votre accession à la présidence se révélera un facteur capital pour les États membres des Nations Unies qui travailleront dans un esprit de coopération et de conciliation accru sur les grandes questions économiques, politiques et autres dont la présente Assemblée générale est saisie.

La délégation du Canada, au nom de son Gouvernement, accueille avec plaisir les nouveaux membres des Nations Unies que sont la République du Cap-Vert, la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe et la République populaire du Mozambique. L'admission de ces trois États témoigne de la progression de la décolonisation entamée par le Portugal en avril 1974. La marche vers l'indépendance qui s'est, dans ces cas, déroulée dans la paix, nous laisse un sentiment d'optimisme quant à l'avenir de ces nouveaux membres de la communauté internationale. Pour la République du Cap-Vert et la République de Sao Tomé et Príncipe, les deux plus petits pays, l'heure est maintenant au règlement des nombreuses difficultés propres aux territoires insulaires; à ces problèmes s'ajoute le retour au pays de nombreux citoyens. C'est une tâche d'envergure et le Canada sympathise avec les aspirations de ces nations. Il appuiera, dans toute la mesure possible, les efforts que déploieront les institutions et les organisations des Nations Unies en vue de mettre au point des programmes pertinents qui répondront aux priorités de leurs Gouvernements.

L'émergence du Mozambique en tant que nation indépendante marque un point tournant dans l'évolution des événements en Afrique australe. Nous espérons, et même, nous comptons, qu'elle sera un élément de solution aux nombreux et sérieux problèmes qui troublent cette région du globe. Nous offrons au Gouvernement du Mozambique, avec nos meilleurs vœux, notre ferme appui à sa volonté d'édifier une nation forte, cohérente et unie face à un avenir plein de promesses.

Monsieur le Président, avec l'admission de ces trois États et la perspective qu'avant la fin de la présente session, de nouveaux membres de joindront à la famille onusienne, nous nous rapprochons davantage du but ultime des Nations Unies: l'universalité. Nous espérons qu'au cours des prochaines Assemblées générales, les problèmes politiques qui à présent, empêchent l'entrée de pays indépendants aux Nations Unies, seront résolus. A cela s'ajoute l'espoir que dans les territoires non encore indépendants, qu'ils soient petits ou qu'ils connaissent de grandes difficultés, le processus de décolonisation soit mené à bonne fin. Nous pourrons alors voir les Nations Unies remplir leur vocation d'organisation universelle.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Government
Publications

Communiqué de presse no 7

Déclaration prononcée en Troisième Commission
de la trentième session de l'Assemblée
générale des Nations Unies par Mme Maria Masson,
représentant du Canada, le 1er octobre 1975.

Elimination de toutes les formes de
discrimination raciale (Point 68 a et c)

Press Release No. 7

Statement in the Third Committee of the 30th
Session of the United Nations General Assembly
by Mrs. Maria Masson, Representative of Canada,
October 1st, 1975.

The Elimination of All Forms of Racial
Discrimination (Item 68 a and c)

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Conformément au règlement intérieur de cette Commission, je m'abstiendrai à ce stade de vous offrir officiellement à vous-même, ainsi qu'aux deux Vice-présidents et au Rapporteur, mes félicitations pour votre élection à des fonctions dont vous saurez, nous en sommes certains, vous acquitter avec talent. Je voudrais également remercier le Directeur de la Division des droits de l'homme pour l'excellent rapport qu'il nous a fait sur les progrès de la Décennie; cet exposé nous sera très utile lors de nos délibérations sur le point dont nous sommes saisis.

Le racisme et la discrimination raciale sont un fléau qui s'étend à toute l'humanité et doit être attaqué sur tous les fronts par une action vigoureuse à tous les niveaux: international, national et individuel. Il incombe, bien sûr, aux gouvernements d'examiner et de réviser leurs législations et leur système social de façon à éliminer ou prévenir toute trace de discrimination; mais cette tâche ne saurait être menée à bien sans une participation de l'individu et la volonté de chacun d'extirper ses préjugés et transformer sa façon de penser.

Le Canada, qui ratifiait en 1970 la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, attache une grande importance à la préparation des rapports qu'il doit soumettre au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en vertu de l'article 9 de la Convention. Le travail se poursuit en ce moment à Ottawa, en consultation avec les autorités provinciales, en vue de la soumission d'un rapport extrêmement complet de toutes les activités entreprises au pays au chapitre de la discrimination.

Le Canada s'est toujours opposé à la discrimination raciale et a particulièrement condamné celle-ci sous la forme institutionnalisée de l'apartheid. A cet effet, mon pays continue d'appuyer les divers programmes destinés à venir en aide aux populations de l'Afrique australe. Les contributions du Canada pour l'année en cours se chiffrent à \$505,000 dont \$10,000 au Fonds des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, \$175,000 au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe. Notre contribution au Fonds d'échanges universitaires internationaux se chiffre à \$125,000. Pour ce qui est de la Rhodésie, le Gouvernement du Canada a versé \$75,000 au Programme de bourses d'étude du Commonwealth et \$120,000 au Programme de bourses d'études pour les Africains de Rhodésie, et j'aimerais ajouter que mon gouvernement étudie

sérieusement la question de la création de l'Institut pour la Namibie à Lusaka. Cependant, malgré la gravité de la situation, les derniers événements en Rhodésie semblent contenir une lueur d'espoir et nous permettent d'oser croire à une évolution positive de la situation vers l'abolition éventuelle d'un système discriminatoire.

J'ai déjà eu l'occasion, M. le Président, de rappeler ici les mesures législatives et administratives prises par le Canada au niveau national et provincial en matière de discrimination, notamment au niveau de l'emploi, du logement et des services publics; cependant, j'aimerais dire quelques mots des derniers progrès accomplis en ce domaine. Le 21 juillet dernier, la Loi canadienne sur les droits de l'homme était présentée au Parlement et l'on s'attend à ce qu'elle entre en vigueur vers le milieu de 1976. Cette loi établira une Commission canadienne des droits de l'homme et constitue une des facettes de l'effort canadien pour protéger les droits de l'homme et mettre en oeuvre l'esprit des résolutions des Nations Unies. De son côté, la Province de Québec adoptait en juin une Déclaration des droits et libertés de la personne et établissait sa propre Commission.

En ce qui concerne plus particulièrement le programme de la Décennie pour la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, le Canada a continué à développer ses activités, notamment dans le secteur de l'information et de l'éducation du public. Le Gouvernement fédéral a en effet patronné une série de consultations avec des organismes volontaires dont l'intérêt très vif pour les droits de l'homme et plus particulièrement pour la Décennie se manifeste dans les nombreux programmes qu'ils ont mis sur pied. A l'intention du public, le Gouvernement du Canada a publié une brochure contenant les programmes de la Décennie ainsi que les principaux textes des Nations Unies sur la discrimination raciale. A cela, s'ajoute une série de messages "publicitaires" contre la discrimination raciale, qu'à la demande du Gouvernement les stations de radio ont accepté avec enthousiasme de diffuser gracieusement à des dates régulières.

De plus, lors de la Conférence qui, en novembre dernier, regroupait à Victoria, en Colombie Britannique, les ministres provinciaux responsables des droits de l'homme, le problème de la discrimination fut abordé et j'aimerais terminer mon exposé en ajoutant qu'en ce moment même, des consultations sur les droits de l'homme et le programme de la Décennie se poursuivent entre les autorités fédérales et provinciales. Ces consultations serviront éventuellement de prélude à une conférence fédérale-provinciale des droits de l'homme qui, pour le Canada, marquera un pas de plus dans ce domaine.

In accordance with the rules of procedure of this Committee I shall refrain at this point from formally offering to you, as well as to the two Vice-Chairmen and Rapporteur, my congratulations upon your election to these positions, which, we are convinced, you will assume with wisdom. I would equally like to thank the Director of the Division of Human Rights for the excellent report he presented to us on the Program for the Decade; this report will be extremely useful during our deliberations on the questions which now concern us all.

Mr. Chairman,

Racism and racial discrimination are a plague which affects all humanity and must be attacked on all fronts through vigorous action at all levels: international, national and individual. It is obviously incumbent on governments to examine and revise their legislation and their social systems in order to eliminate or prevent any trace of discrimination; but this task will not be achieved without the participation of individuals and a desire on the part of everyone to remove these prejudices and transform our ways of thinking.

Canada, which ratified the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination in 1970, attaches great importance to the preparation of reports which must be submitted to the Committee for the Elimination of Racial Discrimination under the terms of Article 9 of the Convention. Consultations are at this moment taking place between Ottawa and the provincial authorities aimed at the submission of a comprehensive report of all the programs undertaken in the country relating to measures against discrimination.

Canada has always opposed racial discrimination and has particularly condemned the form institutionalized in apartheid. To this end, my country continues to support diverse programs aimed at bringing aid to the peoples of southern Africa. The Canadian contributions for the present year total \$505,000 of which \$10,000 is allocated to the United Nations Fund for South Africa, \$175,000 for the United Nations Education and Training Programme for South Africa. Our contribution to the International University Exchange Fund is set at \$125,000. With respect to Rhodesia, the Canadian Government has allocated \$75,000 to the Commonwealth Scholarship Programme for Rhodesia and \$120,000 to the Rhodesian Scholarship Programme of the World University Service. I should like to add that my government is studying carefully the question of the creation of the Institute for Namibia in Lusaka. However, despite the gravity of the situation, the latest events in Rhodesia seem to contain a glimmer of hope which encourages our belief in the positive evolution of the situation towards the eventual abolition of a system based on discrimination.

I have already had the occasion, Mr. Chairman, to draw attention in this Committee to the legislative and administrative measures taken by Canada at the National and provincial levels concerning discrimination, notably in the areas of employment, housing and public services; however, I would like to say a few words about the latest positive measures adopted in this field. Last July 21, the Canadian Human Rights Act was presented to Parliament and it is expected to become law towards the middle of 1976. This law will establish a Canadian Commission on Human Rights and constitutes one of the aspects of the Canadian effort to protect human rights and to put into practice the spirit of United Nations resolutions. In addition, the province of

Quebec adopted in June a Charter of Human Rights and Freedoms and established its own Commission.

Concerning more particularly the Program for the Decade for Action Against Racism and Racial Discrimination, Canada has continued to develop its activities, notably in the sectors of information and public education. The Federal Government has sponsored a series of meetings with representatives of voluntary organizations which have already manifested their interest in human rights and in the Decade by establishing numerous programs of their own. The Canadian Government has published a brochure, for general distribution, containing the programs of the Decade and also the main United Nations texts on racial discrimination. There is as well a series of "publicity" announcements against racial discrimination, that radio stations have enthusiastically accepted at the request of the government for broadcast at regular intervals.

Finally, I should like to end my statement by referring to a Conference which took place last November in Victoria, British Columbia, where the Provincial Ministers for human rights discussed the problem of discrimination as well as the fact that at this moment consultations on human rights and the Program for the Decade are taking place between the Federal and Provincial authorities. These consultations will serve eventually as the prelude to a Federal-Provincial Conference on Human Rights which will mark for Canada, one more step forward in this field.



CANADA

Communiqué

CAI
EA 75
-C 55

Commonwealth
Publications

Communiqué no 10

Déclaration prononcée en
Quatrième Commission de la
Trentième Session de l'Assemblée
générale des Nations Unies par
monsieur Marc Baudouin,
représentant du Canada.

Le 9 octobre 1975

Question de la Rhodésie du Sud

Press Release No. 10

Statement made in the Fourth
Committee of the Thirtieth
Session of the United Nations
General Assembly by Mr. Marc
Baudouin, Representative of
Canada.

9 October 1975

The Question of Southern Rhodesia

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Je désire, dès le début de ma première intervention devant cette commission, contrevenir à l'article 110 de notre "règlement intérieur" car je préfère pécher contre le règlement que contre la justice et la courtoisie.

Ce serait en effet vous faire grande injustice que de ne pas vous féliciter, madame la Présidente, pour votre élection unanime à ce poste prestigieux. Nous célébrons cette année l'Année internationale de la femme. Avouons qu'il s'agit là d'une heureuse coïncidence; mais permettez-moi d'ajouter que ce n'est qu'une coïncidence, car, peu importe l'année, je ne vois pas de personne plus compétente pour assumer ce poste. La délégation du Canada adresse ses plus chaleureuses félicitations à cette femme qui dispose d'une vaste expérience, qui connaît à fond les questions de la décolonisation, qui fait toujours preuve de tact et de patience et qui gratifie continuellement les participants de ce merveilleux sourire.

Je tiens également à féliciter les autres membres du Bureau, les deux vice-présidents, MM. Vargas-Saborio et Amer Arim et notre rapporteur, M. Quartin-Santos.

Madame la Présidente, comme nous tous ici, mais je tiens tout de même à le souligner, je me réjouis de ce que la grande famille des Nations Unies compte trois membres de plus. La république du Cap-Vert dont le siège à ma droite m'éloigne physiquement de mon ancien voisin, le délégué de la République centrafricaine, ce qui, je l'espère, n'altérera en rien nos relations amicales; la République populaire du Mozambique dont l'accession à l'indépendance favorise entre autres l'évolution positive de la tragique et déplorable question de la Rhodésie qui est à l'ordre du jour de nos débats aujourd'hui, et enfin la République démocratique de Sao-Tomé et Príncipe.

La participation de ces trois pays aux délibérations de notre Commission sera, je n'en doute pas, bénéfique à notre organisation qui fête cette année son 30e anniversaire.

Madame la Présidente, depuis dix ans déjà, la question de la Rhodésie n'a cessé de préoccuper la communauté internationale. Mais aujourd'hui la situation est peut-être plus grave que jamais.

D'importants changements se sont produits et continuent de se produire qui modifient le contexte géopolitique de l'Afrique australe. A l'ouest, à l'est et au nord, la majorité noire de la Rhodésie voit ses voisins,

ses amis, ses frères maintenant libres et indépendants, ayant récupéré leur dignité humaine et jouissant pleinement de ces droits fondamentaux qu'on appelle "droits de l'homme". Parallèlement, mais dans l'ombre des cachots ou de la résistance, grandit et s'affirme la soif inexpugnable de cette immense majorité de Rhodésiens humiliés et bafoués, qui sont déterminés plus que jamais à obtenir pour eux-mêmes ces droits élémentaires sans lesquels la vie n'a aucun sens. La façon dont la Rhodésie et les Rhodésiens résoudront leur problème, la manière dont les pays d'Afrique et du monde entier régleront ce différend, la façon dont l'Organisation des Nations Unies réagira devant ce sursaut fondamental de l'homme africain pour ne pas dire de l'homme tout court, sont d'une importance capitale pour l'avenir de l'humanité. Ou bien nous assisterons à un règlement pacifique de ce conflit, et alors on peut espérer que les autres problèmes raciaux et politiques qui subsistent en Afrique australe se régleront également par la voie de la négociation et de la raison; ou bien, la violence entraînant la violence, celle qui s'installera en Rhodésie se répercutera ailleurs.

Durant l'année qui vient de s'écouler, l'espoir semblait permis de voir enfin se réaliser de réels progrès annonciateurs d'un règlement définitif de cette question.

Le Canada de par sa géographie est très éloigné de la Rhodésie de sorte que son action ne peut guère influencer sur les événements qui s'y déroulent. C'est avec le plus grand intérêt toutefois qu'il a suivi les efforts déployés par les présidents de la Zambie, de la Tanzanie, du Botswana et du Mozambique. L'action de ces chefs d'Etat, leurs efforts infatigables, leur patience, leur persévérance, leur détermination et leur réalisme, dans une situation aussi difficile et complexe sont dignes des plus grands éloges. S'il est vrai que seuls les Rhodésiens peuvent résoudre les problèmes fondamentaux de la Rhodésie, il est aussi vrai que seuls les dirigeants des pays voisins peuvent créer les conditions propices au dénouement souhaité et préparer la scène où les acteurs pourront évoluer. Madame la Présidente, mon pays appuie pleinement le président Kaunda, le président Nyerere, le président Machel, le président Seretse Khama (et aussi le premier ministre Vorster quels que soient ses motifs) dans les efforts qu'ils ont déployés et qu'ils déploient pour assurer la paix et la justice en Rhodésie.

Mais, je le répète, personne ne peut, de l'extérieur imposer une solution ou un règlement durable à ces problèmes qui sont ceux des Rhodésiens eux-mêmes. Toute solution à ce conflit fondamental ne sera possible que lorsque les Rhodésiens, Noirs et Blancs, pourront ou voudront négocier de bonne foi.

Il y a là un double problème, celui de vouloir négocier, celui de pouvoir négocier.

Or, jusqu'à maintenant, le régime Smith n'a rien fait qui indique une volonté de sa part d'en arriver à un règlement. Certes de nombreuses réunions ont eu lieu depuis 1965, d'abord avec le Royaume-Uni et maintenant avec les Africains de Rhodésie, mais de toute évidence ces réunions n'étaient que du "bluff" et n'avaient pour but que de jeter de la poudre aux yeux. Ian Smith ne s'est jamais montré prêt à négocier sérieusement ou à faire de réelles concessions. Et, ce qui importe peut-être davantage, c'est que jamais n'étaient présents les éléments qui auraient pu faire croire à la moindre bonne foi de sa part. Puisse-t-il enfin comprendre quel est son intérêt véritable, voir la vérité en face, et discuter de bonne foi des vrais problèmes avec ses véritables interlocuteurs! Car, avec ou sans lui, la "majority rule" s'imposera nécessairement. Mieux vaut donc que ce soit avec lui. Ce souhait, je le formule sans trop d'illusions, surtout après avoir entendu le distingué représentant de la Tanzanie. Je le formule tout de même car, contre vent et marée, il faut toujours croire au miracle et ne jamais abandonner un champ, même s'il est plein d'orties, sans l'avoir maintes fois retourné.

La formation, en décembre dernier, de "Unified African National Council", était en soi encourageante. Pour la première fois depuis le 19e siècle, en effet, la minorité blanche au pouvoir en Rhodésie avait devant elle un seul interlocuteur, le mouvement nationaliste africain unifié. Si tendue, si fragile était-elle, cette union des nationalistes au sein de l'ANC privait le régime rebelle et la minorité blanche de l'avantage qui avait été sien jusqu'alors, celui d'une opposition divisée. C'est pourquoi le Canada s'inquiète des récents remous au sein de l'ANC et souhaite ardemment que les rivalités internes ne détournent pas les Africains de Rhodésie de leur véritable but qui est de faire face à leurs vrais adversaires: ceux qui vont contre le cours de l'histoire. Nous exhortons donc les nationalistes de Rhodésie à ne pas se laisser engluier dans des querelles personnelles, politiques, idéologiques ou tribales et à faire front commun pour le vrai combat qui est celui en faveur de la "Majority Rule", comme l'a dit si éloquemment le distingué représentant de la Tanzanie lors de son intervention d'hier matin.

Parmi les expressions fréquemment employées par le régime Smith, ses favorites même, on trouve les suivantes:

"la préservation de la civilisation" et "le régime de l'homme civilisé". Puisqu'il est question de civilisation et de son interprétation, nous croyons important de dire, sans ambages, sans ambiguïté et sans nuances, que le monde vraiment civilisé rejette non seulement le vocabulaire pour le moins particulier du régime rebelle de la Rhodésie, mais aussi et surtout ses politiques et ses agissements qui vont justement à l'encontre de ces beaux mots qu'il emploie pour justifier l'injustifiable. La façon dont il réprime les droits humains fondamentaux, sont mépris du régime du droit et la façon dont il s'accroche au pouvoir par la violence et la force, répugnent à tout homme civilisé. Nous devons donc nous efforcer par tous les moyens dont nous disposons, de faire perdre à Ian Smith et à ses partisans l'illusion qu'ils réussiront à faire accepter par la communauté internationale leur conception pour le moins particulière de la "civilisation". On ne saurait leur laisser espérer non plus que les problèmes ou les conflits internes d'un quelconque pays africain leur permettraient d'obtenir, même temporairement, quelque appui international que ce soit qui les aiderait à gagner du temps et à remettre à demain ce qui aurait dû être fait hier ou avant-hier.

Madame la Présidente, si la question rhodésienne préoccupe à ce point la communauté internationale, c'est en grande partie grâce aux Nations Unies. Cet organisme se doit, tant pour les Rhodésiens que pour le reste de l'univers, de persévérer dans son oeuvre et de continuer à oeuvrer dans le sens d'un règlement de la question en employant les moyens qui sont les siens, à savoir, une action internationale coordonnée et organisée. Voilà maintenant sept ans que le Conseil de sécurité, par la résolution no 253, a pris la sérieuse décision d'imposer des sanctions économiques obligatoires à l'encontre du régime rhodésien. Bien que ces sanctions n'aient pas réussi à entraîner la chute du gouvernement illégal, elles ont certainement aidé à témoigner de l'ampleur du sentiment de désapprobation qu'est celui de la communauté internationale vis-à-vis le régime Smith.

Le succès ou l'échec des sanctions en tant que mesures de coercition dépend de deux facteurs primordiaux. D'une part, il importe que les Etats acceptent et soient en mesure d'imposer les sanctions voulues. D'autre part, il est tout aussi important que ces mesures soient minutieusement mises au point, réalistes et adaptées à l'économie qu'elles visent à ébranler.

Les pays qui ne veulent pas ou qui refusent ouvertement d'appliquer les sanctions obligatoires devraient être exposés à l'opprobre international ce qui ne serait que justice.

Dans cet ordre d'idée, la délégation du Canada tient à signaler en effet, une omission aux paragraphes 146 et 147 du document A/100023/Add. 2 du 23 septembre 1975. Ces paragraphes donnent la liste des "compagnies aériennes internationales qui auraient eu des accords intercompagnies avec Air Rhodesia en avril 1974". Parmi ces compagnies, on peut voir les noms d'Air Canada et Canadian Pacific. Or, le 13 mai 1974, le Secrétaire général des Nations Unies, agissant au nom du Comité des sanctions du Conseil de sécurité, portait cette question à la connaissance du Gouvernement du Canada. Le 11 septembre 1974, ce dernier informait le Secrétaire général que "suite aux enquêtes menées après avoir pris connaissance du rapport du Secrétaire général, il s'avérait que tous les transporteurs canadiens visés, soit Transair Limitée, Nordair Limitée, Canadien Pacifique et Air Canada avaient mis fin à leurs accords sur l'émission de billets interlignes et interrompu toute vente de billet ainsi que leurs arrangements relatifs aux agences de voyage en ce qui concerne Air Rhodesia". Pourtant, le paragraphe 147 note simplement que l'IATA avait annulé ses accords intercompagnies de trafic et de fret avec Air Rhodesia et qu'il n'était pas encore possible d'évaluer les conséquences de cette décision. Il nous semblerait utile que le document fasse également état des rapports sur les mesures concrètes prises par les transporteurs canadiens et autres. Cette intervention du Secrétaire générale auprès des autorités canadiennes et la réponse de ces dernières, démontre en tout cas que les activités du Comité des sanctions peuvent avoir des résultats positifs lorsque les Gouvernements reçoivent des renseignements à partir desquels ils peuvent entreprendre les démarches nécessaires. Nous croyons également que le Secrétariat devrait rendre compte des mesures prises par les Gouvernements en réponse aux demandes formulées par le Comité des sanctions du Conseil de sécurité.

Il faudrait cependant tenir compte de considérations particulières dans le cas de pays qui sont dans l'impossibilité d'imposer les sanctions en raison des graves difficultés ou des perturbations importantes que connaîtrait leur économie. C'est notamment le cas de la Zambie à qui, après la Déclaration unilatérale d'indépendance en 1965, et de nouveau en 1972, de nombreux pays, dont le Canada, ont accordé une aide spéciale

d'urgence. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous continuons d'accroître notre programme de coopération bilatérale dans cette région. Il en va de même du Mozambique.

Lors de leur dernière rencontre à Kingston en Jamaïque, les chefs de gouvernement du Commonwealth, y compris le premier ministre du Canada, se sont expressément engagés à fournir une aide spéciale au Mozambique pour lui permettre d'imposer les sanctions nécessaires suite à la résolution du Conseil de sécurité. Mais, c'est au Mozambique à décider quelles mesures prendre et à arrêter de concert avec le Conseil de sécurité un programme de coopération selon les termes de l'article 50 de la Charte des Nations Unies, de façon à s'assurer qu'il ne soit pas pénalisé parce qu'il applique des sanctions préconisées par les Nations Unies.

J'ai déjà mentionné que les sanctions n'ont pas donné les résultats escomptés. Il est néanmoins important de se rappeler qu'un des effets des sanctions a été de forcer le régime illégal à ne dépendre, pour l'essentiel, que de ses propres ressources. En conséquence, l'économie rhodésienne a donc considérablement évolué depuis 1968. Ceci étant, n'est-il pas temps que le Conseil de sécurité ou son Comité des sanctions, révise les décisions de la résolution 253?

Je me demande, madame la Présidente, si, compte tenu de l'expérience acquise, il n'y aurait pas des domaines où les sanctions adoptées il y a quelques années ne pourraient pas être précisées, voire raffinées. N'y aurait-il pas lieu de voir si d'autres secteurs ne mériteraient pas d'être étudiés? Ce que je propose, somme toute, c'est d'explorer les possibilités d'ajuster notre tir de façon à rendre plus efficace une action qui le fut trop peu jusqu'à maintenant. Je me dois cependant de souligner, par souci d'efficacité, qu'il est essentiel de nous assurer que toute nouvelle mesure soit applicable et réaliste. Je crois que ce réexamen est important, madame la Présidente, ne serait-ce que parce qu'il témoignerait une nouvelle fois, et avec plus de force encore, du sérieux et de la détermination de la communauté internationale de voir résoudre de façon satisfaisante la question rhodésienne.

Il y a un autre domaine où les Nations Unies, d'autres organisations internationales et certains pays, ont témoigné et continuent de témoigner de leur appui à la cause de la majorité rhodésienne. Je fais allusion, madame la Présidente, à ce vaste secteur de l'éducation et de l'aide humanitaire. Le Canada contribue aux divers programmes d'aide des Nations Unies et du Commonwealth en faveur des Rhodésiens opprimés. Il participe aussi au programme de bourses d'entraide univer-

sitaire mondiale destinées à permettre aux Rhodésiens noirs d'étudier dans leur propre pays, déjouant ainsi les manoeuvres racistes du gouvernement illégal. Dans le domaine de l'aide humanitaire, nous finançons, par l'entremise d'organisations non gouvernementales, un dispensaire médical situé en Rhodésie ainsi que d'autres projets d'aide aux réfugiés à l'extérieur de la Rhodésie. Le Canada considère que ces types d'aide sont essentiels, non seulement pour répondre aux besoins humanitaires actuels, mais aussi pour permettre aux Africains de Rhodésie de se mieux préparer à affronter toutes les tâches qui seront les leurs lorsque la règle de la majorité se sera enfin imposée.

Madame la Présidente, le jour approche où le problème rhodésien sera enfin réglé. Toutefois, ce serait nous bercer d'illusions que de croire que la solution sera facile ou rapide. Il faudra encore beaucoup d'efforts et de détermination pour y arriver. Il n'en reste pas moins que la situation a commencé à évoluer dans le bon sens, lentement mais sûrement. Si les noirs de Rhodésie peuvent rester unis dans leur lutte et si les blancs de Rhodésie peuvent voir la réalité telle qu'elle est, alors il sera possible d'envisager un règlement pacifique qui satisfasse tous les Rhodésiens de bonne foi. N'est-ce pas là d'ailleurs le souhait qu'exprimaient avec beaucoup de conviction, d'autres orateurs qui m'ont précédé à cette tribune et, en particulier, le distingué représentant du Nigéria? L'autre solution, la seule autre d'ailleurs, celle de la violence et de la confrontation armée, n'apporterait sans doute pas une solution valable et durable aux problèmes de la Rhodésie et ne ferait que nuire aux espoirs qui sont les nôtres d'une solution pacifique aux autres problèmes de l'Afrique australe. Et pourtant, comme le suggérait le distingué représentant de la Tanzanie, lors de sa remarquable intervention d'hier, s'ils sont laissés seuls à eux-mêmes, les Africains de Rhodésie n'auront d'autre choix que la violence. Cette solution de désespoir peut encore être évitée, mais à une condition, et à une condition seulement, c'est que les pressions de la communauté internationale sur le régime Smith se fassent réellement sentir.

Madame Chairman,

At the outset of my first intervention in this Committee I wish to contravene right away Article 110 of our "rules of procedure", but I prefer to sin against our regulations than to sin against justice and courtesy.

It would indeed be a great sin against equity not to congratulate you, Madam Chairman, for your unanimous election to the Chair. This happens to be the "année internationale de la femme". Let us say that this is a happy coincidence, but permit me to add that this is only a coincidence because "l'année internationale de la femme" or not, I fail to see what better Chairman we could have chosen. Experience, profound knowledge of the questions of decolonization, tact, patience, and that marvelous smile of yours. Please accept the warmest congratulations of the Canadian Delegation.

I would also like to congratulate the other members of the Bureau, the two Vice-Presidents, Mr. Vargas-Saborio and Mr. Amen Arim, and our Rapporteur, Mr. Quartin-Santos.

Like all of us here, I nevertheless wish it to be emphasized, I take pleasure in the fact that the great family of the United Nations now counts three additional members. The Republic of Cape Verde, whose seat to my right physically separates me from my former neighbour, the delegate of the Central African Republic, a fact which I hope will not alter in the least our friendly relations; the Peoples' Republic of Mozambique, whose accession to independence, among other things, helped along the positive evolution of the tragic and deplorable question of Rhodesia, which is on our agenda of our debates today; and finally the Democratic Republic of Sao Tome and Principe. The participation of these three countries in the deliberations of our Committee will be without doubt of benefit to our organization which this year celebrates its 30th anniversary.

The question of Rhodesia has been a matter of international concern for ten years now. At this time, however, this question is perhaps more serious than it has ever been. Major changes have taken place and are still taking place in the geopolitical realities of Southern Africa. To the West, to the East and to the North, the Black majority of Rhodesia can see its neighbours, friends and relatives independent and accorded full possession of their basic human rights. By the same token we are witness to the growing thirst of the repressed Rhodesian majority, determined more than ever to obtain for themselves the fundamental rights without which life is meaningless.

How Rhodesia and Rhodesians resolve their problems; how the countries of Africa and the world deal with the issues involved; and how this body, the United Nations, copes with these pressures, are matters of major importance for the future of mankind. Whether or not the grave racial and political problems of Rhodesia can be settled by peaceful methods will have a great influence on whether the remaining racial and political problems of Southern Africa can be resolved in peace -- or by violence.

In the last year, there have been grounds for hope that some real progress could be made on this question. Canada is far from Rhodesia, and we have little direct role to play in events there. We have, however, followed with great interest the major efforts of the Presidents of Zambia, Tanzania, Botswana and Mozambique. Their actions, their tireless efforts, their patience, their perseverance and their realistic determination in a difficult and complex situation should be accorded the greatest possible commendation and the highest praise. Only Rhodesians themselves can settle the basic problems of Rhodesia, but only the leaders of the neighbouring countries can create the conditions and set the stage for the principals to act. Madam President, my country fully supports President Kaunda, President Nyerere, President Machel, President Seretse Khama (and also Prime Minister Vorster whatever his motives may be) in the efforts which they have undertaken and continue to undertake to ensure peace and justice in Rhodesia.

But, as I said, no one from outside Rhodesia can impose any kind of lasting solution or settlement to these problems which are properly Rhodesian. This will come only when Black and White Rhodesians are able or willing to negotiate in good faith. This is a dual problem: that of the will to negotiate; and that of the ability to negotiate.

Up to the present time, the Smith Regime has not demonstrated any real will to achieve a settlement. It is true that, since 1965, there have been countless meetings, first with the United Kingdom and now with Rhodesian Africans. But this has only been lip-service, and intended to pull the wool over our eyes. At no time has Ian Smith demonstrated a serious willingness to negotiate meaningfully or to make any real concessions. Perhaps even more important, at no time have the essential elements of good faith been present. Is he ever going to understand that it is in his real interest to face reality, and discuss in positive faith the real problems with the true spokesmen. With or without him, majority rule is inevitable, and clearly he would do better to have a part in it. I put forward this wish without

illusions, particularly after having heard the remarks of the distinguished representative of Tanzania. Nonetheless, one should hope against hope, despite the setbacks.

The formation, last December, of the unified African National Council was a welcome event. It marked the first time since the Nineteenth Century, that the White majority rulers in Rhodesia were faced with a single united African Nationalist movement. However strained, however fragile, the union of Nationalists in the ANC has been, it has deprived the rebel regime and the White minority of the advantage of a divided opposition. Therefore, Canada is disturbed by recent developments in the ANC and earnestly hopes that internal rivalries will not be allowed to divert Rhodesian Africans from facing their real adversaries -- those who oppose the inexorable march of history. We urge all Rhodesian Nationalists not to permit themselves to become enmeshed in personal, political, ideological or tribal rivalries, and instead to maintain a united front for the real objective, the achievement of majority rule -- as the distinguished representative of Tanzania so eloquently put it in his intervention of yesterday morning.

Two favoured phases of the illegal regime have been "the preservation of civilization" and "the rule of civilized men". Mme. President, we think it important to make it clear, in no uncertain terms, that the civilized world rejects both the policies and actions of rebel Rhodesia which run counter to those fine words which he uses to justify the unjustifiable. Its suppression of basic human rights, its disregard for lawful procedure, and its maintenance of power by violence and force are abhorrent to all civilized men. We must do all in our power to disabuse Ian Smith and his followers of the illusion that they will find any international acceptance of their peculiar perception of civilization. Nor can we permit them to think that the internal problems and conflicts of any African country will afford them any international support -- even temporarily -- for any delay in a settlement in Rhodesia.

Madam President, the United Nations has played a major role in concentrating and focussing international attention on the Rhodesian question. It is the responsibility of this body to the people of Rhodesia -- and to the people of the world -- to continue to play a useful role in encouraging a settlement, and coordinating international action to this end. It is seven years now since the Security Council in its resolution 253 took the most serious step of imposing mandatory economic sanctions on the Rhodesian regime. While the sanctions have failed to bring down the illegal government, there can be no doubt that they have been effective as an expression of the depth of international disapproval.

The success or failure of sanctions as a coercive step is dependent on two major factors. First, it is important that all member states be willing and able to enforce the measures required. And second, it is equally important that the measures themselves be carefully thought out, realistic and appropriate to the economy which they are intended to cripple. Those countries which are unwilling, or who openly refuse, to implement mandatory sanctions should be made fully subject to the international approbrium which they deserve.

The Canadian Delegation wishes to point out an omission in paragraphs 146 and 147 of Document A/10023/Add 2 of September 23, 1975. This relates to the list of "International Airlines Reported to Have Had Interline Agreements with Air Rhodesia as at April, 1974". In this list were included Air Canada and Canadian Pacific Air. On May 13, 1974 the Secretary General acting on behalf of the Security Council Sanctions Committee drew this matter to the attention of the Canadian Government. On September 11, 1974 the Canadian Government advised the Secretary General that "as a result of the Canadian Government's enquiries pursuant to the Secretary General's report, all Canadian carriers involved, namely Transair Limited, Nordair Limited, Canadian Pacific Air and Air Canada have terminated interline ticketing and agency agreements with Air Rhodesia". Yet paragraph 147 simply notes action by IATA in nullifying its multi-carrier interline agreements with Air Rhodesia, and goes on to say that the impact of the decision has not yet been fully assessed. It would seem to us useful that the document should go on to include reports of concrete action taken by the Canadian air carriers concerned. Such action demonstrates that the activities of the Sanctions Committee can have positive results when governments are provided with information on which they can take action. At the same time we believe that the actions of the governments concerned and of the companies which have taken concrete measures to give full effect to the Security Council sanctions should be duly reported.

I return now, Madam Chairman, to the question of the enforcement of sanctions. In the case of countries which find it difficult to enforce sanctions because of the extreme economic hardship or dislocation this would entail, special consideration should be given. One such case is Zambia when after UDI in 1965, and again in 1972, many countries, including Canada, came forward with special emergency assistance. This is also part of the reason why we are continuing to expand our programme of bilateral cooperation in development in that area. Another such case is Mozambique: the Commonwealth Heads of Government, including the Prime Minister of Canada,

at their last meeting in Kingston, Jamaica, specifically approved and committed themselves to special assistance to Mozambique to enable it to enforce sanctions. It is now a matter for Mozambique to determine what action is necessary and to work out an appropriate programme of cooperation in conjunction with the Security Council, as provided for in Article 50 of the Charter; to ensure that it will not be penalized by the implementation of sanctions.

I noted earlier that sanctions have failed in their original objective. It is, nevertheless, important to remember that one of the effects of the sanctions was to throw the illegal regime back on its own resources, and that because of the sanctions, the Rhodesian economy has substantially changed since 1968. If the Rhodesian economy has changed since then, is it perhaps not time for the Security Council or its Sanctions Committee to review the decisions of Resolution 253? In the light of experience are there not areas in which the earlier decisions can be clarified? What I am proposing in short is that the possibilities of adjusting our thrust in order to render it more effective, be examined. On a cautionary note, however, it is essential to ensure that any new measures are, in fact, enforceable and realistic in their application. Madam President, this is important because it reaffirms and re-emphasizes the concern and determination of the international community that the question of Rhodesia should be resolved.

There is one further area in which the UN, other international organizations, and individual countries have demonstrated their support for the Rhodesian majority. I refer to the field of educational and humanitarian assistance. Canada contributes to the various United Nations and Commonwealth organized programmes of assistance to Rhodesians. In addition, we are now supporting, on a regular annual basis, the World University Service programme of scholarships for Rhodesians within Rhodesia. In the sphere of humanitarian assistance, through non-governmental organizations, we are supporting a medical dispensary inside Rhodesia, as well as other refugee relief projects outside Rhodesia. Canada considers these forms of assistance essential -- not only to provide for the present humanitarian needs -- but also to better enable Rhodesian Africans to run their country after a settlement. We remain committed to this.

Madame President, Rhodesia is now moving closer to a final resolution of its problems. But there should be no illusions that this is coming, or can come, easily or quickly. Much effort and determination will have to be expended to obtain results. What is certain, nonetheless, is that the

wheels have begun moving, however slowly. If Rhodesian Africans can maintain a unity of commitment to their cause, and if White Rhodesians can be persuaded to face the reality of their situation, then there will be real prospects of a peaceful settlement satisfactory to all Rhodesians. The alternative of armed confrontation offers no lasting solution to Rhodesia's problems, and can do nothing but harm to the prospects of resolving the remaining problems of Southern Africa.

As the distinguished representative of Tanzania said yesterday, if left without support Rhodesian Africans will have no choice but violence. This desperate result can still be avoided if and only if the international community exerts sufficient pressure for change on the Smith regime.



CA1
EA 75
-C 55

Press Release No. 11

Statement in Plenary Session
of the General Assembly by
the Honourable Robert D.G.
Stanbury, P.C., M.P.,
Representative of Canada.

Friday, 10 October 1975

Admission of Papua-New Guinea

Communiqué de presse no 11

Déclaration prononcée en séance
plénière de l'Assemblée générale
par monsieur Robert D.G. Stanbury,
membre du Conseil privé et député,
représentant du Canada.

Le vendredi 10 octobre 1975

Admission de la Papouasie-
Nouvelle-Guinée

CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS

DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES

The Canadian Delegation takes great pleasure in joining with many other delegations in the co-sponsorship of the resolution relating to the admission of Papua-New Guinea in the United Nations.

The Canadian Government applauds the steady progress which has taken place in Papua-New Guinea in recent years, first towards internal self-government and now to self-determination and independence. We wish to congratulate the government and citizens of Papua-New Guinea on the progress they have made, and which we feel certain they will continue to make, in developing a strong and cohesive nation. We wish also to compliment the Government of Australia on the firm commitment it has demonstrated over twenty years working in partnership with the people of Papua-New Guinea to develop the institutions, infrastructure, and the trained personnel, necessary to prepare Papua-New Guinea for its role as an independent nation. It must be a matter of considerable satisfaction to the United Nations that the trusteeship arrangement has facilitated the peaceful emergence of a nation whose future prospects for stable social and economic development are bright.

Mr. President, the Canadian Government was pleased to send a special representative to participate in the Papua-New Guinea independence celebrations held in Port Moresby on September 16, and looks forward to the conclusion of formal discussions which will lead to the establishment of diplomatic relations between Canada and Papua-New Guinea. Ties already exist to bind our two countries; dozens of young Canadian graduates, for example, have for several years been working with Papuan-New Guineans on different social and economic projects. We anticipate a steady growth in different forms of cooperation between our two countries, and look forward to a continuing development of the ties that bind us, as countries of the Pacific Basin, as members of the Commonwealth, and as members of the United Nations.

La délégation du Canada se joint avec plaisir à nombre d'autres délégations pour coparrainer la résolution concernant l'admission de la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux Nations Unies.

Le Gouvernement du Canada applaudit aux progrès soutenus qu'a connus ce pays au cours des dernières années: d'abord l'autonomie, et maintenant l'autodétermination et l'indépendance. Nous désirons féliciter le Gouvernement et la population de la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour les progrès qu'ils ont accomplis jusqu'à maintenant; nous sommes convaincus qu'ils continueront dans cette voie pour édifier une nation forte et unie. Nous tenons également à rendre hommage au Gouvernement d'Australie qui, au cours des vingt dernières années, a diligemment travaillé, en collaboration avec la population de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, à pourvoir le pays des institutions, de l'infrastructure et des cadres nécessaires pour qu'il assume son rôle de nouvelle nation indépendante. L'Organisation des Nations Unies doit tirer grande satisfaction du fait que l'accord de tutelle a facilité l'avènement pacifique d'une nation dont les perspectives d'un développement socio-économique stable sont excellentes.

Monsieur le Président, le Gouvernement du Canada a détaché avec plaisir un représentant spécial aux fêtes qui ont marqué l'accession à l'indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à Port Moresby le 16 septembre. De plus, il espère en la conclusion prochaine des discussions formelles qui établiront des relations diplomatiques entre nos deux pays. Certains liens nous unissent déjà; ainsi, bon nombre de jeunes diplômés canadiens travaillent depuis plusieurs années avec les Papua-Néo-Guinéens à divers projets sociaux et économiques. Nous prévoyons que la coopération entre nos deux pays prendra de nouvelles formes et nous comptons sur l'épanouissement soutenu de ces liens qui nous unissent en tant que pays du bassin du Pacifique, en tant que membres du Commonwealth et de l'Organisation des Nations Unies.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Government
Publication

Press Release No. 12

Statement in the First Committee of the
30th Session of the United Nations General
Assembly by Mr. Geoffrey F. Bruce, Minister
and Deputy Permanent Representative of Canada
to the United Nations
14 October 1975

Peaceful uses of outer-space

Communiqué de presse numéro 12

Déclaration prononcée en Première Commission
de la trentième session de l'Assemblée générale
des Nations Unies par monsieur Geoffrey F. Bruce,
ministre et représentant permanent adjoint du
Canada près les Nations Unies
le 14 octobre 1975

Les utilisations pacifiques de l'espace
extra-atmosphérique

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. Chairman,

This is the 30th anniversary of the U.N., and the 18th year since issues relating to outer space first appeared on the agenda of the General Assembly. The pre-occupations of all member states of this Organization continue to be with the quest for peace and cooperation among the peoples of the world, and perhaps more particularly this year, with the urgent need for more rapid global economic and social development.

Mr. Chairman, in both of these quests, the peaceful uses of space technology have a real and increasingly important role to play; the application of space technology in areas such as remote sensing, communications, and direct television broadcasting, has demonstrated its almost unlimited potential in such fields as education, the management of the environment, agriculture, the development of resources, navigation, meteorology, general economic development planning and, of course, regular telecommunications among nations and their people.

Outer space has become a major example of successful international cooperation which has led to tangible mutual benefits for peoples of many nations. Perhaps, the most important single expression of this cooperation, was the Apollo-Soyuz space flight in July of this year. My Delegation wishes to join other delegations in congratulating the United States and the Soviet Union for their impressive venture. Representatives of my country were privileged to watch the launching of the Apollo from Cape Canaveral and to follow the progress of the flight on television. Earlier we had seen the launching of Soyuz brought to us by television from the Soviet Union. Such achievements fully reflect the intent of the Outer Space Treaty which states that "in the exploration and use of outer space...States... shall be guided by the principle of cooperation". This is an important and welcome achievement in carrying forward cooperative programs in outer space.

While Canada has not been directly involved in such impressive experiments, we have proceeded with our own space program designed to meet our domestic needs and to contribute to bilateral, regional and multi-lateral programs for the peaceful uses of space. Let me mention a few examples which may be of interest to other delegations. Last May our third geostationary telecommunications satellite, Anik III, was launched into space. It provides additional capacity for telecommunications traffic in densely populated areas as well as with remote regions of our northern and Arctic regions and our more distant communities in other parts of our country. The provision of telephone, television and radio services to an increasing number of isolated towns and villages is a new and important use of domestic satellite systems. We think and hope that our experience may be of some use and interest to other countries facing similar development problems.

In order to meet our anticipated demand for more and better communications in the future, Canada has also built a new, high-powered experimental satellite, the Communications Technology Satellite, which is to be launched early next year. It is doing so in cooperation with the United States and in association with the European Space Agency. This satellite, one of the first generation of direct broadcast satellites, will permit the use of small transportable earth stations for the reception of television, and will enable us to provide high quality two-way communications with the most remote corners of our nation. In addition to testing the advanced technology that will be required for broadcasting satellites of the future, the Communications Technology Satellite will also be used by a number of Canadian universities, educational institutions, private organizations and by federal and provincial government departments and agencies, to investigate the applications of satellite communications in such fields as health and

medical care and educational and cultural exchanges. I mention these developments as practical applications of present-day space technology.

Turning to other fields, Canada is participating in an experimental aeronautical satellite program together with the United States and Western Europe which, we hope, will be of benefit not only to the participating countries but also, we think, to many other countries. This AEROSAT Program, as it is called, is a cooperative venture designed to improve aeronautical communications. In addition Canada, together with many other governments, is also taking an active part in negotiations under the auspices of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization aimed at establishing an International Maritime Satellite System, designed to improve and expand communications on the oceans of the world and especially in the increasingly congested major shipping routes.

In February of this year, Canada signed the Convention on the Registration of Objects Launched into Outer Space, and in the same month became a party to the Agreement on the Rescue of Astronauts, and the Convention on International Liability for Damage caused by Space Objects. It is, perhaps, worth mentioning that, in acceding to the Liability Convention, Canada made a declaration, as provided for in resolution 2777 (XXVI), that it will recognize as binding in relation to any other state accepting the same obligation, the decision of a claims commission concerning any dispute to which Canada may become a party under the terms of the Convention. Canada is now a party to all four instruments of general international space law.

I should now like to make a few comments about the Report of the Outer Space Committee and its two Sub-Committees, and about the important work which is on their agenda in 1976.

In assessing the work of the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, and its Sub-Committee in 1975, Canada has been particularly pleased at the cooperative and productive manner in which the members have tackled the task of elaborating principles governing the use by states of artificial earth satellites for direct television broadcasting. My Delegation is very encouraged by the positive way in which the debate proceeded at the last session of the Legal Sub-Committee. In our view, it has achieved considerable progress in responding to the mandate given to it by the General Assembly in resolution 2916 (XXVII).

While recognizing these important achievements, Mr. Chairman, we are well aware that all our differences are not resolved, and that a final draft declaration of principles on direct broadcast satellites is unfortunately not within our immediate reach. We should not, however, let this lack of agreement discourage us. Indeed my Delegation would like to take this opportunity to repeat the sense of urgency which we feel. We appeal to members of this Committee to join in working toward a consensus on the fundamental issues which still separate us.

As members of this Committee may be aware, Sweden and Canada have worked closely together over the years in our common effort to assist the Outer Space Committee carry forward its work program. I can assure you, Mr. Chairman and this Committee, that my Government looks forward to continuing this close, friendly and constructive cooperation with Sweden in our further efforts to assist the Outer Space Committee in arriving at effective and generally acceptable solutions in our work on a declaration of principles on direct broadcast satellites.

We would like to draw the attention of the Committee to a special conference which the International

Telecommunication Union will be holding in 1977, and which is relevant to the Outer Space Committee's work on direct broadcast satellites. I refer to the January 1977 World Administrative Radio Conference for the Planning of the Broadcasting Satellite Service. From this Conference there will emerge agreements on the future development of broadcasting satellite systems throughout the world and on the technical and administrative procedures which are to be followed to establish such systems. It is important that the ITU Conference takes into account the deliberations of the Outer Space Committee on direct broadcast satellites as, in our view, it is the responsibility of the General Assembly to establish the political framework within which the technical discussions in the ITU should proceed. For this reason, Mr. Chairman, we are pleased to note that the draft resolution which was introduced by Ambassador Jankowitch and which Canada is co-sponsoring, makes a reference to this Conference.

Canada also retains a deep interest in the continuing international consideration of matters related to the remote sensing of the earth from satellites. We believe this is an area deserving the urgent attention of both the Legal Sub-Committee and the Scientific and Technical Sub-Committee. We are pleased that some progress is being made toward arriving at common agreement, particularly on the necessity of working toward the maximization of benefits for all countries through cooperation and participation in international, and particularly regional programs.

But Mr. Chairman, my Delegation is somewhat concerned that there may be a danger of inhibiting the maximum development and application of this technology through the overly hasty formulation of restrictive legal norms which do not sufficiently take into account the scientific and technical realities and possibilities of

remote sensing technology. In the opinion of the Canadian Delegation, it would be a great pity if, in attempting to develop an international system, or regime, for remote sensing, we became so intent on restricting the technology through legal principles in order to protect perceived national interests, that we failed to appreciate and exploit fully its benefits.

Certainly there has been ample evidence in the ongoing United States LANDSAT Program - in which Canada and other countries are particularly privileged to share - that this technology is proving its great usefulness, for studying problems common to developed and developing countries. To illustrate this point some 55 states - from all regions of the world - are now cooperating and others are planning to participate in some way in the United States LANDSAT Program.

Clearly, remote sensing technology is at an advanced stage of technological perfection. Examples of its practical application are already quite evident, and can be expected to increase greatly with wider international participation and cooperation in remote sensing programs. Canada would continue, therefore, to encourage all countries to join in efforts to ensure the widest possible use of remote sensing information so that no opportunity is missed to achieve maximum benefits for each and every state. The Canadian Delegation believes that the international community has more to gain by viewing the question of remote sensing - less as one of international regulation - than as one of establishing the most efficient organizational means of international cooperation.

Having said that, however, Canada does see a need for international guidelines or principles governing remote sensing. But such guidelines should not only guard against the possibility that remote sensing might

be used by some states or organizations to the disadvantage of others; they should also encourage the widest possible development and application of this technology. Thus the Canadian Delegation believes that in exploring the legal implications of remote sensing, we should base our approach on three basic considerations:

- a thorough appreciation of the practical scientific and technical realities and possibilities of remote sensing;
- the interests not only of certain states but of the international community as a whole; and finally
- guidelines, or treaty provisions, should be complementary to other broader components of international and regional cooperation.

Mr. Chairman, I would now like to comment briefly on two other sections of the Report of the Outer Space Committee. We have in the Report the proposal that the Scientific and Technical Sub-Committee should consider the desirability and usefulness of holding a conference on outer space matters. My Delegation wishes to cooperate in determining the need for such a conference. In our approach to this assessment, our basic concern is that we must assure ourselves that it will make a real contribution to the further practical applications of space technology and the dissemination of the benefits of this technology to all interested nations.

My Delegation endorses the program on space applications, and I would like to take this opportunity to congratulate all those involved and particularly the U.N. expert, Mr. Murthy, for their excellent work and the important contribution they have made to the growing understanding and interest in space technology around the world.

We are pleased that the Secretariat has been asked to prepare a number of studies for the next meeting of the Scientific and Technical Sub-Committee. Such a pragmatic approach, Mr. Chairman, reflects the importance of ensuring that the United Nations continues to move forward in its study and assessment of these matters in step with the development of the technology itself.

As I mentioned, Mr. Chairman, my Delegation thinks that the U.N. program on the applications of space technology is sound and useful. However, before we consider moving in the direction of a costly expansion of our work, we should ensure that maximum use is made of facilities and opportunities at present available - for example, the continuing program of panels, seminars and workshops being organized so usefully in various regions and countries of the world. We would also expect that any significant expansion should be based on a thorough analysis of the needs of countries - and particularly developing countries; to this end, we would wish to encourage those states which have not already done so, to undertake realistic studies of their immediate and longer-term requirements, and to convey these to the Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, through the Secretariat in reply to the questionnaire of August 1974.

In closing, Mr. Chairman, the Canadian Delegation is pleased to be one of the co-sponsors of this Committee's draft resolution; we are satisfied with the Outer Space Committee's activities in the course of this past year and look forward to seeing more progress accomplished next year. I can assure you that Canada will continue to participate positively and actively in the deliberations of the Committee and its Sub-Committees in the coming year.

Thank you, Mr. Chairman.

L'Organisation des Nations Unies célèbre cette année le trentième anniversaire de sa création et, depuis dix-huit ans, les questions relatives à l'espace extra-atmosphérique reviennent à l'ordre du jour de chaque Assemblée générale. Tous les membres de l'Organisation continuent de chercher les moyens d'amener la paix et la coopération entre les peuples de la Terre; ils se pencheront, peut-être plus particulièrement cette année, sur le besoin urgent d'accélérer le développement économique et social de tous les pays.

Dans les deux cas les utilisations pacifiques de la technologie spatiale sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important. Son application dans des secteurs comme la télé-détection, les télécommunications et la télévision directe a fourni la preuve des possibilités quasi-illimitées que présente l'espace extra-atmosphérique pour l'éducation, la gestion de l'environnement, l'agriculture, l'exploitation des ressources, la navigation, la météorologie, la planification globale du développement économique et, évidemment, les télécommunications courantes entre les nations et leurs populations.

L'espace extra-atmosphérique est devenu un exemple important d'une coopération internationale fructueuse qui s'est traduite par des avantages mutuels tangibles pour les populations de bon nombre d'États. Peut-être son expression la plus concrète se trouve-t-elle dans le vol spatial Apollo/Soyouz qui a eut lieu en juillet dernier. À cet égard, la délégation du Canada désire se joindre aux autres délégations pour féliciter les États-Unis et l'Union soviétique de leur importante initiative. Par le truchement de la télévision, les représentants du Canada ont eu le privilège d'assister au lancement de l'engin Apollo du Cap Canaveral et de suivre les progrès de cette odyssée de l'espace. Plus tôt, nous avons pu voir le lancement de la fusée Soyouz, qui nous a été retransmis de l'URSS. Ces réalisations reflètent entièrement l'esprit du traité de l'espace extra-atmosphérique, qui stipule qu'"en ce qui concerne l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique... les États... devront se fonder sur les principes de la coopération". Ce pas important favorise la mise en oeuvre de programmes de coopération dans le domaine de l'espace extra-atmosphérique.

Même s'il n'a pas participé à des expériences d'une telle envergure, le Canada n'a pas moins poursuivi son propre programme spatial; celui-ci est conçu de façon à répondre aux besoins du Canada et à contribuer à l'élaboration de programmes bilatéraux, régionaux et multilatéraux concernant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

Permettez-moi de citer quelques exemples qui pourraient intéresser certaines délégations. En mai dernier, le Canada lançait son troisième satellite géostationnaire de télécommunications; Anik III facilitera l'échange des télécommunications dans les zones densément peuplées, dans les régions éloignées du Nord et de l'Arctique canadiens et dans les localités plus reculées de certaines régions de notre pays. Pourvoir de services tels le téléphone, la radio et la télévision, un nombre croissant de localités isolées constitue une utilisation nouvelle et importante des systèmes nationaux à satellites. Nous croyons et espérons que notre expérience servira à d'autres pays aux prises avec des problèmes de développement analogues.

Pour répondre à la demande prévue concernant l'augmentation et l'amélioration des communications, le Canada, en coopération avec les États-Unis et en association avec l'Agence spatiale européenne, a également construit le satellite technologique de télécommunications (STT), nouveau satellite expérimental à puissance élevée, qui sera mis en orbite au début de l'an prochain. Le STT, un des satellites de radiodiffusion en direct de la première génération, rendra possible l'utilisation de petites stations terriennes transportables pour la réception des émissions télévisées; il nous permettra également d'assurer un service de télécommunications bilatérales de haute qualité dans les régions les plus éloignées du Canada. Cet appareil mettra à l'essai les techniques avancées qui entreront dans la composition des futurs satellites de radiodiffusion; d'autre part, certaines universités, maisons d'enseignement et organisations du secteur privé, ainsi que divers ministères et organismes fédéraux et provinciaux étudieront, à partir des données fournies par le STT, les applications possibles des télécommunications par satellites dans des domaines comme la médecine et les échanges éducatifs et culturels. Je mentionne ces faits nouveaux à la Commission à titre d'exemple des applications de la technologie spatiale dont nous disposons à l'heure actuelle.

De plus, le Canada participe, de concert avec les États-Unis et l'Europe occidentale, à un programme expérimental de satellites aéronautiques qui, nous l'espérons, profitera non seulement aux pays participants mais aussi à bon nombre d'autres pays. Je fais ici allusion au Programme AÉROSAT, entreprise commune visant à améliorer les communications aéronautiques. En outre, le Canada participe activement, à l'instar de beaucoup d'autres gouvernements, aux négociations menées sous l'égide de l'Organisation intergouvernementale consultative de navigation maritime en vue d'établir un système maritime international à satellites. Ce système devrait améliorer et accroître les communications sur les océans et notamment sur les routes commerciales importantes, qui sont de plus en plus congestionnées.

En février dernier, le Canada signait la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et, il adhérerait à l'Accord sur le sauvetage des astronautes et à la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux. Il est peut-être bon de mentionner qu'en accédant à la Convention sur la responsabilité internationale, le Canada a déclaré, comme le prévoyait la résolution 2777 (XXVI), qu'il reconnaîtra comme obligatoire, à l'égard de tout autre État acceptant la même obligation, la décision de la Commission de règlement des demandes concernant tout différend auquel il pourra devenir partie aux termes de la Convention. Le Canada est maintenant partie aux quatre instruments du droit international général de l'espace.

Je voudrais maintenant faire quelques observations sur le rapport du Comité de l'espace et de ses deux sous-comités ainsi que sur les questions importantes qui sont inscrites à leur ordre du jour pour 1976. Dans son étude des travaux de 1975 du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de ses sous-comités, le Canada est particulièrement heureux de noter l'esprit coopératif et productif avec lequel les membres ont abordé la question d'élaboration de principes régissant l'utilisation par les États de satellites artificiels de la Terre aux fins de la télévision directe. La délégation du Canada se réjouit vivement du climat positif qui a animé les délibérations du sous-comité juridique à sa dernière session. À notre avis, cet organe a marqué des progrès considérables dans l'exécution du mandat que lui a confié l'Assemblée générale par la résolution 2916 (XXVII).

Monsieur le Président, bien que reconnaissant l'importance de ces réalisations, nous sommes fort conscients que nos divergences de vues ne sont pas toutes réglées et que nous ne sommes hélas pas en mesure de présenter le texte final d'une déclaration sur les principes régissant la radiodiffusion en direct par satellite. Nous ne devons toutefois pas nous laisser abattre par cet état de choses. Nous aimerions à vrai dire profiter de cette occasion pour insister auprès des autres membres de la Commission sur l'urgence d'établir un accord pour parvenir à un consensus sur les points fondamentaux qui nous divisent.

Comme vous le savez, la Suède et le Canada ont, au fil des ans, uni leurs efforts pour aider le Comité de l'espace à s'acquitter de ses fonctions. Je puis vous assurer, monsieur le Président et distingués délégués, que le Gouvernement du

Canada compte vivement poursuivre cette association intime, amicale et constructive avec la Suède et ainsi permettre au Comité de l'espace d'arriver à des solutions efficaces et généralement acceptables dans notre recherche d'une déclaration de principes sur les satellites de radiodiffusion directe. Nous aimerions attirer l'attention de la Commission sur une conférence spéciale qui se tiendra en janvier 1977 sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications et qui se rapporte au travail du Comité de l'espace sur les satellites de radiodiffusion directe. Il s'agit de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications chargée de la planification du service de radiodiffusion par satellite. De cette conférence résulteront des accords sur le développement futur de systèmes de radiodiffusion par satellite dans le monde et sur les formalités techniques et administratives à suivre pour mettre au point de tels systèmes. Il importe que la conférence de l'UIT tienne compte des délibérations du Comité de l'espace sur les satellites de radiodiffusion directe car, à notre avis, il incombe à l'Assemblée générale d'ériger le cadre politique à l'intérieur duquel devront s'inscrire les discussions techniques au sein de l'UIT. Voilà pourquoi, monsieur le Président, nous sommes heureux de constater que le projet de résolution, présenté par l'ambassadeur Jankowitch et coparrainé par le Canada, fait allusion à cette conférence.

Le Canada continue d'accorder une importance vitale à l'étude, à l'échelle internationale, des questions relatives à la télédétection de la Terre à partir de satellites. Nous croyons que ce point mérite l'attention immédiate du sous-comité juridique et du sous-comité scientifique et technique. Nous nous réjouissons des progrès réalisés vers l'uniformité de vues entre les participants, notamment sur la nécessité d'assurer le maximum d'avantages possible à tous les pays par la coopération et la participation à des programmes internationaux et plus particulièrement à des programmes régionaux.

Monsieur le Président, la délégation du Canada craint toutefois que la formulation précipitée de normes juridiques restrictives, qui ne tiendraient pas suffisamment compte des réalisations et des possibilités de la télédétection, pourrait nuire au développement et à l'application optimums de cette technique. Il serait en effet très regrettable de ne pas comprendre et exploiter à fond les avantages de cette technique si, en cherchant à mettre au point un système ou régime international applicable à la télédétection nous nous

attachions trop à limiter cette technique par des normes juridiques pour protéger les intérêts reconnus des États.

Le programme américain LANDSAT, auquel le Canada et d'autres pays ont le privilège de participer, a certes fourni la preuve de la grande utilité de cette technique dans l'étude des problèmes communs aux pays industrialisés et aux pays en développement. Pour illustrer de point, quelque 55 pays des quatre coins du globe participent ou prévoient participer sous une forme ou une autre à ce programme.

La télédétection est manifestement rendue à un stade avancé de perfectionnement technique. Les illustrations de son application pratique sont déjà très évidentes; elles s'accroîtront vraisemblablement dans une large mesure avec la participation d'un plus grand nombre de pays aux programmes mis en oeuvre dans ce domaine. En conséquence, le Canada continue d'inciter tous les pays à apporter leur contribution aux efforts visant à assurer l'utilisation la plus vaste possible des données fournies par cette technique et à garantir ainsi le maximum d'avantages possible à chacun des États. Nous croyons que la communauté internationale aurait davantage intérêt à envisager la question de la télédétection comme moyen organique le plus efficace de parvenir à la coopération internationale plutôt que comme instrument devant faire l'objet d'une réglementation internationale.

Ceci dit, le Canada est toutefois conscient du besoin d'établir des principes ou des lignes directrices régissant la télédétection. Ces principes devraient non seulement parer à la possibilité que certains États ou certaines organisations puissent utiliser cette technique au détriment des autres États ou organisations, mais ils devraient également encourager au maximum son développement et son application. Voilà pourquoi la délégation du Canada estime que, dans l'étude des incidences juridiques de la télédétection, nous devrions fonder notre approche sur les trois considérations fondamentales suivantes:

- l'évaluation détaillée des réalisations et des possibilités scientifiques et techniques de la télédétection;
- les intérêts non seulement de certains États, mais aussi de l'ensemble de la communauté internationale; et enfin

- le principe selon lequel les lignes directrices ou les dispositions conventionnelles devraient servir de complément à d'autres composantes plus globales de la coopération internationale et régionale.

Monsieur le Président, j'aimerais maintenant faire quelques brefs commentaires sur deux autres sections du rapport du Comité de l'espace. Il est entre autres proposé dans ce document que le sous-comité scientifique et technique étudie l'opportunité et l'utilité de tenir une conférence sur les questions relatives à l'espace extra-atmosphérique. La délégation du Canada désire participer à cette démarche et elle estime qu'il faut d'abord déterminer dans quelle mesure cette conférence est susceptible d'apporter une contribution véritable aux nouvelles applications pratiques de la technologie spatiale et à la distribution de ses avantages à toutes les nations intéressées.

La délégation du Canada appuie le programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales, et elle tient à profiter de l'occasion pour féliciter tous les intéressés et plus particulièrement l'expert des Nations Unies, monsieur Murthy. Ces personnes ont accompli un travail remarquable et elles ont contribué de façon significative à améliorer la compréhension de cette technique et à accroître l'intérêt de la communauté internationale à son égard. Nous nous réjouissons donc de ce qu'on ait prié le Secrétariat de préparer une série d'études pour la prochaine réunion du sous-comité scientifique et technique. Une approche si pragmatique reflète l'importance de veiller à ce que l'Organisation des Nations Unies continue, en harmonie avec le développement même de la technique, de progresser dans l'étude et dans l'évaluation de ces questions.

Comme je viens de le mentionner, monsieur le Président, la délégation du Canada estime que ce programme est à la fois raisonné et utile. Toutefois, avant de songer à trop élargir le champ de nos activités, nous devons utiliser au maximum toutes les occasions qui s'offrent à nous à l'heure actuelle, comme, par exemple, le programme formé de groupes de discussions, de colloques et d'ateliers de travail si utilement organisé dans les diverses régions et les divers pays du monde. Toute expansion de nos activités devrait en outre se fonder sur l'analyse détaillée des besoins des pays et notamment de ceux des pays en développement. A cette fin, nous désirons encourager les

États qui ne l'ont pas encore fait à entreprendre des études réalistes de leur besoins immédiats et à plus long terme et à les transmettre au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique par l'entremise du Secrétariat répondant ainsi au questionnaire du mois d'août 1974.

En terminant, monsieur le Président, permettez-moi de dire que la délégation du Canada est heureuse de coparrainer le projet de résolution de la Première Commission. Nous sommes satisfaits du travail accompli cette année par le Comité de l'espace et espérons qu'il réalisera de nouveaux progrès durant l'année qui vient. Je puis vous assurer qu'au cours des prochains mois, le Canada continuera de participer positivement et activement aux délibérations du Comité et de ses sous-comités.

Je vous remercie, monsieur le Président.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publications

Press Release No. 13

Statement in the Sixth Committee of
the 30th Session of the United Nations
General Assembly by Mr. J.S. Stanford,
Representative of Canada,
8 October 1975

Report of the International Law
Commission and State Succession in
respect of Treaties

Communiqué de presse no 13

Déclaration prononcée en Sixième
Commission de la trentième session de
l'Assemblée générale des Nations Unies
par monsieur J.S. Stanford, représentant
du Canada,
le 8 octobre 1975

Rapport de la Commission du Droit
international et succession d'Etats
en matière de traités

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. Chairman,

I should like to begin by expressing my Delegation's appreciation to the Chairman of the International Law Commission, Mr. Abdul Hakim Tabibi of Afghanistan, for his most helpful introduction of the Commission's report on its 27th session.

My Delegation would also like, through Mr. Tabibi, to congratulate all the members of the International Law Commission upon the continuing high quality of the work of the Commission. In particular, my Delegation would like to express its admiration for the work of the Special Rapporteurs, who continue to serve the Commission so well.

The continuing and accelerating growth in the interrelationship and interdependence of states, and the increasing complexity of international relations have, as might be expected, given rise to growing demands by the community of nations upon international law and upon international lawyers. As a result, the scope of international law has expanded rapidly in recent years and the International Law Commission is, to a large extent, the focal point for these growing demands. My Delegation has noted with particular interest the section of the Commission's report dealing with the organization of its work. Of the two priority topics on its agenda, we have noted that the ILC expects to complete its work on state responsibility by 1981 at the latest, and expects to complete first reading of articles dealing with succession of states to public property and public debts during the 1976 to 1981 term of the Commission. In view of this forecast by the Commission of its likely progress during the next six years on those items which are of particular importance, my Delegation believes that considerable restraint should be exercised in referring additional items to the Commission at this time.

The formulation of international law is a concrete manifestation of the willingness of states to

co-operate among themselves, in accordance with agreed rules, in various areas of international activity. The role of the ILC can be expected to increase in importance in the future. Recent developments give reason to hope that, out of the debates now taking place elsewhere on matters which have become of increasing importance to the United Nations in the past few years, there may emerge, in the not too distant future, a consensus upon certain of these issues which would then make it appropriate for the international community to seek to elaborate rules of particular application to one or more of these subjects. When this occurs, it may be expected that additional demands will be made upon the ILC. For this reason, my Delegation considers it important that the Commission concentrate its efforts during the next few years, on the completion of its work on those subjects which are now before it, including not only the priority items I have mentioned, but also other items including in particular the question of treaties concluded by international organizations, an important complement to the work already done by the ILC in respect of the law of treaties.

Mr. Chairman, when the representative of the Canadian Delegation spoke in the Sixth Committee last year, in the debate on the report of the International Law Commission, he made a number of comments on the substance of the ILC draft articles on the succession of states in respect of treaties. I will not take up the time of this Committee by repeating these comments, but will confine my observations to one substantive issue not referred to by my Delegation last year, and to the question of how the draft articles prepared by the ILC should now be dealt with.

The substantive issue on which I wish to comment, Mr. Chairman, is the provision respecting the retroactivity of these articles, found in draft Article 7. The commentary of the ILC on this article suggests initially that the purpose of this article is to incorporate into the present

draft a provision similar to Article 4 of the Vienna Treaties Convention and the general principle of non-retroactivity of treaties reflected in Article 28 of the Vienna Convention. My Delegation agrees with the view expressed by the Government of the Federal Republic of Germany, in its comments on the draft articles in document A/10198/Add 1, that the deliberate drafting of this Article to apply to any succession of States which occurs after the general entry into force of the articles, rather than after their entry into force with respect to a particular party, is a clear departure from the principle of non-retroactivity reflected in Article 28 of the Vienna Convention. It is for careful consideration, Mr. Chairman, whether this departure from such a fundamental principle of treaty law is justified by the reasons given in the ILC commentary and whether a provision of this kind is likely to make the articles as a whole more or less acceptable to states which become independent after the general entry into force of the articles.

In any event, Mr. Chairman, my Delegation would wish to make clear that the succession by Canada to treaties concluded on its behalf by the United Kingdom was governed by principles of customary international law which Canada considered to be in force at the time that succession took place, much earlier in this century, and which do not correspond in all respects to the principles reflected in the ILC draft articles, which take into account a good deal of more recent state practice.

To cite just one very practical example, Mr. Chairman, the Canadian Government has consistently taken the position that, upon attaining the status of an independent state, Canada succeeded to extradition treaties concluded by the United Kingdom and applied to Canada prior to the acquisition of independent status by Canada. There exists considerable state practice between Canada and its treaty partners which confirms this view of customary international law as it existed at the time of the state succession in respect of Canada.

On the question of the future course of action in respect of the ILC draft articles, Mr. Chairman, my Delegation has noted that two issues remain unresolved by these articles. These are proposed article 12 bis on "multilateral treaties of a universal character" and a proposed article on the settlement of disputes. Some governments, in their written comments on the draft articles, and some distinguished representatives who have spoken before me on this subject, have suggested these questions be referred back to the ILC for further study. The ILC itself, while recommending that the draft articles it has prepared be submitted to a diplomatic conference to be adopted as a Convention, has indicated its willingness, if the General Assembly should so decide, to consider further the question of disputes settlement.

While greatly appreciating the willingness of the ILC to devote further time and effort to this subject, my Delegation does not share the view that a referral of these issues back to the ILC is either necessary or desirable.

First, with respect to the question of "multilateral treaties of a universal character," my Delegation finds discussion of this issue very reminiscent of the discussion on general and restricted multilateral treaties which occupied a great deal of the time of the UN Conference on the Law of Treaties, particularly during its first session in 1968. Distinguished representatives will recall that the result of this discussion was that the Conference abandoned its attempt to introduce this distinction into the Vienna Convention because of its inability to agree upon the necessary definitions of these two kinds of treaties which would be both exhaustive and mutually exclusive. In the light of this experience, there is serious doubt whether the ILC can be expected to reach agreement on a definition of "multilateral treaties of a universal character," and whether, even if it did so agree, this definition could be maintained in the deliberations of whatever diplomatic body is subsequently called upon to

discuss and formally adopt these draft articles. While my Delegation understands and shares the concerns which have led to the proposal for article 12 bis, it believes that the practice under the existing articles is likely substantially to meet these concerns and that an attempt to introduce the concept of "multilateral treaties of a universal character" may, in the end, create more problems than it resolves.

I turn now, Mr. Chairman, to the second unresolved question, that of disputes settlement procedures. My Delegation believes that, if the draft articles eventually take the form of a convention, that convention must include provisions for the settlement of disputes. Ideally these would provide for conciliation followed, if necessary, by compulsory third party adjudication binding upon the parties. As an absolute minimum, however, the dispute settlement provisions should correspond to those found in the Vienna Convention on the Law of Treaties, to which any convention on this subject would be closely related.

Once again, however, my Delegation doubts whether it would be appropriate to refer this subject back to the ILC for further study, and once again our doubts are based upon the experience of the U.N. Conference on the Law of Treaties. Any discussion of disputes settlement procedures will, in all probability, turn on whether there is to be provision for compulsory and binding third-party arbitration, which in turn leads to a discussion of whether and in what circumstances binding arbitration is compatible with the concept of the sovereign equality of states. This discussion will, of necessity, have a high political content, Mr. Chairman, and my Delegation doubts whether further study of this question by the ILC would significantly advance the political discussions which must take place in whatever diplomatic body is eventually called upon to discuss and formally adopt the draft articles.

Mr. Chairman, the ILC presently has before it the important and difficult topics of state responsibility, succession of states in respect of matters other than treaties, the most favoured nation clause and the question of treaties between states and international organizations. In view of this heavy workload, my Delegation does not believe that a referral back to the ILC of the two outstanding issues related to succession of states in respect of treaties would be the most effective use of the Commission's limited time and resources.

I now turn briefly, Mr. Chairman, to the question of the further steps to be taken on the basis of the draft articles prepared by the ILC. In the past, it has been the practice to convene a diplomatic conference to consider draft articles prepared by the ILC and to adopt and open for signature a convention based on the ILC draft. The Commission has recommended that a similar procedure be followed in respect of these draft articles and a number of delegates have spoken in support of convening an international conference to adopt a convention on the succession of states in respect of treaties.

My Delegation shares, however, the reservations expressed by the Governments of Belgium and France, in their written comments on the ILC draft, about whether the adoption of a convention is really the most appropriate and effective means of advancing the codification and progressive development of international law on this subject.

On a practical plane, the era of decolonization is drawing to a close, with the result that the issue of state succession in respect of newly independent states is likely to arise a good deal less frequently in future treaty relations. On a plane which is both practical and juridical, when a state acquires independence subsequent to the adoption and entry into force of a convention on this subject, it will not, of course, be bound by the convention.

One may assume that the newly independent state will examine those treaties previously applicable to its territory, determine which it is prepared to apply and which it is not, and declare itself publicly accordingly. Only then, if at all, can it be expected to consider the question whether to accede to the convention on this subject.

It may well be that, upon reflection, states which have a particular interest in this subject may consider that, for reasons which are peculiar to this particular question, the codification and progressive development of international law on this subject would be better served by the adoption of the articles, in the form of a code, by resolution of the General Assembly rather than by the adoption of a convention which may attract only a small number of ratifications and accessions. A resolution of the General Assembly may provide a more appropriate means of securing an expression of the consensus of the international community in support of these articles.

Finally, Mr. Chairman, if it should be decided to hold a diplomatic conference on this subject, my Delegation would urge that a decision on the timing of such a conference be deferred until the conclusion of the Third Conference on the Law of the Sea. The reason for this request has, of course, to do with the burden upon manpower and financial resources imposed by conferences which have already been scheduled, of which the Law of the Sea Conference is the largest and probably the most important. The intervening time could be profitably used to permit the submission of further comments by governments on the draft articles.

Monsieur le Président, j'aimerais d'abord me faire le porte-parole de la délégation du Canada pour remercier le président de la Commission du droit international, M. Abdul Hakim Tabibi de l'Afghanistan, de son introduction très utile au rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-septième session.

La délégation du Canada désire également, par l'entremise de M. Tabibi, féliciter tous les membres de la CDI pour l'excellent travail qu'ils ne cessent d'accomplir. Nous voudrions tout particulièrement rendre hommage aux rapporteurs spéciaux, qui servent toujours la Commission avec diligence.

Comme il fallait s'y attendre, l'évolution soutenue des relations et de l'interdépendance des Etats jumelée à la complexité croissante des relations internationales ont incité la communauté des nations à exiger davantage du droit international et de ses spécialistes. En conséquence, le champ d'application du droit international s'est élargi rapidement au cours des dernières années et de la Commission du droit international est, en grande partie, chargée de fournir les solutions à ces demandes croissantes. La délégation du Canada a noté avec particulièrement d'intérêt la section du rapport de la Commission qui a trait à l'organisation de ses travaux. Des deux sujets prioritaires inscrits à son ordre du jour, nous avons pu constater que la CDI s'attend à terminer ses travaux sur la responsabilité des Etats au plus tard en 1981 et qu'elle prévoit achever, en première lecture, une série d'articles sur la succession d'Etats en matière de biens publics et de dettes publiques durant son mandat de 1976 à 1981. Etant donné que la Commission espère, vraisemblablement au cours des six prochaines années, réaliser des progrès sur ces points particulièrement importants, la délégation du Canada estime qu'il faut pour l'instant ne lui renvoyer de nouvelles questions qu'avec la plus grande prudence.

La formulation du droit international est une manifestation concrète de la volonté des Etats de collaborer entre eux, selon les règles établies, dans les diverses sphères de l'activité internationale. Le rôle de la CDI devrait prendre plus d'importance dans les années à venir. Les événements récents permettent d'espérer que les discussions tenues ailleurs sur certaines questions qui, depuis quelques années, revêtent une importance de plus en plus marquée pour les Nations Unies pourront bientôt aboutir à un consensus. Il siéra donc que la communauté internationale s'efforce d'élaborer des règles spécifiques qui s'appliqueraient à une

ou à plusieurs de ces questions; la CDI sera peut-être alors appelée à assumer de nouvelles tâches et c'est pourquoi la délégation du Canada estime qu'elle devrait, au cours des prochaines années, essayer de terminer ses travaux sur les questions dont elle est maintenant saisie. La Commission doit s'occuper non seulement des sujets prioritaires auxquels je viens de faire allusion, mais aussi d'autres questions dont celle des traités conclus par des organisations internationales, car ce point constitue un complément important du travail qu'elle a déjà accompli dans le domaine du droit des traités.

Monsieur le Président, lorsque le représentant de la délégation du Canada a pris la parole l'an dernier devant la Sixième Commission lors de la discussion sur le rapport de la Commission du droit international, il a fait certaines observations concernant le fond du projet d'articles de la CDI sur la succession d'États en matière de traités. Je ne reviendrai pas sur ces remarques; je me bornerai à discuter premièrement d'une question de fond que la délégation n'a pas abordée l'an dernier et deuxièmement, de l'approche qu'il convient maintenant d'adopter à l'égard du projet d'articles préparé par la CDI.

La question de fond sur laquelle je désire m'arrêter, monsieur le Président, concerne la disposition touchant la non-rétroactivité des articles qu'on peut retrouver à l'article 7 du projet. À cet égard, le commentaire de la CDI donne à penser que cet article a pour but d'incorporer au projet d'articles une disposition semblable à l'article 4 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et le principe général de la non-rétroactivité des traités, consacré par l'article 28 de la même Convention. La délégation du Canada souscrit aux vues exprimées par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne dans ses commentaires sur le projet d'articles (document A/10198/add.1): l'élaboration délibérée de cet article pour qu'il s'applique à toute succession d'États qui pourrait avoir lieu après l'entrée en vigueur générale des articles plutôt qu'après leur entrée en vigueur à l'égard d'un Etat en particulier, constitue nettement une dérogation au principe de non-rétroactivité énoncé à l'article 28 de la Convention de Vienne. Monsieur le Président, il importe d'examiner attentivement si cette entorse à un des principes aussi fondamentaux du droit des traités se justifie par les raisons données dans le commentaire de la CDI. Il faut également déterminer si une disposition de ce genre contribuera à mieux faire accepter l'ensemble de ces articles par les États qui accéderont à l'indépendance après leur entrée en vigueur générale.

Quoi qu'il en soit, monsieur le Président, la délégation du Canada tient à préciser que la succession par le Canada aux traités conclus en son nom par le Royaume-Uni, était régie par des principes de droit international coutumier que le Canada estimait être en vigueur au moment où la succession a eu lieu, c'est-à-dire beaucoup plus tôt au XXe siècle. Ces principes ne correspondent pas en tous points à ceux qui figurent dans le projet d'articles de la CDI, lequel s'inspire largement de la pratique plus récente des États.

Pour ne citer qu'un exemple très pratique, monsieur le Président, le Gouvernement du Canada a toujours considéré qu'en accédant au statut d'Etat indépendant, le Canada avait "hérité" des traités d'extradition conclus par le Royaume-Uni et applicables au Canada avant qu'il n'accède à l'indépendance. Les relations du Canada et des pays auxquels il était lié par traité confirment amplement l'existence de ce principe du droit international coutumier à l'époque où le Canada a succédé au Royaume-Uni.

En ce qui concerne les mesures à prendre à l'égard du projet d'articles de la CDI, la délégation du Canada a noté que ces articles laissaient deux questions en suspens. Je fais ici allusion à l'article 12 bis sur "les traités multilatéraux de caractère universel" et à l'article proposé sur le règlement des différends. Certains gouvernements, dans leurs commentaires écrits sur le projet d'articles, et de distingués représentants qui ont pris la parole avant moi sur ce point, ont proposé le renvoi de ces questions à la CDI pour qu'elle les étudie plus en détail. Bien qu'elle ait recommandé que le projet d'articles soit présenté à une conférence diplomatique aux fins de son adoption sous forme de convention, la CDI a indiqué qu'elle accepterait d'étudier plus à fond la question du règlement des différends si l'Assemblée générale en décidait ainsi.

La délégation du Canada est très reconnaissante à la CDI de bien vouloir consacrer temps et efforts supplémentaires à l'examen de cette question, mais elle n'estime pas toutefois que ce renvoi soit nécessaire ou même souhaitable.

En premier lieu, la délégation du Canada croit que la discussion sur la question des "traités multilatéraux de caractère universel" ressemble à maints égards à la discussion sur les traités multilatéraux généraux et restreints qui a retenu l'attention des participants à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités,

notamment durant la première session de 1968. Les distingués représentants se rappelleront qu'à la suite de ces discussions, les participants renonçaient à leur tentative d'introduire cette distinction dans la Convention de Vienne puisqu'ils ne pouvaient se mettre d'accord sur des définitions de ces deux genres de traités qui seraient à la fois exhaustives et mutuellement exclusives. A la lumière de cette expérience, il y a vraiment lieu de se demander si la CDI pourra se mettre d'accord sur une définition des "traités multilatéraux de caractère universel" et si, le cas échéant, cette définition pourrait être maintenue dans les délibérations de toute conférence diplomatique ultérieure appelée à étudier et à adopter formellement les articles. La délégation du Canada comprend et fait siennes les préoccupations qui ont mené à la proposition de l'article 12 bis. Elle estime néanmoins que la pratique découlant des articles existants devrait répondre en grande partie à ces préoccupations et que toute tentative d'introduire la notion de "traités multilatéraux de caractère universel" pourrait, en dernière analyse, créer plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant parler de la deuxième question demeurée en suspens, soit la procédure relative au règlement des différends. De l'avis de la délégation du Canada, si le projet d'articles doit éventuellement prendre la forme d'une convention, cet instrument devra renfermer des dispositions sur le règlement des différends. Théoriquement, ces dispositions devraient prévoir que si la procédure de conciliation échoue, une décision ayant force obligatoire sera rendue par une tierce partie. Quoi qu'il en soit, les dispositions devraient à tout le moins correspondre à celles qui se trouvent dans la Convention de Vienne sur le droit des traités, à laquelle toute convention sur cette question doit être étroitement liée.

Là encore, la délégation du Canada doute qu'il soit approprié de confier cette question à la CDI pour examen plus détaillé et ce, en raison de l'expérience que nous avons retirée de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités. Selon toute vraisemblance, une discussion sur la procédure relative au règlement des différends sera axée sur l'opportunité d'inclure une disposition concernant la procédure d'arbitrage obligatoire par un tiers. Ce débat engendrera une discussion visant à déterminer si et dans quelles circonstances l'arbitrage obligatoire est compatible avec la notion de l'égalité souveraine des États. Monsieur le Président, de tels

échanges auront nécessairement une forte saveur politique et la délégation du Canada se demande si une étude plus poussée de la question par la CDI servirait grandement les discussions politiques qui doivent se tenir dans toute conférence diplomatique éventuellement appelée à examiner et à adopter formellement le projet d'articles.

Monsieur le Président, la CDI est maintenant saisie de questions importantes et complexes comme la responsabilité des États, la succession d'États dans les matières autres que les traités, la clause de la nation la plus favorisée et la question des traités conclus entre États et organisations internationales. Vu cette lourde charge de travail, la délégation du Canada ne croit pas que le renvoi à la CDI des deux questions reliées à la succession d'États en matière de traités constituerait l'utilisation la plus efficace des ressources et du temps limités de la Commission.

Permettez-moi maintenant, monsieur le Président, de discuter brièvement des mesures à prendre à la lumière du projet d'articles préparé par la CDI. Par le passé, il était d'usage de convoquer une conférence diplomatique pour étudier tout projet d'articles élaborés par la Commission, d'adopter une convention fondée sur le projet en question et d'ouvrir celle-ci à la signature. La Commission a recommandé qu'on suive une procédure semblable à l'égard du présent projet d'articles et bon nombre de délégués se sont prononcés en faveur de la convocation d'une conférence internationale aux fins d'adopter une convention sur la succession d'États en matière de traités.

Toutefois, la délégation du Canada partage les réserves exprimées par les gouvernements de Belgique et de France dans leurs commentaires écrits sur le projet d'articles. Il faut, en effet, se demander si l'adoption d'une convention constitue le moyen le plus approprié et le plus efficace de favoriser la codification et le développement progressif du droit international dans ce domaine.

Sur le plan pratique, il importe de noter que l'ère de la décolonisation tire à sa fin. En conséquence, la question de la succession d'États à l'égard des États nouvellement indépendants devrait se poser beaucoup moins fréquemment dans le cadre des relations conventionnelles futures. Du point de vue pratique et juridique, l'État

qui accède à l'indépendance après l'adoption et l'entrée en vigueur d'une convention sur la succession d'États en matière de traités ne sera évidemment pas lié par cet instrument. On peut supposer qu'il examinera les traités qui s'appliquaient auparavant à son territoire, qu'il déterminera ceux qu'il désire appliquer et fera connaître publiquement sa décision. Alors seulement peut-on s'attendre à ce que cet État envisage d'adhérer à la convention.

Il se peut fort bien que, réflexion faite, les États qui portent un intérêt particulier à la question de la succession d'États estiment, pour des motifs propres à cette question, que la codification et le développement progressif du droit international à cet égard seraient mieux servis par l'adoption de ces articles sous forme de code par une résolution de l'Assemblée générale plutôt que par l'adoption d'une convention qui risquerait de ne recueillir qu'un faible nombre de ratifications et d'accessions. Une résolution de l'Assemblée générale pourrait constituer un moyen plus approprié d'obtenir une expression du consensus de la communauté internationale sur ces articles.

Enfin, monsieur le Président, s'il devait être décidé de tenir une conférence diplomatique sur cette question, la délégation du Canada demanderait aux autres membres d'attendre la conclusion de la Troisième Conférence sur le droit de la mer avant de décider de la date et du lieu de cette réunion. Cette demande provient du fait que les autres conférences déjà prévues, dont celle sur le droit de la mer est la plus imposante et sans doute la plus importante, exigent des ressources humaines et financières très importantes. Dans l'intervalle, les gouvernements disposeront du temps nécessaire pour apporter de nouveaux commentaires sur le projet d'articles.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publications

Communiqué de presse no 14

Déclaration prononcée en Commission politique spéciale de la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies par monsieur Louis Duclos, député, représentant du Canada, le jeudi 23 octobre 1975.

La politique d'apartheid du Gouvernement de l'Afrique du Sud

Press Release No. 14

Statement in the Special Political Committee of the 30th Session of the United Nations General Assembly by Mr. Louis Duclos, M.P., Representative of Canada, Thursday, 23 October 1975.

Policies of apartheid of the Government of South Africa

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

Prenant la parole pour la première fois dans le cadre des délibérations de cette Commission, je m'en voudrais de passer sous silence la confiance à votre égard dont a témoigné votre élection à la présidence de cette Commission. Je vous en félicite d'autant plus chaleureusement que j'ai pu constater au cours des dernières semaines jusqu'à quel point vous étiez, sr. Ordonez, digne de cette confiance. Votre autorité morale est telle que les travaux de cette Commission continueront sans doute à se dérouler sous le signe de la bonne volonté de tous ses participants. La précieuse collaboration des vice-présidents, messieurs Hussein de Somalie et Tellmann de Norvège, et du rapporteur, monsieur Mauersberger de la République démocratique allemande, auxquels je voudrais également offrir mes félicitations pour leur élection, vous sera assurément d'un grand secours dans cette tâche délicate.

À plusieurs reprises au cours des dernières années, la délégation du Canada a réitéré, tant au sein de cette Commission qu'ailleurs, son opposition irréductible aux politiques racistes du Gouvernement sud-africain et à ses pratiques discriminatoires.

Elle a ainsi voulu exprimer l'aversion que ressentent les Canadiens et leur Gouvernement à l'égard du caractère inique et avilissant du régime de l'apartheid, lequel régime, parce qu'il se réclame de la négation des droits fondamentaux de l'homme et des libertés civiles de l'immense majorité de la population de ce pays, porte en lui les germes de sa propre destruction et, est voué à l'échec en dernier essor.

Parce que le Gouvernement du Canada croit fermement que la majorité des habitants de l'Afrique du Sud sera tôt ou tard maître de son destin, il estime nécessaire, à l'instar des autres gouvernements que la question préoccupe, que tous les moyens raisonnables soient pris pour favoriser et accélérer cette évolution. Les initiatives de mon Gouvernement à cet égard ont toujours été totalement en accord avec sa politique de promotion de la justice sociale, tant au Canada qu'à l'étranger, et ce, comme il le préconisait dans son énoncé de politique étrangère de 1970. Ces initiatives découlent également de sa conviction que le maintien de la paix et de la sécurité au profit de tous les pays et de tous les peuples doit être la préoccupation majeure du Canada et de tous les États soucieux de préserver la paix mondiale. Voilà pourquoi le Gouvernement du Canada a toujours appuyé les mesures à caractère positif et

pratique visant à permettre d'en arriver, par des voies pacifiques, à un règlement rapide du problème sud-africain et a rejeté toute action inconsidérée ou irréaliste qui, sans vraiment changer quoi que ce soit fondamentalement, aurait risqué d'alourdir inutilement la situation internationale.

Monsieur le Président, nous avons été témoins au cours de la dernière année d'événements significatifs en Afrique australe. Je veux évidemment faire allusion à l'accession à l'indépendance des États du Mozambique, du Cap-Vert, de Sao Tomé et Príncipe, auxquels le Canada souhaite la bienvenue dans le concert des Nations, ainsi qu'à l'indépendance imminente de l'Angola. J'aimerais également saluer les efforts déployés par ces grands chefs de file que sont les présidents Kaunda de Zambie, Nyéréré de Tanzanie, Machel du Mozambique et sir Séretse Khama du Botswana dans leur recherche de solutions au problème de la Rhodésie. Bien que le dénouement des entretiens qui se sont déroulés cet été ait déçu nos espoirs, la tenue même de ces entretiens est en soi une source d'encouragement qui permet d'espérer que l'embâcle empêchant l'autodétermination des populations d'Afrique australe, commence enfin à céder. Il est évident cependant que le bastion de l'oppression raciste, c'est-à-dire l'Afrique du Sud et son régime d'apartheid, demeure dans une grande mesure à l'écart de ces événements. En dépit du rôle joué par le premier ministre Vorster dans le cadre des entretiens sur la Rhodésie au cours de l'été, de l'atténuation de certaines pratiques se réclamant de l'apartheid en Afrique du Sud et des efforts concertés de la communauté internationale pour bien faire comprendre à ce Gouvernement que le monde entier condamne ses politiques racistes, le système juridique complexe sur lequel repose l'apartheid en Afrique du Sud n'a pas été modifié substantiellement. Par ailleurs, les Sud-Africains de race noire, qui représentent la majorité de la population, demeurent tout aussi opprimés et la minorité blanche ainsi que son Gouvernement maintiennent leur attitude à courte vue.

Parce que la situation en Afrique du Sud risque de se figer ou, pis encore de se détériorer et de conduire à la violence raciale ou à la guerre civile, le Gouvernement du Canada, de concert avec d'autres États membres des Nations Unies, a cherché à adopter des politiques et à mettre en vigueur des mesures qui encourageraient et appuieraient la majorité noire de ce pays dans ses aspirations à l'autodétermination. De même, nous nous sommes efforcés de faire comprendre à la minorité blanche de l'Afrique du Sud et à son Gouvernement que la seule voie vers une solution pacifique du problème racial

de leur pays, réside dans la coopération et la participation, sur un pied d'égalité, de tous les Sud-Africains à la vie politique. Dans la poursuite de ces objectifs, mon Gouvernement a toujours considéré qu'il fallait d'abord éviter que les parties au conflit ne deviennent isolées et aliénées au point de compromettre la possibilité de rechercher ensemble une solution satisfaisante au problème racial de leur pays et une répartition équitable de la richesse collective.

C'est dans cet esprit que le Gouvernement du Canada a adopté plusieurs mesures concrètes illustrant bien la répugnance que lui inspire l'apartheid. Ses initiatives dans les divers domaines auxquels je ferai allusion, ont toujours été et continueront d'être cohérentes. Il est impérieux, à notre avis, que le Gouvernement de l'Afrique du Sud et son électorat comprennent que nous ne verrons jamais d'un bon oeil un régime qui, par sa législation même, foule aux pieds les droits fondamentaux des individus.

Le Gouvernement du Canada contribue financièrement à plusieurs fonds des Nations Unies et à d'autres fonds internationaux qui veulent offrir à la population de race noire de l'Afrique du Sud l'éducation et la formation professionnelle dont ils sont privés dans leur propre pays. Ces contributions à des organisations telles que le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique du Sud (dont le Comité consultatif est présidé par l'ambassadeur du Canada), le Fonds d'entraide universitaire internationale et le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud s'élèvent à environ \$800,000 pour l'année financière en cours. (Dans un domaine connexe, le Gouvernement du Canada annonce aujourd'hui même une contribution de \$100,000 à l'Institut pour la Namibie). En plus de participer à des programmes internationaux de cette nature, le Gouvernement du Canada peut fournir une aide directe pour la réalisation de projets menés par des groupes d'Afrique australe, en collaboration avec des organisations non gouvernementales du Canada et d'autres organisations internationales, dans des domaines à caractère humanitaire comme la médecine, l'éducation et l'agriculture.

Le programme d'aide bilatérale du Canada à l'intention des pays africains indépendants de l'Afrique australe est également considérable et atteindra, sous forme de prêts et de subventions, plus de 60 millions de dollars pour l'année financière 1975-76. Le principal objectif de ce programme est évidemment de permettre le développement économique et social

de ces pays, mais nous voulons aussi, en contribuant à rendre plus stables ces pays indépendants, exprimer notre désapprobation à l'égard de l'idéologie raciste qui sous-entend le régime de l'apartheid.

Une autre question d'importance a trait à l'expulsion de l'Afrique du Sud des compétitions sportives internationales. Récemment, le ministre canadien de la Santé et du Bien-Être social, dont le ministère a la responsabilité de subventionner les organisations sportives canadiennes, a porté à l'attention de toutes ces organisations la position du Gouvernement du Canada vis-à-vis les politiques racistes de l'Afrique du Sud. Permettez-moi de vous lire des extraits de la lettre qu'il leur adressait, et je cite: "Cette situation (l'apartheid) existe aussi bien lors de compétitions sportives que dans tout autre domaine de la vie sud-africaine et est en désaccord complet avec le principe olympique qui interdit toute discrimination, qu'elle soit de nature raciale, religieuse ou politique. C'est pour cette raison qu'en 1970, le Comité olympique international défendit à l'Afrique du Sud de participer au mouvement olympique. Cette attitude fut appuyée sans réserve par les Nations Unies et le Gouvernement du Canada", Et il poursuivait en ces termes:

"Vous savez sans doute que la politique actuelle du Gouvernement du Canada est de refuser d'accorder de l'aide financière à tout athlète ou groupe d'athlètes désireux de se rendre en Afrique du Sud afin de participer à une compétition sportive. Bien qu'il appartienne à l'individu ou à la fédération sportive concerné de prendre la décision finale, nous avons fait observer que toute compétition ayant lieu en Afrique du Sud, sous des conditions de discrimination raciale universellement condamnées, demeure un sujet qui préoccupe considérablement le public canadien. Le Gouvernement du Canada n'appuie pas ce genre de visites, mais il ne veut pas empêcher les Canadiens de voyager outre-mer où ils le désirent.

Tout récemment, des athlètes de l'Afrique du Sud ont été invités à participer à des manifestations sportives tenues au Canada et la présente est pour vous informer que le Gouvernement du Canada n'accordera aucun appui moral ou financier pour toute manifestation sportive ayant lieu au Canada et à laquelle des athlètes sud-africains sont invités. Cette pratique, qui entrera en vigueur au mois de juillet de cette année, est conforme à celle de plusieurs autres nations et est adoptée dans l'espoir que cette isolation croissante encouragera le Gouvernement sud-africain à prendre des mesures concrètes afin d'abandonner cette politique et cette pratique de ségrégation".

J'aimerais faire remarquer, monsieur le Président, que cette prise de position publique toute récente de la part de mon Gouvernement est d'autant plus opportune que les Jeux olympiques auront lieu au Canada en 1976. Il est clair que le Gouvernement du Canada ne se laisse pas leurrer par les manoeuvres sud-africaines visant à donner l'impression d'une absence de discrimination raciale dans ce domaine. Ayant étudié la situation attentivement, mon Gouvernement considère que ces mesures n'ont pour but que de masquer la réalité et ne reflètent aucun changement fondamental dans les politiques sportives racistes de l'Afrique du Sud.

Je voudrais maintenant aborder brièvement la question de l'embargo sur les ventes de matériel militaire à l'Afrique du Sud. Dès 1963, le Gouvernement du Canada a imposé un tel embargo qu'il a rendu plus sévère en 1970 en ajoutant les pièces de remplacement au matériel militaire faisant l'objet de cet embargo. Nous nous sommes ainsi conformés aux dispositions de la résolution numéro 282 du Conseil de sécurité.

Pour revenir au vif de notre sujet, monsieur le Président, je dois signaler que le Canada ne se fait aucune illusion en dépit de l'élimination de diverses formes mineures d'apartheid. Nous nous sommes évidemment réjouis de l'abrogation des lois oppressives telles que "The Masters and Servants Acts" et de l'amendement apporté au "Bantu Labour Act" de 1923, mais nous sommes toutefois fort étonnés de constater que, malgré tout le verbiage des porte-parole sud-africains sur cette question, l'ensemble des lois sur l'apartheid n'ait pas été sensiblement modifié. Nous déplorons la myopie de la population blanche d'Afrique du Sud devant le besoin crucial de changements fondamentaux dans ce domaine. Le Gouvernement du Canada juge encore beaucoup plus répréhensible le recours, par le Gouvernement de l'Afrique du Sud, à des lois aussi répressives que le "Terrorism Act" et le "Suppression of Communism Act" pour punir et emprisonner indéfiniment des personnes dont le seul crime manifeste est leur opposition à l'apartheid. On ne peut que condamner avec véhémence l'administration de la justice en Afrique du Sud pour les délais excessifs à porter ces causes devant les tribunaux et les tactiques judiciaires douteuses (y compris le retrait de chefs d'accusation jugés inacceptables par les tribunaux et la substitution de nouveaux chefs d'accusation) utilisées contre ces personnes. Pour ce qui est de la politique dite de "développement séparé", ou des bantoustans, le Gouvernement du Canada se doit de désavouer une telle politique qui accorde environ 13 pour cent du

territoire, et surtout des terres stériles, à 80 pour cent de la population. À notre avis, cette politique est un déni flagrant du droit de la majorité à une part équitable de la richesse collective du pays.

À la lumière de considérations de cette nature, le Gouvernement du Canada n'a aucune illusion quant à l'ampleur de la tâche que constitue la suppression de l'apartheid. Il faut cependant reconnaître que toute transformation de la situation raciale en Afrique du Sud doit, en dernière analyse, provenir de l'intérieur même du pays. La démarche à suivre en vue de réaliser cette transformation est de toute évidence une question qui préoccupe vivement le Gouvernement du Canada. Certes, il nous est impossible d'accepter que l'on refuse à la majorité de la population d'un pays les droits fondamentaux et la possibilité de participer à la vie sociale, économique et politique, mais par ailleurs, nous ne pouvons davantage encourager le recours à la violence pour provoquer les changements qui s'imposent. Nous constatons avec satisfaction que l'OUA continue de préconiser le recours à des moyens pacifiques pour résoudre les problèmes de l'Afrique australe et accueillons favorablement les déclarations de plusieurs dirigeants africains pour qui le maintien de la paix et de la sécurité dans cette région est d'une grande importance pour l'Afrique et le monde entier. Mon Gouvernement estime qu'on ne saurait trop insister sur cette évidence.

Les Nations Unies doivent résister à la tentation de recourir à des mesures extrêmes qui risqueraient d'annuler les progrès réalisés et auxquelles donnent naissance la frustration et l'exaspération face à l'intransigeance de l'Afrique du Sud. Elles doivent plutôt s'efforcer de faire comprendre au Gouvernement et à la minorité blanche de l'Afrique du Sud qu'un véritable changement s'impose. Voilà pourquoi le Gouvernement du Canada s'est opposé à l'expulsion de l'Afrique du Sud lors de la 29e session de l'Assemblée générale. Nous regrettons son absence de la 30e session de l'Assemblée générale car nous persistons à croire que c'est en exposant constamment le Gouvernement et la population de ce pays à la réprobation, par la communauté internationale, de ses politiques et de ses pratiques que nous pourrions le plus facilement susciter les transformations souhaitées en Afrique du Sud.

À cet égard, je tiens particulièrement à signaler l'excellent travail du Comité spécial contre l'apartheid et à le féliciter des efforts qu'il a déployés afin d'attirer l'attention sur les injustices inhérentes au régime d'apartheid. Voilà la voie qu'il faut suivre en vue d'éliminer l'apartheid en Afrique du Sud; elle est préférable aux mesures inspirées par le désespoir. Pour sa part, mon Gouvernement continuera de faire tout ce qu'il estime opportun pour encourager l'évolution de la situation raciale en Afrique du Sud dans le sens de l'élimination du régime d'apartheid.

Mr. Chairman,

Over the last several years, the Canadian Delegation has repeatedly spoken out in this and other fora in opposition to the racist policies and practices of the South African Government. In so doing, it has expressed the abhorrence of the Canadian people and its Government for the iniquitous and demeaning system of apartheid; a system which, because it denies basic human rights and civil liberties to the overwhelming majority of the people of that country is self-destructive and ultimately doomed to failure.

As the Canadian Government firmly believes that self-determination for the majority of South Africa's inhabitants is inevitable, it, like other concerned Governments, is determined that all reasonable means must be taken to encourage and advance this process. My Government's actions in this regard have been fully consistent with its declared policy of encouraging social justice both at home and abroad as spelt out in the Canadian Foreign Policy Review of 1970. Its actions are similarly consistent with the belief that the maintenance of peace and security for all nations and peoples is a priority concern, not only for Canada, but for all peace-loving states. For these reasons, the Canadian Government has supported positive and pragmatic measures in the search for a rapid and peaceful solution to the South African problem, while rejecting any inconsistent or impractical measures which would not effectively promote fundamental change and which could serve to increase international tensions.

Mr. Chairman, we have witnessed this year a profound evolution of the situation in Southern Africa, at a pace which, not too long ago, would have been considered most improbable. I refer, of course, to the welcome achievement of independence for the states of Mozambique, Cape Verde, Sao Tome and Principe and the imminent independence of Angola, as well as to the

efforts by such respected leaders as Presidents Kaunda of Zambia, Nyerere of Tanzania, Machel of Mozambique and Sir Seretse Khama of Botswana to seek solutions to the problem of Rhodesia. While the results of the talks held this summer were disappointing, the very fact that they have been held at all was yet another source of encouragement for the belief that the logjam blocking self-determination for the peoples of Southern Africa is at last beginning to break up.

Yet it is evident that the bulwark of racial oppression, South Africa and its apartheid regime, is still basically unaffected by the course of events. Despite Prime Minister Vorster's role in facilitating the Rhodesian talks this summer, despite the removal of various forms of "petty" apartheid in South Africa, and despite the concerted efforts of the international community to impress upon that Government the universal condemnation of its racist policies, the vast and complex body of laws sustaining apartheid in South Africa remain virtually untouched. The situation of the non-white majority of South Africans remains oppressive, and the minority of South Africa and its Government continue to go along their shortsighted way.

In the face of the possibility of the situation in South Africa stagnating or worse deteriorating into racial violence or civil war, the Canadian Government, in cooperation with other member states of the United Nations, has sought to adopt policies, and institute measures which would encourage and sustain the non-white majority in its hopes of achieving self-determination. Simultaneously, we have taken measures to persuade the South African minority and its Government, that the only road to a peaceful resolution of South Africa's racial situation is through cooperation and an equal sharing of all South Africans in the political system. In pursuing these goals, my Government has held to the priority

consideration that neither side of the dispute must be allowed to become so isolated and alienated as to endanger the ability to work together to achieve a harmonious solution to South Africa's racial problem, and an equitable sharing in the fruits of that society.

In this spirit, the Canadian Government has adopted a number of concrete measures to demonstrate the depth and strength of its rejection of apartheid. Its action in the various fields to which I shall refer has been consistent and it will continue to be so. We believe it is important for the Government of South Africa and its electorate to realize that we will never become complacent about a system which by its very laws denies the fundamental rights of individuals.

The Canadian Government contributes to a number of United Nations and other international funds designed to provide to non-white South Africans education and training opportunities which are denied them in their own country. These contributions amount in the present fiscal year to approximately \$800,000 and include contributions to such organizations as the UN Education and Training Programme for South Africa (for which the Canadian Ambassador serves as Advisory Committee Chairman), the International University Exchange Fund and as well to the United Nations Trust Fund for South Africa. (In a related field the Canadian Government has announced today a contribution of \$100,000 to the Institute of Namibia.) Apart from participation in such international programmes, the Canadian Government is able to provide direct assistance for projects carried out by Southern African groups in partnership with Canadian non-governmental and other international organizations in humanitarian areas such as medicine, education and agriculture.

Canada's bilateral assistance programme to the independent African nations of Southern Africa is substantial, totalling in loans and grants during 1975/76 over \$60 million. The main object of these programmes is, of course, to cooperate and assist in the economic and social development of these countries; but we consider our contribution to their development of a stable independent country and also serve as a rebuke to the racist ideology of apartheid.

Another important area of action is that relating to the barring of South Africa from its national sports competitions. In a recent letter, the Canadian Minister of Health and Welfare, the ministry responsible for providing funding to Canadian sporting organizations, drew to the attention of all such organizations the Canadian Government's attitude toward the racial policies of South Africa. The substance of the letter is as follows, and I quote, "Apartheid is rigorously enforced in athletic competition no less than in any other sphere of South African life. This situation is in direct opposition to the Olympian principle which forbids discrimination on racial, religious or political grounds, and for that reason the International Olympic Committee in 1970 suspended South Africa from participation in the Olympic movement. This position was given unqualified support by the United Nations and it is supported fully by the Canadian Government". The letter goes on to say, quote, "You will also be aware that present Canadian Government policy denies funding to any Canadian athlete or group of athletes who intend to travel to South Africa for the purpose of participating in an athletic competition. While we fully recognize that the decision rests with the individual and/or sport governing body concerned, we have pointed out that competition in South Africa, under conditions of racial discrimination which are universally condemned, is a matter of considerable Canadian public concern. Although the Government of

Canada does not support such visits, neither is it prepared to limit the freedom of Canadians to travel abroad where they wish. More recently, events have been awarded to Canada in which athletes from South Africa have been invited to participate. This letter will confirm the position taken by the Government in July of this year of not providing either moral or financial support to any event in Canada to which South African athletes have been invited. This policy is being implemented in concert with many other nations in the hope that concern over increasing isolation will encourage the South African Government to take real and substantive steps to abandon the policy and practice of apartheid."

I would note, Mr. Chairman, that this most recent publicity given by my Government to this matter is particularly timely in view of the fact that the Olympic Games will be held in Canada in 1976. It demonstrates that the Canadian Government remains sceptical of South African manoeuvres to give an impression of racial non-discrimination in South African sports. It considers that the steps which have been taken thus far are primarily cosmetic and are not indicative of any fundamental changes in South Africa's racist sports policies.

Turning now to the question of the embargo on sales of military equipment to South Africa, I wish to point out that the Canadian Government as early as 1963, placed an embargo on the sale of military equipment to the Government of South Africa. In 1970 we further banned the export of spare parts for such equipment and we thus have scrupulously maintained the embargo in accordance with Security Council resolution 282.

Returning to the central issue, Mr. Chairman, the Canadian Government is unimpressed by the removal of

various aspects of "petty" apartheid. Certainly we welcomed the repeal of the oppressive Masters and Servants Acts and the amendment of the Bantu Labour Act of 1923, but we are dismayed that, despite a great deal of verbiage from South African spokesmen on the subject, the enormous bulk of apartheid legislation remains virtually untouched. The myopia of the white South African population to the crucial need for fundamental change is deplorable. Ever more reprehensible, is the use by the South African Government of such repressive legislation as the Terrorism Act and the Suppression of Communism Act to punish and indefinitely imprison persons whose only offence is their opposition to apartheid. The excessive delays by the South African Attorney General in bringing cases to court and the dubious prosecution tactics employed against such persons (including the removal of charges found unacceptable by the Courts and substitution of new charges) must be condemned in the strongest terms. As for the so-called "Separate Development or Bantustan" policy, my Government finds unacceptable a policy which allocates 13% of the land, and often barren land at that, to 80% of the population. Such a policy is a blatant denial of the right of the majority to an equitable distribution of the resources of South Africa.

In the light of considerations such as these the Canadian Government is under no illusions as to the magnitude of the task of bringing about the eradication of apartheid. It must be recognized however that change in the South African racial situation must ultimately come from within South Africa itself. The question of how that change can be achieved is very much of concern to my Government. We will never condone a situation in which the majority of the people of a country are denied fundamental rights of participation in the social, economic and political life of that country; equally we cannot condone the encouragement of

the use of violent means to achieve the required changes. We welcome the fact that the OAU continue to advocate a peaceful resolution of the problems of Southern Africa, as we welcome the statements of many African leaders to the effect that peace in Southern Africa is of great importance to Africa and to the world. My Government feels this self-evident fact cannot be stressed too forcefully.

The United Nations, should resist extreme or counter-productive measures, born of frustration and fatigue at South Africa's intransigence, and pursue activities aimed at making the minority regime and polulation recognize that it must effect fundamental change. In this sense the Canadian Government opposed the de facto suspension of South Africa from the 29th session of the General Assembly. We regret their absence from the 30th session of the General Assembly, as we continue to believe that the greatest hope of effecting change in South Africa lies in the constant exposure of its people and government to the expression of international condemnation of their country's policies and practices.

In this connection, Mr. Chairman, I wish specifically to note the work of the Special Committee against Apartheid and its efforts to expose the injustices of the apartheid system. Such pragmatic measures hold out greater promise for the eventual elimination of apartheid in South Africa than do those born of despair. For its part, my Government will continue to do everything feasible to encourage the positive evolution of the racial situation in South Africa and the end of the apartheid system.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Communiqué numéro 15

Déclaration prononcée en Quatrième Commission
de la trentième Assemblée générale des Nations
Unies par monsieur l'ambassadeur Marc Baudouin,
représentant du Canada,
le jeudi 23 octobre 1975

Question de la Namibie

Press Release No. 15

Statement in the Fourth Committee of the
Thirtieth Session of the United Nations
General Assembly by His Excellency Ambassador
Marc Baudouin, Representative of Canada
Thursday, 23 October 1975

Question of Namibia

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Madame la Présidente,

Je vous remercie de m'avoir permis de prendre la parole pour faire une brève intervention. Je ne veux pas intervenir sur le fond du débat, mais simplement faire part à la Commission que le Gouvernement du Canada a approuvé une contribution de \$100,000 à l'Institut pour la Namibie qui sera situé à Lusaka, en Zambie.

Ce qui a, en grande partie, motivé cette décision, madame la Présidente, c'est l'objectif, le but visé par cet Institut, à savoir la formation de jeunes Namibiens, de préférence par des Namibiens, dans des domaines qui les prépareront à contribuer, le moment venu, à l'avenir de leur pays, et particulièrement durant cette période difficile qui suivra l'indépendance alors qu'on aura grand besoin de Namibiens qualifiés dans l'administration publique.

A ce sujet, je voudrais également faire allusion au rôle très constructif que joue monsieur Sean MacBride et me référer particulièrement aux discussions fructueuses qu'il a eues avec les représentants de mon Gouvernement lors de son passage à Ottawa le printemps dernier. Sa visite n'a pas peu contribué à créer ce climat favorable qui a incité le Gouvernement du Canada à faire cette contribution.

Madame la Présidente, mon Gouvernement note avec plaisir que l'Institut recevra également l'appui et la collaboration d'institutions spécialisées des Nations Unies, notamment du PNUD, de l'UNESCO et de l'OIT. Nous ne pouvons que nous réjouir de cette collaboration et nous espérons qu'avant que le budget de l'Institut ne soit déposé en décembre, de nombreux autres pays auront eu l'occasion de contribuer à l'Institut de façon à favoriser son établissement et son fonctionnement. Nous offrons au nouveau directeur de l'Institut, M. Geingob, et à son adjoint, M. Bomani, nos meilleurs vœux de succès.

Avec votre permission, madame la Présidente, je voudrais ajouter quelques mots sur une autre question évoquée lors du débat. Quelques délégations ont en effet suggéré d'envoyer en Namibie un comité d'experts qui étudieraient sur place les allégations selon lesquelles de sérieuses violations des droits de l'homme se seraient produites. Il nous ferait donc plaisir d'appuyer une résolution demandant à l'Assemblée générale de recommander à la Commission des droits de l'homme d'étudier cette question dans le but de créer une commission d'experts qui irait sur place, en Namibie, pour étudier, sur place, les allégations selon lesquelles de sérieuses violations des droits de l'homme se seraient produites.

Merci, madame la Présidente.

Madam Chairman,

Thank you for allowing me to take the floor for a brief intervention. I do not wish to intervene concerning the substance of the debate but simply inform the Committee that the Canadian Government has approved a contribution of \$100,000 for the Institute for Namibia to be located in Lusaka, Zambia.

The declared objectives in goals of the Institute have contributed greatly to our reaching this decision, namely the training of young Namibians preferably by Namibians in areas which will equip them to contribute when the time comes to the future of their country particularly during that difficult period which will follow independence when Namibians with administration and civil service training will be very much needed.

In connection with this, I would also like to allude to the very constructive role played by Mr. Sean MacBride and to refer particularly to the fruitful conversations which he had with the representatives of my Government when he visited Ottawa last spring. His visit in no small way contributed to the favourable circumstances which led the Canadian Government to make this contribution.

Madam Chairman, my Government notes with pleasure that the Institute will also be receiving the support and collaboration of some specialized agencies of the UN particularly UNDP, UNESCO and ILO. We welcome this collaboration and we hope that before the finalizing of the Institute's budget in December, many other countries will have been able to make their contribution to the Institute in its establishment and operation. We offer to the Institute's new director, Mr. Geingob, and its deputy director, Mr. Bomani, our warmest wishes for its success.

With your permission, Madam Chairman, I would like to add a few words concerning another question which was evoked during the debate. A few delegations have suggested that a committee of experts be sent to Namibia to study on the spot allegations of serious violations of human rights. We would be happy to support a resolution requesting the General Assembly to recommend to the Commission on Human Rights that it study this issue with a view to setting up a committee of experts to go to Namibia to examine the allegations of serious violations of human rights.

Thank you Madam Chairman.



CANADA

Communiqué

CAI
EA 75
-C 55

Communiqué
Publication

CHECK AGAINST DELIVERY

Press Release No. 16

Statement in the Second Committee of the
Thirtieth Session of the United Nations
General Assembly by the Honourable Robert
D.G. Stanbury, P.C., M.P., Representative
of Canada,
Friday, 24 October 1975

VERIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

Communiqué de presse no 16

Déclaration prononcée en Deuxième Commission
de la trentième session de l'Assemblée
générale des Nations Unies par
monsieur Robert D.G. Stanbury, membre du
conseil privé et député, représentant du
Canada,
le vendredi 24 octobre 1975

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. Chairman,

It is with the greatest interest that the Canadian delegation has followed this debate. For too long, the importance of preserving and enhancing the human environment had been neglected in the world's affairs. Several years ago, the subject acquired a new prominence. But while industrialized countries sought to reverse harmful practices of the past, it has proved difficult to alter established economic practices, particularly in conditions of general economic recession. Moreover, for developing countries seeking rapid industrialization, the concerns of already industrialized countries with respect to the environment may have seemed somewhat impertinent to the urgent imperative of the economic development of countries which had yet to industrialize.

This debate has demonstrated that there has been considerable recent progress in both the method and the substance of our appraisal of the value, mechanics, and pertinence of environmental concerns. The Stockholm Conference identified the macro-environmental elements which affect us all and established the international machinery which has been of great value in further sharpening our perceptions and improving our practices with regard to world ecology.

Increasingly, nations have grown to accept our environmental interdependence in the same sense as nations are now accepting our economic interdependence. A new international economic order has an ecological counterpoint, and, as the Director-General of UNEP emphasized in his statement, the urgency of the economic development of the third world need not detract from the importance of environmental factors in development decisions. The international information systems for environmental appraisal are being established. Systems for handling this data, at the international, national and local levels are now necessary, so as to provide the means for practically integrating economic, social and environmental considerations.

One of the key areas is, of course, that of the settlements of humans -- our cities, towns, and rural communities, throughout the world. Our cities are the crucibles of humanity's problems. They concentrate the contradictions and complications of both accelerated change and the poverty which has been a basic fact in the condition of a vast part of humanity. Yet while our cities command our full and urgent attention, their infrastructures are complicated enough to frustrate some of

our most energetic efforts. It is for this reason that we all have the right to expect a great deal from the forthcoming Conference on Human Settlements, which my Government will have the honour to host next spring in Vancouver.

We believe the Conference will result in new departures in our own national policies on human settlements, and in those of all nations. We also think that the new sense of urgency created at the national level will have its reflection at the international level, where it can be expected to result in increased bilateral and multilateral cooperation in dealing with the problems of human settlements. Within the United Nations organization, we shall be looking for new programs in this field, and for a strengthening of the organization's ability to support such programs. This will be an international meeting of critical importance, because peoples are impatient with the conditions of their cities and governments are impatient with the difficulties inherent in the improvement of these conditions.

My delegation stresses the wish of the host governments in Canada that this Conference be as productive as possible. To this end, we are today tabling a resolution for the consideration of members of this Committee in the first instance and for the consideration of the General Assembly at a later stage. In its preambular paragraphs, this resolution recalls preparatory documentation work and earlier relevant decisions, and attempts to stress the importance of improving human settlements. The operative paragraphs of the resolution are meant to identify by category all those states, movements, organizations and agencies which are entitled to participate in accordance with decisions of the U.N. and which have interests consonant with the purposes of the Conference. I believe that the resolution which we are introducing is a fair attempt at meeting this requirement. We think it can be assumed that all states and liberation movements which are recognized by the General Assembly have a fundamental interest in participating in the Settlements Conference. For other organizations, and most notably for non-governmental organizations, it is considerably more difficult to determine who should or should not attend as observers. We consider that the formula in our draft resolution, which includes international non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council and which have expressed their interest in being represented at the Conference, as well as the other international organizations identified

in Section A of Annex II to the Secretary-General's report, contains the basic criteria which are probably necessary for the purpose of invitation. However, we hope that these and any other non-governmental organizations so invited under the provisions of succeeding operative paragraphs are indeed directly concerned with the subject matter of the Conference and can contribute to the achievement of its objectives.

Other operative paragraphs of this draft resolution refer to the possibility of a special day being identified to commemorate the human settlements endeavour; note the Secretary-General's most recent report to the General Assembly on preparations; approve the provisional agenda for the Conference; decide that the languages of the Conference shall be all those of the General Assembly; and lastly, request the Secretary-General to report to the thirty-first session of the General Assembly on the Conference, and to prepare documentation necessary for the consideration of the recommendations of the Conference by the General Assembly.

My Delegation would very much like to thank those delegations and groups which have assisted us in preparing the text of this draft resolution. We shall be introducing the resolution more formally on a later occasion, Mr. Chairman. In the meantime, we are also grateful to those delegations who have already expressed to our delegation the wish to co-sponsor the draft resolution which has only just been fully circulated. Among these are Austria, Colombia, Jamaica, Kenya, Philippines, Portugal, Singapore, Sweden and Zaire. We hope that many others will join us. It is our general hope that we may shortly adopt this document in a spirit of consensus and common dedication which attempts to take account of the interests of all. The central purpose is for this vital Conference to be a success and we welcome in this light all comments which delegations care to make on the text we have proposed.

In this regard, I would like to reply to a question raised by the Libyan delegation concerning the entry to Canada of delegates of the Palestine Liberation Organization. To this I would say first that, as we have previously stated, it is our firm intent to host the Habitat Conference under the rules that normally apply to U.N. Conferences and recognize that these rules will oblige us to facilitate the entry of delegations of the governments and organizations who are invited by the Secretary-General to participate. I believe that the resolution we have introduced offers the

best evidence of the range of participants we expect to come to Vancouver for the Conference and I would point out that, in accordance with the appropriate resolution of the General Assembly, it provides for participation of that Organization.

In proposing this formula for participation we have attempted to be inclusive, rather than exclusive, since we think that all those covered can make a contribution towards the success of the Conference.

My delegation would like very much to thank those delegations and groups which have assisted us in finding the formula which does cover all relevant parties.

We would like also to take this opportunity to express our great satisfaction with the progress being made in the arrangements being made for the Conference under the leadership of Secretary-General Penalosa and his hard-working secretariat. Their dedication to this difficult task is an inspiration to all of us. In addition to the preparations normal for this type of Conference, there is the added challenge of the audio-visual program, which offers rich rewards but calls for considerable extra efforts from the secretariat and, may I add, from the host country. In these and other aspects of our preparation, the Canadian Government has found it a privilege and an honour to work together with Secretary-General Penalosa in this great endeavour.

The support of my Government for this Conference has recently been emphasized by the appointment of Mr. James W. MacNeill as Canadian Commissioner-General for Habitat, with the rank of Ambassador. Until his new appointment two weeks ago, Mr. MacNeill had been closely involved in planning for Habitat in his role as Secretary of the Ministry of State for Urban Affairs. In announcing the appointment, Prime Minister Trudeau stated, "The appointment of Jim MacNeill as Commissioner-General is intended to provide the leadership required to ensure that, as host country and as an active participant in the Conference, Canada's role will be fully effective." Mr. MacNeill is in New York at this very time on his first consultations in his new position.

Mr. Chairman, I should like to mention too another Canadian. There is no need for this delegation to stress my Government's esteem for Maurice Strong. The fact that

Mr. Strong has been chosen to be the first head of an organization as vital to Canada as our new national company, Petro-Canada, is sufficiently eloquent testimony in this regard. Our regret is that Mr. Strong is obliged to leave his present post before the completion of his term as Executive Director of UNEP. We know that he does so with very mixed feelings. His own statement to this Committee demonstrated the challenge which he has felt as the first Executive Director of UNEP and of the challenge which he has placed before us all. We wish his successor every success and promise him every support. Such support was always forthcoming to Maurice Strong from member countries and we take the liberty of expressing our gratitude to them. We also thank all delegations for their kind remarks in his regard and in regard to the Canadian Government.

Some years ago, Mr. Chairman, many thought that the environment was a pleasant, innocuous subject on which we could all agree -- perhaps because it was seen as peripheral to our central interests. Our perception is now different. We see that our environmental balance is fragile, and that reinforcing it is quite literally a matter of life and death. The economics of ecology are central to our planning and vital to our future productive capacity. The politics of ecology are as critical as any we must tackle. The sociology of ecology is potentially explosive, as the Conference on Human Settlements will undoubtedly demonstrate.

We are on the right track, Mr. Chairman. This debate has underlined that we are all determined. The objective is to apply our determination as wisely and as well as possible, in the light of the developmental and social considerations which have compelled the attention of this General Assembly. The Canadian delegation reiterates the commitment of the Canadian Government to just this very purpose.

Monsieur le Président,

C'est avec le plus grand intérêt que la délégation du Canada a suivi ce débat. L'importance de la préservation et de l'amélioration du milieu humain est depuis trop longtemps négligée dans les affaires mondiales. Depuis quelques années le sujet a pris une nouvelle importance, mais lorsque les pays industrialisés ont voulu remédier à leurs pratiques nuisibles d'autrefois, il s'est souvent révélé difficile de changer les techniques économiques établies, surtout dans des conditions de récession économique généralisée. Pour les pays en développement aspirant à une industrialisation rapide, les préoccupations écologiques des pays déjà industrialisés ont pu paraître quelque peu déplacées face à l'impératif de leur développement économique.

Ce débat a révélé que, tant dans la méthode que dans le fond de notre évaluation de la valeur, des mécanismes et de la pertinence des préoccupations écologiques, des progrès considérables ont été réalisés récemment. La Conférence de Stockholm a permis de cerner les éléments macro-écologiques qui nous touchent tous et d'établir un mécanisme international qui a contribué à aiguïser davantage nos perceptions et à redresser nos pratiques à l'égard de l'écologie mondiale.

Tout comme elles acceptent maintenant leur interdépendance économique, les nations reconnaissent de plus en plus leur interdépendance écologique. Un nouvel ordre économique international comporte une composante écologique et, comme le directeur général du PNUE l'a fait remarquer dans son exposé, le caractère urgent du développement économique du Tiers-Monde ne doit pas nécessairement diminuer l'importance des facteurs écologiques dans les décisions relatives au développement. On met sur pied des systèmes internationaux d'information pour l'évaluation de l'environnement. Il faut maintenant établir des systèmes, aux niveaux international, national et local, pour traiter ces données de façon à fournir les moyens d'intégrer, sur le plan pratique, les considérations économiques, sociales et écologiques.

Les établissements humains, c'est-à-dire les villes, villages et collectivités rurales du monde entier, constituent évidemment l'un des secteurs primordiaux. Nos villes sont le creuset des problèmes de l'humanité. On y trouve concentrées les contradictions et les complications du changement accéléré et de la pauvreté qui demeure une réalité fondamentale pour une grande partie de l'humanité. Bien que nos villes appellent sans tarder notre entière attention, leurs infrastructures sont cependant suffisamment compliquées pour résister à nos efforts les plus énergiques. C'est pour cela que nous avons tous le droit d'attendre beaucoup de la Conférence sur les établissements humains que mon Gouvernement aura l'honneur d'accueillir le printemps prochain à Vancouver.

Nous croyons que la Conférence apportera, chez nous comme chez toutes les nations, des innovations dans les politiques nationales sur les établissements humains. Nous pensons également que le nouveau sens de l'urgence de la situation créé au niveau national se répercutera sur le plan international, et donnera sans doute lieu à une coopération bilatérale et multilatérale accrue sur les problèmes des établissements humains. Dans ce domaine de l'Organisation des Nations Unies nous attendrons de nouveaux programmes et la consolidation de son aptitude à appuyer de tels programmes. La Conférence sera une rencontre internationale d'importance critique parce que les peuples s'impatientent de l'état de leurs villes et les gouvernements s'impatientent des difficultés inhérentes à l'amélioration de la situation.

Ma délégation insiste sur le désir des gouvernements hôtes du Canada de faire en sorte que cette Conférence soit aussi féconde que possible. Nous déposons aujourd'hui, dans un premier temps, devant la Commission et, ultérieurement, devant l'Assemblée générale, une résolution à cette fin. Cette résolution rappelle, dans son préambule, le travail de documentation préparatoire, les décisions pertinentes et les efforts antérieurs consentis pour faire ressortir l'importance de l'amélioration des établissements humains. Les paragraphes du dispositif de la résolution identifient, par catégories, les Etats, les mouvements, les organisations, les organismes dont les intérêts correspondent aux objectifs de la Conférence, et qui pourront y participer conformément aux décisions de l'ONU. Je crois que la résolution que nous déposons constitue un effort louable pour répondre à cette exigence. On peut supposer, il nous semble, que tous les Etats et les mouvements de libération reconnus par l'Assemblée générale ont un intérêt fondamental à participer à la Conférence sur les établissements humains. Pour ce qui est des autres organisations, et notamment pour les organisations non gouvernementales, il est beaucoup plus difficile de déterminer qui doit ou ne doit pas y participer en qualité d'observateur. Nous croyons que la formule énoncée dans notre projet de résolution, qui comprend les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif près le Conseil économique et social, ayant exprimé le désir d'être représentées à la Conférence, de même que les autres organisations internationales énumérées à la Partie A de l'Annexe II du rapport du Secrétaire général, comporte les critères de base qui nous sont probablement nécessaires pour lancer les invitations. Nous espérons cependant que les organisations non gouvernementales et les autres organisations ainsi invitées en vertu des dispositions des paragraphes suivants du dispositif, s'intéressent effectivement à la question qui sera l'objet de la Conférence et peuvent contribuer à la réalisation de ses objectifs.

D'autres paragraphes du dispositif de ce projet de résolution mentionnent la possibilité de désigner une journée spéciale pour marquer l'intérêt que suscitent les établissements humains; prennent note du récent rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur les préparatifs de cette Conférence et en approuvent l'ordre du jour provisoire; décident que les langues de travail de la Conférence seront celles de l'Assemblée générale; demandent au Secrétaire général de faire un rapport sur la Conférence lors de la 31e session de l'Assemblée générale et, enfin, le prient de prendre les dispositions nécessaires pour que les recommandations de la Conférence soient soumises à l'Assemblée générale.

Ma délégation remercie sincèrement les délégations et les groupes qui l'ont aidée à rédiger ce projet de résolution. La résolution sera déposée de façon plus formelle ultérieurement. Entre-temps, nous tenons à dire notre reconnaissance aux délégations, notamment celles du Kenya, de la Jamaïque, des Philippines, de la Colombie, de la Suède, du Zaïre, du Vénézuëla, des Pays-Bas et de Singapour, qui ont déjà exprimé à ma délégation le désir de coparrainer le projet de résolution qui vient d'être distribué. Nous espérons que beaucoup d'autres délégations se joindront à nous et qu'un esprit de consensus et de dévouement commun qui s'efforce de tenir compte des intérêts de chacun présidera l'adoption rapide de ce document. Le but primordial est d'assurer le succès de cette Conférence vitale et, dans cet esprit, nous invitons les délégations à nous faire part de toutes leurs observations sur le texte proposé.

A ce propos, je voudrais répondre à une question posée par la délégation de la Libye concernant l'entrée au Canada des délégués de l'Organisation de la libération de la Palestine à la Conférence. Je répondrai d'abord en répétant que le Canada a la ferme intention d'accueillir Habitat en se conformant aux règles qui s'appliquent normalement aux conférences de l'ONU, et reconnaît que ces règles l'obligent à faciliter l'entrée des délégations de gouvernements et d'organisations que le Secrétaire général invitera à y participer. Je pense que la résolution présentée constitue la meilleure preuve de la gamme des participants que nous attendons à Vancouver pour la Conférence; je ferai d'ailleurs remarquer que, selon la résolution de l'Assemblée générale, elle prévoit la participation de l'OLP.

En proposant cette formule, nous avons voulu élargir la participation plutôt que la restreindre car nous sommes convaincus que tous les groupes ainsi admis peuvent contribuer au succès de la Conférence.

Ma délégation tient à remercier les délégations et les groupes qui l'ont aidée à trouver une formule qui permet d'englober toutes les parties pertinentes.

Nous aimerions également saisir cette occasion pour exprimer notre grande satisfaction sur la façon dont les préparatifs de la Conférence progressent grâce à la direction éclairée du Secrétaire général Penalosa et de son industrieux secrétariat. Leur dévouement à cette tâche difficile est pour nous tous une source d'inspiration. Aux préparatifs que ce genre de conférence exige s'ajoute le défi du programme audio-visuel qui, bien que riche en promesses, demande des efforts supplémentaires considérables de la part du secrétariat et, puis-je ajouter, de la part du pays hôte. En cela et en d'autres aspects de nos préparatifs, le Gouvernement du Canada considère que c'est pour lui un privilège et un honneur que de collaborer avec le Secrétaire général Penalosa pour le succès de cette grande entreprise.

L'appui de mon Gouvernement à cette Conférence a été renforcé récemment par la nomination de monsieur J.W. MacNeill au poste de Commissaire général du Canada près Habitat, avec rang d'ambassadeur. Avant cette nomination, il y a deux semaines, M. MacNeill participait étroitement à la planification d'Habitat en tant que secrétaire du ministère d'Etat aux Affaires urbaines. En annonçant sa nomination, M. Trudeau a déclaré: M. MacNeill est le chef tout désigné pour mener à bien la double mission du Canada en tant que pays hôte et participant actif à la Conférence. M. MacNeill est actuellement à New York où il tient les premières consultations pertinentes aux nouvelles obligations de sa charge.

Monsieur le Président, j'aimerais également mentionner un autre Canadien. Point n'est besoin de dire que mon Gouvernement tient monsieur Maurice Strong en haute estime. Le seul fait qu'il ait été choisi pour diriger un organisme aussi vital pour notre pays que la nouvelle société internationale, Pétro-Canada, en est un témoignage suffisamment éloquent. Nous regrettons cependant que M. Strong soit obligé de quitter son poste actuel avant l'expiration de son mandat de directeur général du PNUE. Nous savons que ce n'est pas sans regret qu'il le fait. Sa propre déclaration devant cette Commission explique le défi qu'il a dû relever en tant que premier directeur général du PNUE et trace, pour chacun de nous, le défi que nous devons envisager. Nous souhaitons à son successeur tout le succès possible et l'assurons de notre appui constant.

Cet appui de la part des Etats membres n'a jamais fait défaut à M. Strong; nous leur en exprimons notre reconnaissance. Nous remercions également toutes les délégations pour les bonnes paroles formulées à son égard et à l'égard du Gouvernement du Canada.

Monsieur le Président, nombreux sont ceux qui il y a quelques années pensaient que l'environnement était un sujet agréable, inoffensif, peut-être parce qu'on le croyait éloigné de nos intérêts primordiaux, sur lequel nous pourrions tous nous entendre. Notre perception est maintenant tout autre. Nous constatons que notre équilibre écologique est fragile et que sa consolidation est littéralement une question de vie ou de mort. Les répercussions économiques des préoccupations écologiques sont au coeur même de notre planification et touchent de façon vitale notre capacité de production future. Les politiques de l'écologie sont très importantes; nous devons nous y attacher. La sociologie de l'écologie, comme le montrera sans doute la Conférence sur les établissements humains, est explosive à terme.

Nous sommes sur la bonne voie, monsieur le Président. Ce débat a fait ressortir la détermination de chacun. Il ne reste qu'à l'appliquer aussi sagement et efficacement que possible à la lumière des considérations sociales et du souci du développement qui ont forcé l'attention de cette Assemblée générale. La délégation du Canada réitère l'engagement de son Gouvernement à la réalisation de cet objectif.



CANADA

Communiqué

CAI
EA 75
-C 55

Press Release No. 18

Statement in the Fourth Committee of
the 30th Session of the General Assembly
of the United Nations by Ms Verona
Edelstein, Representative of Canada,
Monday, 27 October 1975.

Southern Rhodesia (Draft Resolutions
A/C, 4/L.1092 and L.1093)

Communiqué de presse no 18

Déclaration prononcée en Quatrième
Commission de la trentième session
de l'Assemblée générale des Nations
Unies par mad. Verona Edelstein,
représentante du Canada,
le lundi 27 octobre 1975.

Rhodésie du Sud (projets de résolutions
A/C, 4/L.1092 et L.1093)

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Madame Chairman,

The Canadian Delegation was pleased to be able to support, for the first time, the general political resolution on Southern Rhodesia contained in document L.1092. It has noted that considerable efforts have been devoted to improving the text from that adopted by this Committee last year, and believing that the present text is a more realistic reflection of the situation, feels this more pragmatic approach should merit its support. Having said this, Madame Chairman, without going into detail relating to particular wordings, we wish to put on record the attitude fully expressed in the Canadian intervention on this subject to the effect that the fullest efforts and pressures must be exerted to bring about a peaceful solution in Southern Rhodesia in order to avoid the deterioration of the situation into one of armed conflict. Canada cannot accept the endorsement of the use of force to bring about a political settlement. Also, Madame Chairman, we must reiterate the view, namely that any solution to the Rhodesian problem must be one which is acceptable to the Rhodesian people as a whole. While early majority rule is certainly the agreed objective, the United Nations would surely not intend to deny to the Rhodesian people the right to resolve the situation to their satisfaction.

With regard to the resolution relating to sanctions, my Government was similarly pleased to vote in favour of it for the first time. In its intervention, the Canadian Delegation indicated that its Government felt it would be timely to review the present sanctions and to consider where any new sanctions which would be enforceable and realistic in their application were necessary. We regret the resolution does not contain some wording to that effect. As we have stated in our explanation of votes in previous years, with reference to operative paragraphs 4 (b) and 4 (d), although there is no significant immigration or tourism from Canada to Rhodesia, inclusion of such provisions in Canada/Rhodesia regulations would run counter to the well-developed body of Canadian law relating to individual freedoms. With regard to operative paragraph 5, we believe it is preferable to avoid cutting all communications with Southern Rhodesia in order that pressure of international opinion may continue to be brought to bear on the illegal regime with a view to bringing it to accept the necessity of immediate and peaceful change.

Madame la Présidente,

La délégation canadienne a été heureuse de pouvoir appuyer, pour la première fois, la résolution de politique générale sur la Rhodésie du Sud contenue dans le document L.1092. Elle note que, grâce à des efforts considérables en vue d'améliorer le texte par rapport à celui que cette commission avait adopté l'an dernier, le texte actuel reflète plus fidèlement la situation; elle considère donc que cette attitude plus pragmatique mérite son appui. Ceci dit, madame la Présidente, sans examiner en détail la formulation des résolutions, nous voudrions que soit consignée dans le compte rendu l'attitude exprimée clairement lors de notre intervention au cours du débat général, à savoir que tous les efforts soient déployés et les pressions exercées afin d'en arriver à une solution pacifique en Rhodésie du Sud et éviter que la situation se détériore au point de donner lieu à un conflit armé. Le Canada ne saurait accepter qu'on préconise le recours à la force pour amener un règlement politique. Nous devons en outre, madame la Présidente, réitérer une opinion que, nous en sommes convaincus, tous les membres des Nations Unies partagent, à savoir: toute solution au problème rhodésien doit être acceptable par l'ensemble du peuple rhodésien. Bien que l'avènement prochain du Gouvernement par la majorité soit certainement l'objectif désiré, les Nations Unies ne voudraient sûrement pas nier au peuple rhodésien le droit de régler la situation à sa satisfaction.

Quant à la résolution relative aux sanctions, mon Gouvernement était également heureux de pouvoir voter en sa faveur pour la première fois. Dans son intervention, la délégation canadienne a indiqué que son Gouvernement estimait opportun d'étudier le système de sanctions actuelles et de voir si l'application de nouvelles sanctions pratiques et réalistes s'imposent. Nous constatons à regret que la résolution ne renferme, dans sa formulation, aucune proposition en ce sens. Comme nous l'avons mentionné par les années passées dans nos explications de vote, bien que le nombre de touristes ou d'émigrants canadiens se rendant en Rhodésie soit minime, l'inclusion dans un règlement administratif des dispositions contenues dans les alinéas B) et D) du paragraphe 4 du dispositif iraient à l'encontre de la juridiction canadienne concernant la liberté individuelle. Pour ce qui est du paragraphe 5 du dispositif, nous estimons qu'il est préférable d'éviter de couper toutes les communications avec la Rhodésie du Sud pour continuer de soumettre le régime illégal aux pressions de l'opinion internationale et ainsi lui faire accepter la nécessité de procéder à des transformations immédiates et pacifiques.



CANADA

Communiqué

CAI
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publication

Communiqué de presse no 19

Allocution prononcée en Deuxième Commission de la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies par monsieur Robert D.G. Stanbury, membre du conseil privé, député et représentant du Canada, le mardi 28 octobre 1975.

Activités opérationnelles pour le développement.

Press Release No. 19

Statement in the Second Committee of the 30th Session of the United Nations General Assembly by the Honourable Robert D.G. Stanbury, P.C., M.P., Representative of Canada, Tuesday, 28 October 1975.

Operational Activities for Development.

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. Chairman,

My Government has the opportunity to participate in the regular sessions of both the UNDP Governing Council and the Economic and Social Council. It is not, therefore, our intention to repeat on this occasion what we have said in the course of the normal activities of those two bodies. I do wish, however, to highlight at this time our thinking on a few of the key developments that have taken place under the general heading of "Operational Activities for Development" during the past year.

The UNDP Governing Council is to be congratulated for the manner in which it reviewed and revised its mandate at its twentieth session, in response to the decision of the Sixth Special Session of the General Assembly. The constructive and workmanlike manner in which it pursued this task contributed in no small way to the positive atmosphere of negotiation that characterized the Seventh Special Session. Despite some initial reservations, my delegation became convinced at the twentieth session that the new dimensions represented a valid and necessary new mandate for the programme. Our support was consistent with the traditional position of my delegation that existing U.N. bodies can and should adapt themselves to the new challenges with which they are faced. The ability of the present United Nations system to adjust to new realities is of vital importance if we are to avoid a proliferation of special purpose bodies and the fragmentation of existing secretariats with the resultant administrative inefficiencies and still maintain our capacity to face up to the new priorities of member states.

This process of change in the UNDP should be a continuing one. We must ensure that the governing bodies of this and other U.N. agencies adapt themselves on a regular basis to changing circumstances. This is not to say, however, that the organization should be constantly in a period of flux and uncertain about its mandate.

My Government fully supports the effective implementation of the UNDP's new dimensions. This will require careful management by the Administrator and his staff and clear policy guidance from the Governing Council, to ensure that the traditional mandate is not foresaken while providing the attention deserved to the programme's new options. At the same time we congratulate the Administrator and the executing agencies for their efforts to achieve a significantly improved implementation performance in 1975. We are pleased that the UNDP will be able to face its second country programming cycle with a new flexibility.

The Governing Council of the UNDP has agreed to a number of measures in recent years which indicate that one of the keys to its effective administration in the future will be rational decentralization. It would be easy to fill volumes with the arguments that have been adduced both for and against decentralization in government, education, and business. It appears to my Government that the unique mandate of the UNDP, its broad geographical spread, and its planning and implementation structure do in fact dictate that some measure of decentralization is vital for the effective management of the programme. The very virtues which are represented by decentralization - the rapidity and flexibility of response, the local input to decision making, and the reduction in the central administrative burden - do, however, have their negative sides. It is our concern that the policy of decentralization be implemented in a manner consistent with both the Council's responsibility to determine overall policy and the Administrator's responsibility to ensure the effective management of the programme. We would also underline our concern at this time, as we have done previously, that the necessary steps be taken to support and strengthen the UNDP's field staff in a manner consistent with their new responsibilities.

One of the great strengths of the UNDP is the breadth of its participation. Participation is not simply a question of being a recipient or a donor; it also includes the supplying of highly skilled people to work in the administrative, technical assistance, or consultancy aspects of the programme. It includes the opportunity to provide required technology or equipment inputs through the government, education or business sectors. The Canadian Government considers that participation in this broad sense must be open to all members of the programme. All steps that can be taken should be taken to encourage those who, for a variety of reasons, have not participated fully to their potential. Arbitrary barriers to participation must be avoided. All nations participating in the UNDP will judge it ultimately by its ability to utilize effectively its available resources for development purposes. This objective cannot be achieved unless the human and financial resources of all member countries are effectively utilized and unless all members are granted equal access to full participation.

Mr. Chairman, we note with satisfaction the successful finalization at the twentieth session of the UNDP Governing Council of the rules, procedures, and

administrative arrangements for the U.N. Revolving Fund for Natural Resources Exploration. As one of the delegations which participated actively in these negotiations, we are well aware that there continue to exist some dissenting opinions on the nature and activities of this fund, particularly in relation to the replenishment payment system and the scope of projects to be undertaken. My delegation believes that the compromise reached after extended discussions at Geneva went a considerable distance towards reconciling the key points of disagreement. In one such key area major changes have been made to guarantee fully the sovereignty of participating states. It is now time to accumulate some operational experience in order to determine if the basic principles on which the essential revolving nature of this fund are based prove to be tenable in practice as well as in theory. The Canadian Government is currently examining in detail the rules and procedures adopted by the Governing Council. A decision on a possible Canadian contribution to the fund will be made on the basis of this examination.

Mr. Chairman, the United Nations has received into its ranks several new members in recent weeks, and further newly independent nations will no doubt be welcomed in the future. We congratulate the UNDP for taking the necessary early measures to ensure that these countries benefit fully from the activities of the programme. While the basic criteria for the allocation of IPF's for all countries participating in the UNDP have been agreed upon, we support the recommendation of the Governing Council that a high coefficient for supplementary criteria be assigned to the newly independent states. At the same time, it rests within the Administrator's power to ensure that these countries receive from within the UNDP administrative structure, the manpower resources necessary to guarantee that the development funds made available to them are promptly and effectively utilized.

Mr. Chairman, we are discussing the UNDP here in this Committee only a few days prior to the Pledging Conference at which contributions for the programme for the year 1976 are to be announced. My country expects to be in a position once again to indicate its continuing support for the programme by announcing another regular and consistent increase in its contribution. One cannot help but be concerned, however, about the pattern of financial support for the U.N. Development Programme. The great bulk of the UNDP's resources continues to come from a relatively small group of traditional donors. Others, who might be in a position

to participate more fully, appear reluctant to undertake this responsibility. While recognizing fully the voluntary nature of the programme and the alternative and competing channels for development funds, we would nevertheless encourage all governments in a position to do so to re-examine carefully their commitment to the programme with a view to ensuring its continued dynamic growth in the spirit of the Seventh Special Session.

Turning now to the United Nations Volunteers, we are most pleased to note that this programme has made considerable progress over the past year. The present coordinator of the programme has built and expanded upon the firm basis for operations left to him by his predecessors. The increase in recruitment and placement, and the most commendable level of volunteers now being recruited from the developing countries are all encouraging trends. While my delegation welcomes the designation of the U.N. Volunteers as the principal operational unit of the U.N. for the execution of youth programmes, we support the position of the UNV coordinator that the U.N. Volunteers should not become a U.N. youth secretariat, since all agencies have an important role to play in the development of youth programmes. My Government supports a change in the mandate of the U.N. Voluntary Fund to allow it to accept further contributions and is itself actively examining such a contribution for 1976.

Mr. Chairman, the United Nations Fund for Population Activities has contributed effectively to the world's increased awareness of the need for population policies and programmes. This in turn has caused a marked expansion in the UNFPA's operational programme. Canada continues to increase its financial support for this programme and is exploring actively with the UNFPA administration mechanisms by which additional support for specific population projects could be provided.

On another subject Mr. Chairman, my Government is pleased to have the opportunity to serve as a member of the World Food Programme's intergovernmental committee. We have been involved earlier in the discussion of the issues being considered under this sub-item of our agenda and can endorse the following measures:

- the reconstitution of the Intergovernmental Committee as a committee of food aid policies and programmes,

- the amendment of World Food Programme general regulation No. 6, and
- the convening of a pledging conference for the World Food Programme 1977-78 biennium taking due note of the recommended target for the biennium of US\$750 million.

And finally, Mr. Chairman, the United Nations Children's Fund, its Executive Director and its staff, continue to merit the strong support of the Canadian people. We congratulate UNICEF for its efficiency in struggling to meet the overwhelming needs of children and mothers in developing countries, and particularly in those most severely affected by the current economic situation. To increase the impact of UNICEF's limited human and financial resources, Canada suggested at the last executive board meeting that UNICEF increasingly focus its activities on meeting the needs of children from conception to five years of age.

We would also like to recall our support for UNICEF relief and rehabilitation assistance in various parts of the world, and in particular, the Sahel area and the Indo-China peninsula. We commend the efforts made by UNICEF and other international institutions such as the World Food Programme to coordinate their activities in the field of food aid to avoid overlapping and duplication of effort. We look forward to the UNICEF Pledging Conference on November 6, at which time we expect to announce another increase in our UNICEF contribution.

Thank you, Mr. Chairman.

Monsieur le Président,

Mon Gouvernement participe aux sessions ordinaires du conseil d'administration du PNUD et du Conseil économique et social. Je n'ai donc pas l'intention de répéter ici ce que nous avons dit au cours des activités normales de ces deux organismes. Je voudrais toutefois profiter de l'occasion pour faire ressortir nos vues sur certains événements clés qui se sont produits, depuis un an, sous le thème général des "activités opérationnelles pour le développement".

Il y a lieu de féliciter le conseil d'administration du PNUD qui en réponse à la décision prise lors de la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, a, au cours de sa vingtième session, examiné et révisé son mandat. L'attitude constructive et industrielle dont il a fait preuve dans la poursuite de cette tâche a beaucoup contribué à créer l'ambiance positive de négociation qui a caractérisé la septième session extraordinaire. En dépit de ses premières réserves, ma délégation a acquis la conviction, lors de la vingtième session, que ces dimensions nouvelles sont un autre mandat valide et nécessaire pour le programme. Notre appui était conforme à l'attitude traditionnelle de ma délégation qui veut que les organismes existants de l'ONU peuvent et doivent s'adapter aux nouveaux défis avec lesquels ils sont aux prises. Tout en maintenant son aptitude à faire face aux nouvelles priorités des États membres, il est d'importance vitale que le présent système des Nations Unies s'adapte aux réalités nouvelles si nous voulons éviter la multiplication d'organismes spécialisés et la fragmentation des secrétariats existants avec les inefficacités administratives qui en résultent.

Le processus d'évolution du PNUD doit avoir un caractère permanent. Nous devons faire en sorte que le conseil d'administration de cet organisme et ceux des autres institutions de l'ONU s'adaptent constamment aux situations changeantes. Ce qui ne veut pas dire toutefois, que l'Organisation doit être en perpétuel état de transformation et incertaine de ses attributions.

Mon Gouvernement appuie pleinement la mise en oeuvre des nouvelles dimensions du PNUD. Ceci exigera, de la part de l'administrateur et de son personnel, une gestion soignée, et, de la part du conseil d'administration, des lignes de conduite claires et précises afin que, tout en donnant aux nouvelles options du programme toute l'attention voulue, les

attributions antérieures du PNUD ne soient pas négligées. Nous félicitons, par la même occasion, le directeur et les organismes d'exécution des efforts déployés pour atteindre, en 1975, un niveau d'activités de mise en oeuvre considérablement accru. Nous sommes heureux de constater que le PNUD pourra entamer son deuxième cycle de programmation par pays avec une nouvelle souplesse.

Le conseil d'administration du PNUD a accepté, au cours des dernières années, un certain nombre de mesures qui indiquent que la décentralisation rationnelle sera l'un des facteurs clés de son administration efficace future. Il serait facile de remplir des pages et des pages des arguments avancés pour et contre la décentralisation dans le gouvernement, l'éducation et les affaires. Mon Gouvernement estime que, vu le mandat unique du PNUD, sa vaste extension géographique, sa structure de planification et d'exécution, une certaine mesure de décentralisation est nécessaire à la bonne administration du programme. Les avantages qu'offre la décentralisation, à savoir: la rapidité et la souplesse d'action, la participation active d'éléments locaux aux décisions, et l'allègement du fardeau de l'administration centrale, ont aussi leurs aspects négatifs. Il est de notre intérêt que la politique de décentralisation soit mise en oeuvre d'une manière conforme à la fois à la responsabilité qu'a le conseil d'établir les politiques générales et à celle qui incombe à l'administrateur d'assurer la bonne gestion du programme. Nous voudrions également, comme nous l'avons fait auparavant, souligner notre intérêt à voir prises les mesures voulues pour appuyer et renforcer le personnel des bureaux extérieurs du PNUD d'une manière qui corresponde à ses nouvelles responsabilités.

Une des grandes forces du PNUD est l'étendue de sa participation. La participation ne se résume pas à être donateurs et bénéficiaires. Elle comprend également l'alimentation en personnes hautement qualifiées pour travailler dans les divers aspects du programme que ce soit l'administration, l'assistance technique ou les services de consultation. La participation comporte aussi la possibilité de fournir, par l'intermédiaire des secteurs de l'administration publique, de l'éducation et des affaires, les apports techniques et le matériel requis. Le Gouvernement du Canada estime que la participation, prise dans ce sens large, doit être accessible à tous les membres du programme. Il faut

prendre toutes les mesures possibles pour encourager ceux qui jusqu'ici, pour diverses raisons, n'ont pas participé pleinement selon leurs possibilités. Il faut éviter les entraves arbitraires à la participation. Toutes les nations associées au PNUD le jugeront finalement sur son aptitude à tirer totalement parti des ressources disponibles aux fins du développement. Cet objectif ne sera atteint que si les ressources humaines et financières de tous les pays membres sont utilisées efficacement et si les membres ont égal accès à l'entière participation.

Monsieur le Président, nous notons avec satisfaction que, lors de la vingtième session du conseil d'administration du PNUD, on a avec succès mis la dernière main aux règles, aux procédures et aux arrangements administratifs du Fonds autorenewable des Nations Unies pour l'exploration des ressources naturelles. En tant qu'une des délégations qui ont participé activement à ces négociations, nous savons très bien que quelques différences d'opinions demeurent sur la nature et les activités de ce fonds, notamment en ce qui a trait à la reconstitution des ressources et à la portée des projets à entreprendre. Ma délégation estime que le compromis auquel on est arrivé à Genève après de longues discussions, a grandement contribué à réconcilier les principaux points de désaccord. Dans l'un de ces secteurs clés, d'importants changements ont été apportés afin de garantir la totale souveraineté des Etats participants. Le moment est maintenant venu d'acquérir une expérience concrète qui permettra de déterminer si les principes de base sur lesquels repose la nature essentiellement autorenewable de ce fonds sont aussi valables en pratique qu'en théorie. Le Gouvernement du Canada examine actuellement en détails les règles et les procédures adoptées par le conseil d'administration. C'est à partir de cet examen qu'une décision concernant une éventuelle contribution du Canada sera prise.

Monsieur le Président, les Nations Unies ont, depuis quelques semaines, accueilli plusieurs nouveaux membres et, à mesure qu'elles accèderont à l'indépendance, d'autres nations seront sans doute admises à l'ONU. Nous félicitons le PNUD de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour que ces pays bénéficient au maximum des activités du programme. Bien que les critères de base déterminant les chiffres indicatifs de planification de tous les pays qui participent au PNUD aient été établis, nous appuyons la recommandation du conseil d'administration visant à réserver aux Etats nouvellement indépendants une proportion élevée de critères supplémentaires. Par ailleurs, il appartient à l'administrateur

de veiller à ce que ces pays reçoivent, à même la structure administrative du PNUD, les ressources en main-d'oeuvre nécessaires pour assurer l'utilisation prompte et efficace des fonds de développement mis à leur disposition.

Monsieur le Président, nous discutons du PNUD au sein de cette Commission quelques jours à peine avant que ne se tienne la conférence annonçant les contributions versées au programme de 1976. Mon pays compte être en mesure, encore une fois, de manifester son appui assidu au programme en faisant part d'une autre augmentation régulière et constante de sa contribution. L'appui financier du Programme des Nations Unies pour le développement présente toutefois des particularités qui demeurent un sujet de préoccupation auquel on ne saurait échapper. Le gros des ressources du PNUD continue de venir d'un groupe relativement restreint de fidèles donateurs. D'autres membres qui seraient peut-être en mesure de participer davantage semblent hésiter à assumer cette responsabilité. Tout en reconnaissant pleinement le caractère volontaire du programme et les autres voies par lesquelles les fonds de développement peuvent être acheminés, nous encourageons néanmoins tous les gouvernements qui le peuvent à réexaminer soigneusement, dans l'esprit de la septième session extraordinaire, leur engagement à l'égard du programme en vue de maintenir sa croissance dynamique.

Abordant maintenant le sujet des Volontaires des Nations Unies, nous sommes très heureux de constater que ce programme a progressé considérablement depuis un an. Le coordinateur actuel du programme lui a, en s'appuyant sur les solides bases de travail mises en place par ses prédécesseurs, donné un nouvel essor. Le rythme accru des activités de recrutement et de placement, et le niveau des plus louables de recrutement de volontaires dans les pays en développement dénotent des tendances encourageantes. Bien que ma délégation se félicite du choix du programme des Volontaires des Nations Unies pour coordonner, au sein de l'ONU, l'exécution des programmes de la jeunesse, elle considère, appuyant en celà la position du coordonnateur des Volontaires, qu'on aurait tort de faire de cet organisme un secrétariat onusien pour la jeunesse puisque toutes les institutions ont un rôle important à jouer dans l'élaboration des programmes de la jeunesse. Mon Gouvernement convient qu'il faut modifier le mandat du Fonds volontaire des Nations Unies afin d'autoriser des contributions supplémentaires, et lui-même envisage de faire une telle contribution pour 1976.

Monsieur le Président, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population a grandement contribué à sensibiliser davantage le monde à la nécessité d'adopter des politiques et des programmes démographiques; ce qui a entraîné une expansion marquée de son programme d'activités. Le Canada continue d'accroître son appui financier à ce programme et cherche activement, avec l'administration du Fonds, des mécanismes par lesquels des projets démographiques précis pourraient être préparés.

Dans un autre ordre d'idées, monsieur le Président, mon Gouvernement est heureux de faire partie du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial. Nous avons déjà eu l'occasion de participer à des discussions sur les questions à l'étude sous ce point de l'ordre du jour et pouvons d'ores et déjà appuyer les mesures suivantes:

- la transformation du Comité intergouvernemental en un Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire;

- la modification de l'article 6 du règlement général du Programme alimentaire mondial; et

- la convocation d'une conférence d'annonce des contributions pour l'exercice 1977-1978 du Programme alimentaire mondial en tenant dûment compte de l'objectif recommandé de 750 millions de dollars E.U.

Et enfin, monsieur le Président, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, son directeur exécutif et son personnel, continuent de mériter l'appui total du peuple canadien. Nous félicitons le FISE de l'efficacité avec laquelle il lutte pour satisfaire aux besoins des enfants et des mères des pays en développement, et particulièrement dans les pays les plus gravement touchés par la situation économique actuelle. Pour accroître l'incidence de ses ressources humaines et financières limitées, le Canada a proposé, à la dernière réunion du conseil d'administration du FISE, que celui-ci fasse davantage porter ses efforts sur les besoins des enfants; depuis la conception jusqu'à l'âge de cinq ans.

Nous aimerions en outre rappeler l'appui que le Canada consent aux activités de secours et de reconstruction du FISE dans diverses régions du monde, et notamment dans les régions sahéliennes et dans la péninsule indochinoise. Nous louons les efforts du FISE et d'autres institutions internationales, comme le Programme alimentaire mondial, pour coordonner leurs activités dans le domaine de l'aide alimentaire afin d'éviter les chevauchements et les doubles emplois. Nous serons heureux de participer, le 6 novembre, à la Conférence d'annonce des contributions du FISE où nous prévoyons annoncer une nouvelle augmentation de notre contribution à cet organisme.

Merci, monsieur le Président,



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Government
Publication

Press Release No. 20

Statement in the First Committee
of the Thirtieth Session of the
United Nations General Assembly
by His Excellency Dr. Saul F.
Rae, Ambassador and Permanent
Representative of Canada to the
United Nations
Tuesday, 28 October 1975

The Question of Korea

(CHECK AGAINST DELIVERY)

Allocution prononcée en Première
Commission de la trentième session
de l'Assemblée générale des
Nations Unies par monsieur Saul F.
Rae, ambassadeur et représentant
permanent du Canada près les
Nations Unies,
le mardi 28 octobre 1975.

La question de la Corée

(VERIFIER AU MOMENT DU DISCOURS)

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

THE QUESTION OF KOREA

Introduction

Mr. Chairman, Item 119, "The Question of Korea" is once again being considered by the General Assembly and has been termed, with some justification, one of the residual "Cold War" items on the agenda of this thirtieth anniversary session of the United Nations. Nevertheless, despite its long history there does seem a chance in the course of this anniversary session, indeed the best chance in a very long time, for the United Nations to take some concrete and practical steps to "de-freeze" the cold war on the Korean peninsula.

More specifically, Mr. Chairman, it is the view of the Canadian Government that, after almost thirty years of generally sterile and inconclusive discussion of this question in the United Nations, there is an opportunity this year for the United Nations to facilitate a viable long-term programme of action, for the resolution of the Korean conflict, that could be agreed to by both sides. In our view, the Korean dispute is potentially one of the most dangerous threats to international peace and security anywhere in the world to-day, with the immediate parties to the dispute each having about half a million men under arms, and each with a further million and a half to two million in para-military forces -- totals that far exceed the forces now in the Middle East and that do not take account of those further additional forces, in close proximity, of four major world powers.

Canadian Interest in Question

The interest of the Canadian Government in the Korean question is a long-standing one, stemming originally from the active role which Canada played, as a member of the United Nations Temporary Commission on Korea from 1947 to 1948, in the earliest efforts of the United Nations to achieve the peaceful reunification of Korea after its division at the end of the Second World War. Our interest in the Korean question was then reinforced by the fact that a brigade of Canadian troops fought throughout the Korean conflict under the flag of the United Nations, and Canadians are also very mindful that 378 Canadian soldiers who served with the United Nations Force in Korea now lie buried in Pusan. Canada was one of the 17 countries, including the Republic of Korea, whose forces, in combination, constituted the United Nations Command and thus we have had a legitimate and continuing interest in this Command which was one of the two principal parties to the Military Armistice Agreement. The present Canadian interest in the Korean question also reflects the Canadian Government's

efforts in recent years to pay greater attention to the importance, in Canadian foreign policy, of the Asian and Pacific region and in particular to seek to assist in resolving a dispute that continues to endanger the stability of that region.

On the question of the Military Armistice Agreement, we do not accept the thesis that the only "real parties" thereto were, and are, the DPRK and the United States. It is true that the Agreement was signed by only five persons and that, of those, two were Americans, two were North Koreans and one was Chinese. But let us be clear about one point. Generals Clark and Harrison did not sign the Armistice Agreement specifically on behalf of the United States Government, but in reality on behalf of the United Nations Command, of which the forces of the United States, the Republic of Korea, of Canada and others were part. Indeed, in recognition of that very fact, many of the participants in the UN Command, including Canada, have maintained liaison staffs at the Headquarters of the United Nations Command in Seoul throughout the 22 years since hostilities ceased as visible evidence of their interest in the maintenance of peace in that area. As the Military Armistice Agreement was signed by the United Nations Command and not by the United States Government as such, and as the United Nations Command is the only Allied signature on the 1953 Korean Armistice Agreement, Canada is not prepared to support any move to dissolve the United Nations Command unless adequate measures are taken to maintain an armistice in some form, pending a broader settlement of the problem. Dissolution without such provisions would contribute needlessly to instability in the region. One of the principal reasons why the Canadian Government decided to join its group of co-sponsors is that Resolution 708/Rev. 1 called for the institution of such alternative measures.

Resolution 708/Rev. 1

Mr. Chairman, another reason why Canada is a co-sponsor of the resolution contained in Document A/C.1/L.708/Rev. 1, which calls for the dissolution of the United Nations Command, is precisely because it cannot play an actively constructive role in bringing about the eventual peaceful reunification of the Korean peninsula.

As has been mentioned by various other co-sponsors of Resolution 708/Rev. 1, the co-sponsors of last year's Resolution 3333 announced their intention to take steps to dissolve the United Nations Command. As rightly pointed out by the Ambassador of Australia, one of the most important roles of the United Nations is to promote harmonization. Here we

are trying to remove a symbol which has become a psychological obstacle to the recommencement of negotiations leading towards a peaceful settlement of the Korean question. Accordingly, as an indication of our good faith and even in advance of the formal dissolution of the United Nations Command, steps have already been taken, as was made clear by Ambassador Moynihan the other day, to reduce the manifestations of this Command in Korea. The United Nations flag currently flies over only those few installations directly concerned with the implementation of the Armistice Agreement.

It was with these psychological factors very much in mind that we, along with the other original co-sponsors of Resolution 708, accepted the constructive amendments proposed by France which inter alia explicitly called for the complete cessation, by January 1, 1976, of the practice of flying the United Nations flag over armed forces in Korea. The French amendments were useful to demonstrate, even more conclusively, the earnest desire of the co-sponsors of Resolution 708 to fulfill the undertaking to which we were all committed by last year's Resolution 3333. Canada hopes that the dissolution of the United Nations Command, the last United Nations body involved in the Korean dispute, will remove the United Nations as one of the protagonists, thereby encouraging North and South Korea to negotiate realistically towards a solution of their problem. The removal of the United Nations Command might also allow the United Nations, at a later stage, to perform a mediating role in any dispute which may arise.

Resolution 709

Turning now to the resolution contained in document A/C.1/L. 709, I should like to acknowledge, first of all, that the Resolution submitted by Algeria and other co-sponsors does contain some hopeful elements and indicates that some attention is being given by the supporters of the Democratic People's Republic of Korea to the realities of the situation. Hence the co-sponsors' expressed desire to dissolve the United Nations Command as the agency under which United States troops remain in Korea rather than the issuance of a simple call for the withdrawal of these troops. Our attitude has always been flexible, taking into serious account the views of others, as in the case of our acceptance of the French amendments. The hope has been expressed by a number of speakers in this debate that some kind of consensus approach to the Korean problem can be evolved. We continue to support that goal but we regret that there has not, as yet, been any indication of flexibility from the other side towards a joint settlement. We urge the friends of North Korea to return to a realistic consideration

of this issue and be open to sincere efforts to resolve this difficult and important question.

In their resolution, the allies of the DPRK call for a peace agreement between the "real Parties" in the dispute. In this respect, this year's resolution is a retrogression from that of last year which spoke of the parties "directly concerned". This terminology is not helpful as North Korean statements have made it clear that they consider the "real parties" to be only North Korea and the United States. Canada insists that no settlement of the Korean question is practical or possible without explicit recognition of the legitimate right of the Republic of Korea to negotiate on its own behalf. Recognized by 92 countries, the Republic of Korea represents 34 million people, 65% of all Koreans. It has an advanced, rapidly growing economy with a Gross National Product in 1974 in excess of \$17 billion. The importance and independent existence of the Republic of Korea, therefore, cannot be ignored. South and North Korea are the prime parties in this dispute. Any other assertion merely serves to prolong the dispute by ignoring the reality of the situation. Participation of the two entities in the peninsula is essential to any meaningful resolution of the current impasse.

Considerable attention has been directed, in the course of our debate, to the use of the words "peace agreement" in Resolution 709 and the absence of such phraseology in Resolution 708/Rev. 1 co-sponsored by my Delegation. Although all members of the United Nations are, of course, devoted to the principle of peace, I do not think undue importance should be attached to the presence or absence of particular terminology with respect to the régime which is to supersede the Armistice. When the North/South dialogue was in progress, the DPRK suggested the negotiation of a peace agreement between the two countries. The Republic of Korea responded, in January, 1974, with a proposal for a "Non-Aggression Agreement". In any event, we consider that the precise form of contractual relationship which may be entered into between North and South Korea is a matter exclusively for the two Koreas to negotiate between themselves. Whether that should result in a peace agreement or peace treaty, a non-aggression pact or a treaty of friendly relations is not a matter of direct concern of the United Nations, but essentially a matter for the two Governments in Korea. The most important contribution which the United Nations itself can make is to assist in creating conditions under which negotiations leading towards a political settlement and the peaceful reunification of Korea can be reinstituted. Canada very much regrets that the North/South talks begun in 1972 appear to have come to a halt and urges that they be

reactivated with the positive encouragement of all members of the United Nations.

One of the co-sponsors of Resolution 709 rightly noted in his speech in this Committee that both North and South Korea had renounced the use of force and affirmed their allegiance to the principle of peaceful reunification. He cited their affirmations to this effect as justification for the thesis that there was no need for any machinery to replace the Military Armistice Agreement which would terminate coincident with the dissolution of the United Nations Command. Nevertheless, that speaker also affirmed that his countrymen and the Korean peoples were close comrades-in-arms fighting shoulder-to-shoulder. Mr. Chairman, we share his expressed hope that a peaceful solution will be found to the Korean question, but we are also realistic enough to believe that contingency arrangements should be put in place to safeguard the somewhat-precarious armistice once the United Nations Command has been dissolved. The absence of any provision to monitor the armistice in the period prior to the conclusion of a peaceful settlement is a major omission from Resolution 709.

Issues which have arisen in this Debate

Mr. Chairman, many speakers in this debate have also rightly pointed out that the dissolution of the United Nations Command on January 1, 1976 will not necessarily mean the withdrawal of all foreign forces from South Korea. United States troops will remain in South Korea in accordance with the terms of the Mutual Defence Treaty co-signed by the United States and the Republic of Korea on October 1, 1953, a treaty which was duly registered with the United Nations on May 8, 1956, and appeared as a document in the United Nations Treaty Series. Under international law, it is the undisputed right of a sovereign state to invite any other government under a bilateral agreement to send troops to assist it in the defence of its national territory.

These United States forces are not in South Korea to maintain any so-called "Super Power hegemony in Northeast Asia", but to ensure that there will not be a new outbreak of hostilities which, if it occurred, would be a situation that would come right back to us in the United Nations. Indeed such a renewed outbreak of hostilities would inevitably be inscribed on the agenda of the Security Council as a major threat to international peace, just as it was in June, 1950. As the Foreign Minister of the Republic of Korea pointed out, it is very easy for North Korea to demand

the withdrawal of foreign troops from South Korea, pointing to its own lack of foreign armies on its soil. However, South Korea is not so fortunate to have two powerful allies on its borders ready, under the terms of mutual defence treaties, to assist at once in the event of a renewed outbreak of hostilities.

That having been said, we realize that the stationing of foreign forces on the soil of another country is not a "normal" phenomenon. But the situation in Korea is not "normal" but rather one of tension and instability. We might also note that President Park announced on August 20th of this year that the Republic of Korea would not need American ground, air or naval forces in five years' time. Nevertheless, the substance of this question is one that lies, under international law, within the exclusive competence of the two states concerned and is not the legitimate concern of any third party or third parties, such as the members of the United Nations.

What is of direct concern to the United Nations is the continuing existence, 22 years after the termination of hostilities, of the United Nations Command in the Republic of Korea and the absence of any definitive political settlement. In this context, it should be noted that the United States Secretary of State, Dr. Kissinger, in his September 22 speech in the general debate, made the constructive suggestion that there should be a conference of all concerned parties to discuss not only alternative arrangements to maintain the Military Armistice Agreement after the dissolution of the United Nations Command but also a general political settlement. The Canadian Government, although not directly involved, welcomed the spirit of conciliation exhibited in Dr. Kissinger's proposal and hopes that the friends of North Korea will not dismiss this proposal out of hand.

Conclusion

Mr. Chairman, in my remarks today, I have attempted to explain why Canada is interested in the Korean question and to provide a Canadian perspective on the merits of the two resolutions. We believe that the conditions of instability currently prevailing on the peninsula of Korea are a potential threat to international peace and security. We also believe that the United Nations, which has been charged for almost thirty years with specific responsibilities regarding Korea, should now initiate steps to reduce tensions in the peninsula, to take positive measures to revive the currently-inactive

dialogue between the North and South and to maintain armistice machinery in place in Korea.

Because Resolution 709 lacks specifics -- and lacks specifics precisely in those areas which are of legitimate concern to this body, namely the maintenance of machinery to monitor threats to international peace and security -- we cannot support that resolution and will, in fact, oppose it. The Canadian Delegation commends to all other Delegations Resolution 708/Rev. 1, of which Canada is a co-sponsor, as a resolution which outlines specific steps leading towards a settlement of the Korean problem which can be taken in the immediate as well as in the longer-term future. Our common interest in this world forum is to serve the interests of the people of Korea and help "save succeeding generations from the scourge of war".

Thank you, Mr. Chairman.

Monsieur le Président,

L'Assemblée générale se penche à nouveau sur le point 119, le "Question de Corée", qu'on a pu appeler, non sans raison, un des relicats de la guerre froide à l'ordre du jour de cette trentième session des Nations Unies. Malgré les longs antécédents de la "question de Corée", cette session anniversaire des Nations Unies semble néanmoins présenter beaucoup plus que par le passé des chances de prendre des mesures concrètes et pratiques pour "dégeler" la guerre froide dans la péninsule coréenne.

Plus précisément, monsieur le Président, le Gouvernement du Canada estime qu'après presque trente ans de discussions généralement stériles et interminables sur cette question au sein des Nations Unies, l'Organisation a cette année l'occasion d'élaborer un programme viable d'action à long terme pour la résolution pacifique du conflit coréen que les deux parties pourraient accepter. A notre avis, le conflit coréen constitue l'une des plus dangereuses menaces à la paix et à la sécurité internationales. Chacune des parties immédiates au conflit maintient plus d'un demi-million de soldats sous les drapeaux et dispose en outre d'un million et demi à deux millions d'hommes dans les forces para-militaires; un effectif total qui dépasse largement les forces en présence au Proche-Orient, et cela sans compter les forces de quatre grandes puissances mondiales stationnées à proximité.

Intérêt de cette question pour le Canada

L'intérêt de longue date du Gouvernement du Canada pour la question coréenne découle, à l'origine, du rôle actif que le Canada a assumé en tant que membre de la Commission temporaire des Nations Unies pour la Corée en 1947-1948, dans les premiers efforts des Nations Unies pour amener la réunification pacifique de ce pays divisé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ensuite, la présence d'une brigade de soldats canadiens combattant, tout au long du conflit coréen, sous la bannière des Nations Unies a renforcé notre intérêt pour la question coréenne; les Canadiens n'oublient pas que 378 soldats canadiens, qui ont servi dans la Force des Nations Unies en Corée, sont enterrés à Pusan. Le Canada est l'un des 17 pays, y compris la Corée du Sud, dont les forces conjuguées formaient le commandement des Nations Unies; nous avons donc un intérêt légitime et permanent dans ce commandement qui constituait l'une des deux principales parties à l'Accord d'armistice. L'intérêt actuel du Canada pour la question coréenne reflète également les efforts déployés, par le Gouvernement du Canada au cours des dernières années, pour rehausser l'importance de l'Asie et de la région du Pacifique dans sa politique étrangère, et particulièrement, pour chercher à résoudre un différend qui continue de menacer la stabilité de cette région.

Pour ce qui est de l'Accord d'armistice, nous n'acceptons pas la thèse selon laquelle les seules "parties authentiques" à l'Accord étaient et demeurent la RDPC et les États-Unis. Il est vrai que l'Accord n'a été signé que par cinq personnes dont deux Américains, deux Nord-Coréens et un Chinois. Mais entendons-nous bien sur un point: les généraux Clark et Harrison n'ont pas spécifiquement signé l'Accord d'armistice au nom du Gouvernement des États-Unis, mais bien au nom du commandement des Nations Unies dont faisaient partie les troupes des États-Unis, celles de la République de Corée, du Canada et d'autres pays. En reconnaissance de ce fait et comme preuve tangible de leur intérêt dans le maintien de la paix dans cette région, plusieurs participants au commandement des Nations Unies, y compris le Canada, ont, pendant les 22 années écoulées depuis la fin des hostilités, maintenu un personnel de liaison au siège du commandement des Nations Unies à Séoul. Comme l'Accord d'armistice a été signé par le commandement des Nations Unies, et non par le Gouvernement des États-Unis en tant que tel, et comme le commandement des Nations Unies est le seul signataire allié de l'Accord d'armistice coréen de 1953, le Canada refuse d'appuyer toute démarche visant à le dissoudre, à moins que des mesures appropriées ne soient prises pour maintenir l'armistice d'une façon quelconque en attendant un règlement plus étendu du problème. Sans de telles dispositions, la dissolution contribuerait inutilement à l'instabilité de la région. C'est en grande partie parce que la résolution 708/Rev.1 prévoit de telles mesures de rechange que le Gouvernement du Canada a décidé de se joindre à ses coauteurs.

Résolution 708/Rev.1

Monsieur le Président, une autre raison pour laquelle le Canada co-parraine la résolution énoncée dans le document A/C.1/L.708/Rev.1, qui demande la dissolution du commandement des Nations Unies, est précisément parce qu'à son avis celui-ci ne peut pas jouer un rôle actif et constructif dans l'éventuelle réunification pacifique de la péninsule coréenne.

Comme l'ont mentionné divers autres coauteurs de la résolution 708/Rev.1, les coauteurs de la résolution 3333 de l'an dernier avaient annoncé leur intention de prendre des mesures en vue de dissoudre le commandement des Nations Unies. L'un des rôles les plus importants des Nations Unies, comme l'a à juste titre fait remarquer l'ambassadeur de l'Australie, est de promouvoir l'harmonie. Nous tentons ici de supprimer

un symbole qui est devenu un obstacle psychologique à la reprise des négociations en vue d'un règlement pacifique de la question coréenne. Par conséquent, en signe de bonne foi, même avant la dissolution formelle du commandement des Nations Unies, des mesures avaient déjà été prises, comme l'ambassadeur Moynihan l'a clairement expliqué l'autre jour, pour réduire les marques de ce commandement en Corée. À l'heure actuelle, le drapeau des Nations Unies ne flotte qu'au-dessus des quelques installations reliées directement à l'application de l'Accord d'armistice.

Ces facteurs psychologiques n'ont certes pas été étrangers à notre décision d'accepter, avec les autres co-auteurs initiaux de la résolution 708, les modifications constructives proposées par la France demandant explicitement, entre autres, que la pratique de faire flotter le drapeau des Nations Unies au-dessus des forces armées en Corée cesse complètement au 1er janvier 1976. Les modifications proposées par la France ont montré, de façon encore plus convaincante, le désir sincère des coauteurs de la résolution 708 de réaliser ce à quoi nous nous étions tous engagés par la résolution 3333 de l'an dernier. Le Canada espère que la dissolution du commandement des Nations Unies, dernier élément de participation des Nations Unies au conflit coréen, éliminera les Nations Unies des rangs des antagonistes, encourageant ainsi la Corée du Nord et la Corée du Sud à négocier de façon réaliste en vue de résoudre leur problème. La suppression du commandement permettra peut-être aux Nations Unies d'assumer, ultérieurement, un rôle de médiateur dans tout différend qui pourrait surgir.

Résolution 709

Abordant maintenant la résolution que renferme le document A/C.1/L.709, je dois d'abord reconnaître que la résolution proposée par l'Algérie et les autres coauteurs présente des lueurs d'espoir et indique que les partisans de la République démocratique populaire de Corée prêtent une certaine attention aux réalités de la situation. C'est ainsi que les coauteurs expriment le désir de dissoudre le commandement des Nations Unies en tant qu'organisme en vertu duquel les troupes des États-Unis demeurent en Corée au lieu de simplement réclamer le retrait de ces troupes. Nous avons toujours fait preuve de souplesse dans notre attitude, prenant en sérieuse considération les vues exprimées par les autres, comme dans le cas des modifications proposées par la France. Plusieurs orateurs ont exprimé, au cours de ce débat, l'espoir d'en arriver à une certaine approche consensuelle sur le problème coréen. Nous continuons d'appuyer cet objectif, mais constatons

à regret que l'autre partie n'a pas encore fait preuve de souplesse pour un règlement conjoint. Nous exhortons les amis de la Corée du Nord à revenir à une considération réaliste du problème et de demeurer ouverts aux efforts sincères faits pour résoudre cette grave et difficile question.

Dans leur résolution, les alliés de la RPDC réclament un accord de paix entre les "parties authentiques" au conflit. En ce sens la résolution de cette année représente un pas en arrière par rapport à celle de l'an dernier qui parlait des parties "directement intéressées". Cette terminologie n'est guère utile puisque les Nord-Coréens ont fait clairement ressortir dans leurs déclarations que, pour eux, les "parties authentiques" sont la Corée du Nord et les États-Unis. Le Canada maintient qu'on ne saurait arriver à un règlement de la question coréenne sans que le droit légitime de la République de Corée de négocier en son propre nom ne soit reconnu explicitement. La République de Corée est reconnue par 92 pays et représente 34 millions de personnes, soit 64 pour cent de tous les Coréens; dotée d'une économie avancée et en plein essor, son produit national brut a dépassé 17 milliards de dollars en 1974. On ne saurait donc faire simplement comme si ce pays important et indépendant n'existait pas. La Corée du Sud et la Corée du Nord sont les parties principales de ce conflit. L'affirmation du contraire ne sert qu'à prolonger le différend en ignorant la réalité de la situation. La participation des deux entités de la péninsule est essentielle à toute résolution significative de l'impasse actuelle.

On a accordé beaucoup d'attention au cours de ce débat à l'expression "accord de paix" qui est utilisée dans la résolution 709 et qui ne figure pas dans la résolution 708/Rev.1 co-parrainée par ma délégation. Bien que tous les membres des Nations Unies soient évidemment attachés au principe de la paix, j'estime qu'il ne faut pas attacher une importance indue à la présence ou à l'absence d'une terminologie particulière concernant le régime qui remplacera l'armistice. Pendant que se poursuivait le dialogue nord-sud, la RDPC a proposé la négociation d'un accord de paix entre les deux pays. La République de Corée a répliqué, en janvier 1974, en proposant un "accord de non-agression". Nous considérons de toute manière qu'il appartient exclusivement aux deux Corées de négocier la forme précise de l'entente à conclure entre elles.

Que ces négociations aboutissent à un accord de paix, à un traité de paix, à un pacte de non-agression ou à un traité de relations amicales n'est pas une question qui intéresse directement les Nations Unies, mais bien les deux Gouvernements de la Corée. La principale contribution que les Nations Unies puissent faire est d'aider à créer les conditions nécessaires à la reprise des négociations en vue du règlement politique et de la réunification pacifique de la Corée. Le Canada regrette sincèrement que les pourparlers nord-sud entamés en 1972 semblent interrompus et, avec l'encouragement positif de tous les membres des Nations Unies, demande instamment leur reprise.

L'un des coauteurs de la résolution 709, dans son exposé devant cette Commission, a fait remarquer, avec raison, que la Corée du Nord et la Corée du Sud ont chacune renoncé au recours à la force et affirmé leur attachement au principe de réunification pacifique. Il a fait valoir que ces affirmations viennent étayer la thèse selon laquelle un mécanisme destiné à remplacer l'Accord d'armistice, qui serait révoqué avec la dissolution du commandement des Nations Unies, n'aurait pas sa raison d'être. L'orateur a néanmoins affirmé que ses concitoyens et les Coréens sont des compagnons d'armes étroitement liés qui luttent côte à côte. Monsieur le Président, nous partageons l'espoir qu'il a formulé de trouver une solution pacifique à la question coréenne, mais nous sommes également suffisamment réalistes pour savoir qu'il faut des arrangements prévisionnels pour sauvegarder cette armistice plutôt précaire une fois que le commandement des Nations Unies aura été dissout. L'absence de toute disposition, dans la résolution 709, pour veiller au respect de l'armistice en attendant la conclusion d'un règlement pacifique, constitue une grave lacune.

Questions soulevées au cours de ce débat

Monsieur le Président, plusieurs orateurs, au cours de ce débat, ont fait remarquer avec raison que la dissolution du commandement des Nations Unies le 1er janvier 1976 n'entraînera pas nécessairement le retrait de toutes les forces étrangères de la Corée du Sud. Des troupes des États-Unis demeureront en Corée du Sud conformément au Traité de défense mutuelle signé par les États-Unis et la République de Corée en octobre 1953; traité qui a été dûment déposé auprès des Nations Unies le 8 mai 1956 et publié dans le Recueil des traités des Nations Unies. D'après le droit

international, tout État souverain peut, en vertu d'un accord bilatéral conclu pour l'aider à défendre son territoire national, incontestablement inviter un autre gouvernement à envoyer des troupes sur son territoire.

Ces forces des États-Unis ne sont pas stationnées en Corée du Sud pour maintenir l'"hégémonie d'une superpuissance en Asie du Nord-Est", mais pour prévenir une nouvelle éruption des hostilités qui, si elle devait se produire, rebondirait directement dans le giron des Nations Unies. Une telle reprise des hostilités serait inévitablement inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité comme une grave menace à la paix mondiale, tout comme elle l'a été en juin 1950. Comme l'a fait remarquer le ministre des Affaires étrangères de la République de Corée, il est facile, pour la Corée du Nord, de réclamer le retrait des troupes étrangères de la Corée du Sud en insistant sur l'absence d'armées étrangères sur son territoire. La Corée du Sud n'a toutefois pas l'heur d'avoir deux puissants alliés à ses frontières prêts, aux termes de traités de défense mutuelle, à se porter à son aide en cas de reprise des hostilités.

Ceci dit, nous savons que la présence de forces étrangères sur le territoire d'un autre pays n'est pas "chose normale". Mais la situation en Corée n'est pas "normale"; elle est plutôt caractérisée par la tension et l'instabilité. Le Président Park a lui-même annoncé le 20 août dernier, il est intéressant de le noter, que la République de Corée, dans cinq ans, n'aura plus besoin des forces terrestres, aériennes et navales des États-Unis. Néanmoins, le fond de cette question relève, en droit international, de la compétence exclusive des deux États intéressés et ne constitue pas une préoccupation légitime de tierces parties tels les membres des Nations Unies.

Ce qui constitue une préoccupation immédiate des Nations Unies c'est que, 22 ans après la fin des hostilités, le commandement des Nations Unies dans la République de Corée continue d'exister et qu'aucun règlement politique définitif n'ait été arrêté. Dans ce contexte, il y a lieu de signaler la proposition constructive faite, au cours du débat général, par le secrétaire d'État des États-Unis. M. Kissinger, dans le discours qu'il a prononcé le 22 septembre, a demandé que soit convoquée une conférence de toutes les parties intéressées pour discuter non seulement d'autres arrangements en vue d'assurer le maintien de

l'Accord d'armistice après la dissolution du commandement des Nations Unies, mais aussi d'un règlement politique général. Bien qu'il ne soit pas directement en cause, le Gouvernement du Canada se félicite de l'esprit de conciliation que manifeste la proposition de M. Kissinger et espère que les amis de la Corée du Nord ne la rejeteront pas d'emblée.

Conclusion

Monsieur le Président, j'ai tenté, dans mon exposé, d'expliquer pourquoi le Canada s'intéresse à la question de Corée et d'exprimer quels sont dans l'optique du Canada les avantages des deux résolutions. Nous croyons que les conditions d'instabilité qui règnent actuellement dans la péninsule coréenne menacent la paix et la sécurité internationales. Nous croyons également que les Nations Unies, chargées depuis près de trente ans de responsabilités précises à l'égard de la Corée, doivent maintenant s'efforcer de réduire les tensions qui existent dans la péninsule, de prendre des mesures positives pour ranimer le dialogue interrompu entre le Nord et le Sud, et de maintenir sur place un mécanisme d'armistice.

Parce que la résolution 709 manque, dans les domaines qui légitimement préoccupent cette Organisation, d'éléments précis et concrets pour le maintien d'un mécanisme contrôlant les menaces à la paix et à la sécurité internationales, nous ne saurions l'appuyer; au contraire, nous devons nous y opposer. La délégation du Canada recommande à toutes les autres délégations, la résolution 708/Rev.1, dont le Canada est l'un des coauteurs, comme une résolution qui en vue du règlement du problème coréen, énonce des mesures précises pouvant être prises dans un avenir immédiat ou à plus long terme. Notre intérêt commun dans cette assemblée mondiale est de servir les intérêts du peuple de Corée et de "préserver les générations futures du fléau de la guerre".

Merci, monsieur le Président.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Government
Publication

Communiqué de presse no 21

Allocution prononcée en Troisième
Commission de la trentième session de
l'Assemblée générale des Nations Unies
par Mme Maria Masson, représentante du
Canada,
le mardi 28 octobre 1975

Rapport du Conseil économique et social -
Stupéfiants (projet de résolution
A/C.3/L.2167)

Press Release No. 21

Statement in the Third Committee of
the Thirtieth Session of the United
Nations General Assembly by
Mrs. Maria Masson, Representative of
Canada,
Tuesday, 28 October 1975

Report of the Economic and Social Council -
Narcotic Drugs (Draft Resolution A/C.3/
L.2167)

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

Le Gouvernement du Canada est l'un des co-auteurs du projet de résolution contenu au document A/C.3/L.2167 et pour donner une preuve tangible de son appui, profite de cette occasion pour annoncer qu'il remettra sous peu au Secrétaire général des Nations Unies un chèque au montant de \$200,000. Ce geste représente la contribution du Canada au fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des stupéfiants pour l'année 1976 et constitue notre réponse à l'appel contenu dans le projet de résolution dont nous sommes saisis. Cette somme portera à un million de dollars la contribution totale du Canada à cet organisme au cours des cinq premières années de son existence.

Vous avez appris de M. de Beus, directeur exécutif du Fonds, les détails des programmes mis sur pied, à l'échelle mondiale, pour couvrir les différents aspects de la lutte contre l'abus des stupéfiants. Nous croyons que cette contribution est, pour le Canada, le moyen le plus concret d'aider d'autres pays, moins à même de combattre par leurs propres moyens, ce fléau social qui s'étend à travers le monde.

Monsieur le Président, nous lançons un appel pressant afin que d'autres pays suivent notre exemple et offrent de généreuses contributions à ce Fonds qui, grâce aux buts humanitaires qu'il s'est fixés, démontre que l'on peut soulager aussi bien les narcomanes que les pays frappés par ce fléau et dont le développement économique est entravé parce qu'une population, esclave de l'habitude de la drogue, est incapable de travailler.

A court of law
 holds in law
 that a man
 who is a
 citizen of
 the United States
 is entitled to
 the same rights
 as a citizen
 of any other
 country.

[illegible][illegible]

Mr. Chairman,

The Canadian Government is a co-sponsor of the draft resolution set out in document A/C.3/L.2167 and as concrete evidence of its support takes this occasion to announce that the Secretary-General will shortly receive a cheque for the amount of 200,000 dollars. This gesture represents Canada's contribution to the United Nations Fund for Drug Abuse Control for 1976 and constitutes our early response to the appeal set out in the draft resolution now before us. Canada has now given a total of 1 million dollars to UNFDAC over the five year period of its existence.

You have heard from Dr. de Beus, the executive director of UNFDAC, the details of the world-wide programmes in the fight against drug abuse. We feel that this contribution is the most practical way in which Canada can help other countries, less able to help themselves, to fight this dread social scourge which is spreading around the world.

Mr. Chairman, we strongly urge other countries to follow our example and to contribute generously to this Fund which, with its humanitarian aims, demonstrates that both victim nations, where economic development is being held back by a population unable to work due to enslavement by drug habit, and suffering addicts, can be helped.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Communiqué
Public

CHECK AGAINST DELIVERY

Press Release No. 23
Tuesday, November 4, 1975

Statement in First Committee
of the XXXth Session of the
United Nations General Assembly
By H.E. Mr. W.H. Barton,
Ambassador and Permanent
Representative of Canada to
the Office of the United Nations
at Geneva and to the Conference
of the Committee on Disarmament

DISARMAMENT

Communiqué de Presse n° 23
le mardi, 4 novembre 1975

Déclaration en Première Commission
de la XXX^e session de l'Assemblée
générale des Nations Unies par
S.E. monsieur W.H. Barton,
ambassadeur et représentant permanent
du Canada auprès de l'Office des
Nations Unies à Genève et de la
Conférence du Comité sur le Désarmement

DESARMEMENT

VERIFIER AU MOMENT DU DISCOURS

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. Chairman, this is the thirtieth anniversary of the beginning of the nuclear age and the half-way point in the Decade of Disarmament but we must admit that we have made conspicuously little progress in achieving even a minimal advance towards arms limitation, let alone disarmament.

If the great powers persist in the belief that the path to security is to accumulate an ever-greater capacity for overkill, then sooner or later disaster will result. The consequences of nuclear war will not respect national boundaries. It seems incredible that we should be expected to face the reality that for the foreseeable future the nuclear powers should have the capability to wage a conflict that could obliterate us all. Moreover, we continue to face the danger that nuclear weapons may spread to additional states. Despite the efforts of literally thousands of dedicated people for more than a quarter century to negotiate practical measures of arms limitation and disarmament, the results can at best be described only as peripheral.

Fifteen years ago the United States and the Soviet Union presented us with a joint statement of agreed principles on the goal of disarmament negotiations. The first of these principles was to ensure that disarmament is general and complete and that war is no longer an instrument for settling international problems. The conduct of the negotiations was entrusted to the Eighteen Nation Disarmament Committee. In the intervening years the Committee's membership has grown from 18 to 25 and now to 31, and it has changed its name. But it has seemingly given up in despair on general and complete disarmament and in recent years has occupied itself with a series of so-called collateral measures. Without gainsaying the value of such measures, experience has shown that, even there, little can be accomplished if proposals cut across the freedom of action of the major military powers to do what they want in areas they deem to be of military significance.

Over and over again this Assembly has called for action to limit the arms race, especially in nuclear arms. For many years it has stressed the need, as a step toward nuclear disarmament, for the complete cessation of all nuclear weapon testing. The Assembly will again, at this session, renew its call for a comprehensive test ban. This must not be done merely as a matter of routine but with the genuine conviction that a halt to nuclear weapon testing is one of the most important measures that can be taken to curb the nuclear arms race and to avert the danger of nuclear proliferation. The nuclear weapon states must redouble their efforts to overcome the political and technical problems which have for so long stood in the way of achieving such a ban.

To be effective, a comprehensive test ban treaty must provide adequate means for the nuclear weapon states to assure each other and the world community that they are fully complying with its provisions. It must ensure that any testing or application of nuclear explosions for

peaceful purposes does not contribute to the refinement of existing nuclear weapon arsenals or to the acquisition of nuclear explosive capability by additional states. Agreement by some testing powers to stop their tests should not have to await the participation of all nuclear weapon states. We believe that the two superpowers and as many other nuclear weapon states as possible should enter into an interim agreement, open to all states and containing appropriate provisions to ensure its effectiveness. Parties to such an agreement would halt their nuclear weapon tests at least for a specified time. At the end of that time the agreement could be reviewed to determine whether it should be continued or could be replaced by an agreement involving all nuclear weapon states.

We also look to the superpowers for an early conclusion of their current strategic arms limitation negotiations. The SALT talks are of major importance in helping to further a climate of strategic stability and détente. However, the SALT agreements and negotiations, valuable as they have been, have not yet achieved steps of actual nuclear disarmament. Nor have they halted the momentum of the nuclear arms race.

We are conscious of the difficulty of achieving even gradual measures of nuclear disarmament, but the need for more rapid progress is pressing. Therefore, we again urge the United States and the Soviet Union to conclude their present negotiations and to proceed, as quickly as possible, to achieve concrete steps toward reductions of nuclear weapons.

Mr. Chairman, although the great powers have not yet curbed their nuclear arsenals, most of the other nations of the world have resolutely foresworn the acquisition of nuclear weapons. They recognize that for them any idea that the possession of nuclear weapons would convey real power and influence, or contribute to the attainment of their national goals, is illusory.

We live in an age which accepts the sovereign power of nations as a primary political principle. It is therefore remarkable - indeed inspiring - that more than ninety non-nuclear weapon states have had the courage to join together in adhering to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons as an act of mutual reassurance that they will not develop or acquire nuclear weapons. I submit that, in so doing, they have not derogated from their sovereignty; rather, they have strengthened it by refusing to allow outmoded concepts to stand in the way of common sense. This has been the most significant contribution to the goal of disarmament in the past thirty years.

In May of this year the states party to the Non-Proliferation Treaty carried out a month-long review of its provisions and their

implementation. It was not an easy conference. The non-nuclear weapon states expressed clearly their frustration and impatience that the performance of the nuclear powers toward fulfilling their obligations under the Treaty has been so disappointing. The response of the nuclear weapon states was not encouraging.

However, we are gratified that the Review Conference reaffirmed the vital role of the Treaty as the basic instrument of the non-proliferation system and as the most appropriate framework for international cooperation in the peaceful uses of nuclear energy. The Conference made us acutely aware, however, that if the Treaty is to continue to play this role, all parties, both nuclear weapon states and non-nuclear weapon states, must fully meet their obligations under it.

The number of countries which have ratified the Non-Proliferation Treaty has increased significantly in the past year but unfortunately some forty non-nuclear-weapon states have not yet adhered to it. The barrier against the further spread of nuclear weapons is incomplete. The nuclear programmes of the advanced countries in this group will continue to be a cause of concern to their neighbours and contribute to international tensions, especially if they embark on the development of nuclear explosive devices, no matter how peaceful their professed intent.

Mr. Chairman, I have asserted that adherence to the Non-Proliferation Treaty by non-nuclear-weapon states is not a derogation from their sovereignty but an act of enlightened self-interest. It was with this conviction that Canada and other non-nuclear-weapon states parties to the Treaty undertook, in accordance with Article V of the Treaty, not to acquire nuclear explosive capacity or devices even for peaceful purposes while reserving their right to obtain whatever benefits there may be in the peaceful application of nuclear explosives from nuclear weapon states parties to the Treaty, under appropriate international observation and procedures, through an appropriate international body and pursuant to a special international agreement or agreements. The Non-Proliferation Treaty Review Conference strongly reaffirmed the provisions of Article V. It concluded that the IAEA was the appropriate international body through which potential benefits of peaceful applications of nuclear explosions could be made available to non-nuclear-weapon states. It called on the IAEA to broaden its consideration of this question to include, within its area of competence, all aspects and implications of nuclear explosions for peaceful purposes and to begin consideration of the structure and content of the special international agreement or agreements contemplated in Article V. It attached considerable importance to consideration by the CCD of the arms control implications of nuclear explosions for peaceful purposes. Canada fully supports these conclusions.

The scope for the peaceful uses of nuclear energy poses another crucial question, a question of particular importance to all states in a position to make nuclear materials and technology available to others. The promise foreseen 30 years ago that nuclear energy could be an important tool for the economic and social benefit of mankind is well on the way to fulfilment. But do we have the wisdom to recognize and take action to ensure that the diffusion of nuclear technology, equipment and materials throughout the world for peaceful purposes can be achieved without compounding the danger of nuclear weapons proliferation and of nuclear war?

Canada's response to this question was given recently by Prime Minister Trudeau. He saw it in terms of obligations. As an economically advanced country, Canada wishes to do all it can to help the less developed countries of the world gain a handhold on the technological age. But at the same time the Canadian Government has an obligation to ensure that nuclear materials, equipment or technology from Canadian sources are not diverted to the manufacture of nuclear explosive devices. That is why Canada strongly supports the application of effective safeguards through the International Atomic Energy Agency. Canada firmly believes that efforts by both exporters and importers of nuclear materials, equipment and technology to achieve more effective safeguards on international nuclear cooperation and commerce will greatly facilitate the worldwide development of the peaceful uses of nuclear energy.

As our agenda indicates, there is increasing interest in the potential role of nuclear weapon free zones as a means to prevent nuclear proliferation. Last year this Assembly requested the CCD to undertake a comprehensive study of the question of nuclear weapon free zones in all its aspects and to report to this Session. The report of the Ad Hoc Group of Qualified Governmental Experts is now before us and I should like to register here, as I did in the CCD, our appreciation to the experts for their thorough examination of a complex subject.

The report did identify a number of basic principles with which all experts were agreed, but clearly many unresolved issues and differing opinions still remain. This, in our opinion, underlines the need to deal with each nuclear weapon free zone proposal on its own merits.

As many governments may not have had opportunity to consider the report thoroughly, I shall not comment on its specific contents in any detail at this time except to note that Canada is disappointed that the experts were not able to agree unanimously that an essential principle of any nuclear weapon free zone should be an effective prohibition of the development, acquisition or possession for whatever

purpose of any nuclear explosive device by countries of such a zone.

We have before us several proposals for the creation of specific nuclear weapon free zones. Canada is strongly sympathetic in principle to the desire of their proponents to explore the possibility of establishing such zones. But, in the final analysis, our position on each nuclear weapon free zone arrangement will be determined on a case-by-case basis and will substantially depend on evidence that each proposal emanates from and has the endorsement of most of the countries of the area concerned including its principal military powers, applies to a defined geographic region, prohibits the development or acquisition of nuclear explosive devices by countries of the zone, does not give military advantage to any state or group of states and contains adequate treaty assurances and means to verify that all countries abide by the commitments involved.

This Assembly has repeatedly requested the CCD to negotiate a convention to prohibit the development, production and stockpiling of all chemical weapons. Despite the efforts of several countries in presenting working papers on this subject to the CCD, there has been no real progress in these discussions. We had hoped that the commitment of the USSR and the USA in 1974 to launch a joint initiative on this subject would have produced tangible results by this time. We urge the Assembly to renew its request for negotiations within the CCD and to re-emphasize the priority which member states assign to the conclusion of a convention prohibiting the use of chemical weapons.

Mr. Chairman, a useful aspect of the CCD's work during 1975 was its preliminary discussion with experts of the possibility of prohibiting action to modify the environment for military or other hostile purposes. Canada welcomes the efforts of the USA and the USSR in this field and believes that the CCD should continue its discussions with a view to negotiating a convention.

We have been asked this year to explore another new subject: the possibility of negotiating an agreement to prohibit the development and manufacture of new types of weapons of mass destruction and of new systems of such weapons. Certainly we hope that it will be possible for the international community to avoid the development and manufacture of new kinds of weapons of mass destruction and to achieve effective agreements to that end. However, we find it difficult to foresee what steps or agreements would be most appropriate and how compliance with such agreements could be adequately verified until we have a clear idea of the specific kinds of weapons or weapon systems this proposal envisages. Moreover, we must not forget that nuclear weapon states already have weapons of horrifying destructiveness and that efforts to limit and reduce these existing weapons should have first priority.

While recognizing the overriding danger of nuclear weapons to the entire international community and seeking to avoid the development of other weapons of mass destruction, we must not lose sight of the tragic consequences of the use of conventional weapons over the past thirty years. As the Secretary-General noted in the introduction to his 1975 report on the work of the United Nations, global expenditures on armaments are approaching \$300 billion a year. An overwhelming portion of this amount is being spent for conventional weapons. Weaponry in increasing numbers and sophistication is being acquired by both developed and developing countries.

There have been repeated expressions of concern in this Assembly about ever larger military expenditures. Last year the Assembly received an experts' report on the reduction of military budgets. The report is a useful examination of the technical and conceptual problems involved in the measurement of military expenditures but is only a preliminary examination of a complex subject. We are interested in a suggestion made in the CCD that a comprehensive experts' examination of the definitional and conceptual aspects of this subject might be undertaken under CCD auspices.

While further study is given to the feasibility of the budgetary approach to armament reductions, states should continue to pursue the more traditional approach to arms control of seeking to limit and reduce military force levels. That approach also poses complex problems, but it is important that, wherever political circumstances are favourable, regional efforts be pursued to lower or at least constrain levels of military confrontation. We hope that the recent conclusion of the Conference on Security and Cooperation in Europe will result not only in strengthening détente in Europe but also in substantial progress in the negotiations in Vienna toward force reductions in central Europe. We hope the possibility of lowering military force levels can be pursued in other parts of the world to promote regional stability and mutual security.

During the past few years examination has begun in the context of humanitarian law in armed conflict of the possibility of restricting or prohibiting the use of certain conventional weapons that may cause unnecessary suffering or have indiscriminate effects. Canada is participating actively in the experts and diplomatic conferences dealing with this subject.

Mr. Chairman, I have stressed the growing impatience and frustration felt by most countries - and by Canada no less than any other country - that international efforts to achieve arms control and disarmament measures have produced such meagre results. I have pointed to the special responsibility of the nuclear and other major military

powers in promoting arms limitations and reductions. However, we must not throw up our hands in despair, no matter how acute our frustration and impatience may be. We have to recognize that arms limitation is a highly complex endeavour. Arms control and disarmament measures cannot be effective unless they take full account of the security concerns of the states they affect, of related political conditions, of the complexities of steadily advancing military technology and of the need for states to be adequately assured that the agreements they enter into will be fully implemented by all parties. But these are not reasons for inactivity. They do not excuse governments from showing greater determination in seeking to reduce the levels of their military forces and armaments. We must not accept the continuous growth and spread of armaments as inevitable. We must in this Assembly, in all other disarmament fora in which we participate, and in our collective and individual actions reaffirm our commitment to the disarmament goal.

Monsieur le Président,

Nous en sommes au trentième anniversaire du début de l'ère nucléaire et au point médian de la Décennie du désarmement, mais il faut avouer que nous n'avons guère progressé vers une limitation, même minime, des armements et encore moins vers le désarmement.

Si les grandes puissances s'obstinent à penser que le chemin de la sécurité passe par l'accumulation d'une capacité toujours croissante de surextermination, nous courons inévitablement, à plus ou moins long terme, au désastre. Les conséquences d'une guerre nucléaire ne respecteront pas les frontières nationales.

Il est inconcevable qu'on nous demande d'accepter, pour l'avenir prévisible, que les puissances nucléaires puissent déclencher un conflit qui nous annihilerait tous. Nous continuons en outre de vivre sous la menace de la propagation des armes nucléaires à d'autres Etats. Nonobstant les efforts consacrés par des milliers de personnes dévouées, depuis plus d'un quart de siècle, à la négociation de mesures pratiques de limitation des armes et de désarmement, les résultats obtenus sont, au mieux, marginaux.

Il y a quinze ans, les Etats-Unis et l'Union soviétique nous ont présenté une déclaration conjointe de principes sur lesquels ils s'étaient entendus pour les négociations de désarmement. Le premier de ces principes était de veiller à ce que le désarmement soit général et complet, et que la guerre ne serve plus d'instrument pour régler les problèmes internationaux. La conduite des négociations a été confiée au Comité des dix-huit nations sur le désarmement. Depuis, le nombre de membres est passé de 18 à 25, puis à 31, et le comité a changé de nom. Mais il semble avoir abandonné, par désespoir, l'idée d'un désarmement général et complet pour s'occuper, depuis quelques années, d'une série de mesures "collatérales". Sans nier la valeur de ces mesures, l'expérience a révélé que même là il est difficile de progresser si les propositions entravent la liberté des grandes puissances militaires de faire ce qu'elles veulent dans des domaines qu'elles jugent d'importance militaire.

Cette Assemblée n'a cessé de réclamer des mesures pour limiter la course aux armements, et spécialement aux armes nucléaires. Depuis nombre d'années, elle insiste sur

la nécessité, en tant que premier pas vers le désarmement nucléaire, de mettre un terme à tous les essais d'armes nucléaires. L'Assemblée renouvellera, encore une fois, à cette session, son appel en faveur d'une interdiction totale des essais nucléaires. Elle ne doit pas le faire par simple routine mais avec la conviction réelle que la cessation des essais d'armes nucléaires est une mesure des plus importantes que l'on puisse prendre pour ralentir la course aux armes nucléaires et écarter tout risque de prolifération nucléaire. Les Etats dotés d'armes nucléaires doivent redoubler d'efforts pour surmonter les problèmes politiques et techniques qui, depuis si longtemps, empêchent une telle interdiction.

Pour être efficace, un traité d'interdiction totale des essais nucléaires doit offrir aux Etats dotés d'armes nucléaires les moyens de s'assurer réciproquement et d'assurer la communauté mondiale qu'ils en respectent pleinement les dispositions. Le traité doit garantir que, en aucun cas, les essais ou les explosions nucléaires à fins pacifiques ne contribuent au perfectionnement des arsenaux actuels d'armes nucléaires ou à l'acquisition par d'autres Etats, d'une capacité de procéder à une explosion nucléaire. La conclusion d'une entente entre certaines puissances pour mettre un terme à leurs essais ne doit pas nécessairement attendre la participation de tous les Etats dotés d'armes nucléaires. Nous croyons que les deux superpuissances et autant d'autres Etats dotés d'armes nucléaires que possible devraient conclure un accord provisoire, ouvert à la signature de tous les Etats, renfermant des dispositions capables d'en assurer l'efficacité. Les parties à un tel accord mettraient un terme, au moins pour une période donnée, à leurs essais d'armes nucléaires, après quoi elles pourraient revoir l'accord afin de déterminer s'il y a lieu de le proroger ou de le remplacer par un accord englobant tous les Etats dotés d'armes nucléaires.

Nous espérons aussi que les superpuissances pourront sans plus tarder conclure leurs négociations actuelles sur la limitation des armes stratégiques. Ces pourparlers sont d'une grande importance car leur heureuse issue contribuerait à favoriser un climat de stabilité stratégique et de détente. Aussi précieux qu'ils soient, les accords et les pourparlers de limitation des armes stratégiques (SALT) n'ont pas encore abouti à des mesures de désarmement nucléaire, pas plus qu'ils n'ont ralenti la course aux armements nucléaires.

Nous n'ignorons pas que l'adoption de mesures même progressives de désarmement nucléaire pose des difficultés,

mais il est urgent que cela se fasse. Nous incitons donc, encore une fois, les Etats-Unis et l'Union soviétique à conclure les négociations en cours et de procéder, le plus rapidement possible, à des mesures concrètes de réduction des armes nucléaires.

Monsieur le Président, bien que les grandes puissances n'aient pas encore refréné leurs arsenaux nucléaires, la plupart des autres nations du monde ont résolument renoncé à l'acquisition d'armes nucléaires. Elles reconnaissent qu'il leur serait illusoire de penser que la possession d'armes nucléaires leur donnerait un pouvoir et une influence réels ou contribuerait à la réalisation de leurs objectifs nationaux.

Nous vivons à une époque où le pouvoir souverain des nations est un principe politique élémentaire. Il est par conséquent remarquable, et même encourageant, que plus de quatre-vingt-dix Etats sans armes nucléaires aient eu le courage de s'unir, en adhérant au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dans un acte d'assurance réciproque qu'ils ne mettront au point ni n'acquerront d'armes nucléaires. J'estime qu'ils n'ont pas, ce faisant, abandonné une seule parcelle de leur souveraineté; au contraire ils l'ont renforcée en refusant de laisser des notions démodées gêner l'exercice de leur bon sens. C'est, depuis trente ans, la contribution la plus importante à l'objectif du désarmement.

En mai dernier, les Etats parties au Traité de non-prolifération ont consacré un mois à en examiner les dispositions et leur mise en oeuvre. Ce ne fut pas une conférence de tout repos. Les Etats sans armes nucléaires ont exprimé clairement la frustration et l'impatience que suscite chez eux la façon plus que décevante dont les puissances nucléaires remplissent les obligations qui leur sont dévolues en vertu du Traité. La réaction des Etats dotés d'armes nucléaires n'a d'ailleurs pas été encourageante.

Il est toutefois réconfortant que la Conférence de révision ait réaffirmé le rôle vital du Traité en tant qu'instrument de base du système de non-prolifération et en tant que cadre le plus approprié à la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. Nous y avons cependant senti clairement que, pour que le Traité puisse continuer de jouer ce rôle, toutes les parties, les Etats dotés d'armes nucléaires et ceux qui en sont dépourvus, doivent remplir pleinement les obligations qu'il leur impose.

Le Traité de non-prolifération a été ratifié par un nombre considérable de pays depuis un an, mais une quarantaine d'Etats sans armes nucléaires n'y ont malheureusement pas encore adhéré.

L'endiguement de la propagation des armes nucléaires est incomplet. Les programmes nucléaires des pays les plus avancés de ce groupe continueront de préoccuper leurs voisins et de contribuer aux tensions internationales, surtout si ces pays, aussi pacifiques que soient leurs intentions, entreprennent de mettre au point des dispositifs explosifs nucléaires.

Monsieur le Président, j'ai affirmé que l'adhésion des Etats sans armes nucléaires au Traité de non-prolifération ne constitue pas une atteinte à leur souveraineté mais bien un acte d'intérêt national éclairé. C'est avec cette conviction que le Canada et d'autres Etats non dotés d'armes nucléaires, parties au Traité, se sont engagés conformément à l'article V du Traité, à ne pas acquérir, ni obtenir la capacité de fabriquer des dispositifs explosifs nucléaires, même à des fins pacifiques. Ces Etats conservent cependant le droit, sous surveillance internationale et selon les procédures internationales appropriées, par l'entremise d'un organisme international convenable et conformément à un accord international spécial ou à des accords internationaux spéciaux, de tirer parti des avantages qu'offre l'application pacifique des explosifs nucléaires des Etats dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité.

La Conférence de révision du Traité de non-prolifération a réaffirmé avec force les dispositions de l'article V. Elle est arrivée à la conclusion que l'AIEA constitue l'organisme international adéquat par l'entremise duquel les avantages pouvant découler de l'application pacifique des explosions nucléaires peuvent être mis à la disposition des Etats non dotés d'armes nucléaires. Elle a invité l'AIEA à élargir son optique de façon à englober, dans son domaine de compétence, tous les aspects et les implications des explosions nucléaires à fins pacifiques et à commencer à se pencher sur la structure et la teneur de l'accord international spécial ou des accords internationaux spéciaux envisagés à l'article V. La Conférence de révision a attaché une importance considérable à l'étude, par la CCD, des conséquences, pour le contrôle des armements, des explosions nucléaires à fins pacifiques. Le Canada appuie pleinement ces conclusions.

Le vaste champ d'application pacifique de l'énergie nucléaire pose une autre question cruciale, particulièrement pour les Etats qui sont en mesure d'offrir les matériaux et la technologie nucléaires. La promesse que l'énergie nucléaire offrait il y a trente ans, celle de devenir un instrument important pour le progrès économique et social de l'humanité, est en train de se réaliser. Mais avons-nous la sagesse voulue pour le reconnaître et faire en sorte que la diffusion de la technologie, de l'équipement et des matériaux nucléaires à des fins pacifiques dans le monde entier se réalise sans multiplier le danger de la prolifération des armes nucléaires et les risques de guerre nucléaire?

Le Canada a récemment répondu à cette question par la bouche de son premier ministre, monsieur Trudeau; pour lui c'est une question d'obligations. En tant que pays économiquement avancé, le Canada veut faire tout ce qu'il peut pour aider les pays moins développés du monde à franchir le seuil de l'ère technologique. Mais en même temps, il incombe au Gouvernement du Canada de faire en sorte que les matériaux, l'équipement et la technologie nucléaires ne soient pas détournés vers la fabrication de dispositifs explosifs nucléaires. C'est pourquoi le Canada appuie fermement l'application par l'Agence internationale de l'énergie atomique, de garanties efficaces. Il croit fermement que les efforts déployés par les importateurs et les exportateurs de matériaux, d'équipement et de technologie nucléaires, pour en arriver à des garanties plus efficaces à l'égard de la coopération et du commerce nucléaires internationaux faciliteront beaucoup le développement mondial des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Comme l'indique notre ordre du jour, les possibilités qu'offrent les zones exemptes d'armes nucléaires en tant que moyen de prévenir la prolifération des armes nucléaires suscitent de plus en plus d'intérêt. L'an dernier, l'Assemblée a demandé à la CCD d'entreprendre une étude, complète et sous tous ses aspects, de la question des zones exemptes d'armes nucléaires et de faire rapport à la session en cours. Nous sommes maintenant saisis du rapport du Groupe spécial d'experts gouvernementaux et je voudrais ici, comme je l'ai fait à la CCD, les remercier de l'examen approfondi d'un sujet fort complexe.

Bien que le rapport ait cerné un certain nombre de principes de base sur lesquels tous les experts se sont entendus, il reste plusieurs problèmes à résoudre et des divergences d'opinion à concilier, ce qui fait ressortir, à notre avis, la nécessité de juger chacune des propositions visant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires, selon ses propres mérites.

Comme plusieurs gouvernements n'ont peut-être pas eu l'occasion d'examiner entièrement le rapport, je ne m'arrêterai pas, pour l'instant, aux détails de son contenu. Le Canada est cependant déçu de constater que les experts n'ont pu, à l'unanimité, s'entendre pour dire que l'interdiction efficace de la mise au point, de l'acquisition ou de la possession, à quelque fin que ce soit, de tout dispositif explosif nucléaire, par les pays qui la composent, constitue l'un des principes essentiels de toute zone exempte d'armes nucléaires.

Nous sommes saisis de plusieurs propositions visant la création de zones exemptes d'armes nucléaires. En principe, le Canada est tout à fait favorable au désir que manifestent leurs auteurs d'examiner la possibilité de créer de telles zones. Mais, en dernière analyse, notre position à l'égard de chaque zone exempte d'armes nucléaires envisagées sera fondée sur les mérites de chaque cas. Elle dépendra en grande partie de la mesure dans laquelle chaque proposition

- émane et a l'appui de la plupart des pays de la région en cause, et notamment des principales puissances militaires;

- porte à une région géographique bien délimitée;

- interdit la mise au point ou l'acquisition de dispositifs explosifs nucléaires par les pays de la zone;

- ne donne pas d'avantages militaires à un pays ou à un groupe de pays; et,

- renferme suffisamment de garanties et de moyens de s'assurer que tous les pays respectent les engagements pris.

Cette Assemblée n'a cessé de demander à la CCD de négocier une convention interdisant la mise au point, la production et le stockage de toutes les armes chimiques. Malgré les efforts déployés par plusieurs pays, qui ont présenté des documents de travail sur cette question à la CCD, les discussions n'ont guère progressé. Nous espérons que

l'engagement pris par l'URSS et les Etats-Unis en 1974, de lancer une initiative conjointe à cet égard aurait donné des résultats tangibles à l'heure actuelle. Nous incitons l'Assemblée à réitérer sa demande de négociations au sein de la CCD et d'insister à nouveau sur l'importance que les Etats membres accordent à la conclusion d'une convention interdisant le recours aux armes chimiques.

Monsieur le Président, les discussions préliminaires avec les experts sur la possibilité d'interdire toute action visant à modifier l'environnement à des fins militaires ou à d'autres fins hostiles constituent l'un des aspects utiles du travail de la CCD au cours de 1975. Le Canada félicite les Etats-Unis et l'URSS des efforts déployés à cet effet et estime que la CCD doit poursuivre ses discussions en vue de négocier une convention.

On nous demande cette année d'examiner une nouvelle question: la possibilité de négocier un accord interdisant la mise au point et la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et de nouveaux systèmes faisant appel à de telles armes. Nous espérons de tout coeur que la communauté internationale pourra éviter la mise au point et la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive et conclure des accords efficaces à cette fin. Il nous est toutefois difficile de prévoir les mesures ou les accords qui seraient les plus appropriés et comment l'on pourrait contrôler adéquatement le respect de ces accords tant que nous n'aurons pas une idée précise du type d'armes ou de systèmes d'armes en cause. Il ne faut pas oublier, par ailleurs, que les Etats dotés d'armes nucléaires disposent déjà d'armes d'une capacité de destruction horrifiante et que les efforts visant à limiter et à réduire les armes existantes devraient avoir la priorité.

Tout en reconnaissant le danger prédominant des armes nucléaires pour la communauté internationale entière et en s'efforçant d'éviter la mise au point d'autres armes de destruction massive, il ne faut pas oublier les conséquences tragiques du recours aux armes classiques au cours des trente dernières années. Comme le Secrétaire général l'a fait remarquer dans l'introduction à son rapport de 1975 sur les activités des Nations Unies, les dépenses mondiales au titre des armements atteignent presque 300 milliards de dollars par année. La majeure partie de ces fonds est consacrée aux armes classiques. Tant les pays développés que les pays en développement se dotent d'armes dont le nombre et le raffinement ne cessent de croître.

Nombreux sont ceux qui ont exprimé devant cette Assemblée les préoccupations que leur inspire l'accroissement constant des dépenses militaires. L'an dernier, un rapport d'experts sur la réduction des budgets militaires a été déposé devant l'Assemblée. Il constitue un examen utile des difficultés qu'il y a, sur les plans techniques et conceptuels, à mesurer les dépenses militaires, mais il ne s'agit que d'un examen préliminaire d'une question complexe. Une suggestion faite à la CCD pour que des experts entreprennent, sous les auspices de la CCD, un examen complet des définitions et des concepts en cause, nous paraît intéressante.

Pendant que l'on continue d'étudier les possibilités de réduction des armements qu'offre l'approche budgétaire, les Etats doivent poursuivre l'approche plus classique de contrôle des armements et chercher à limiter et à réduire le niveau des forces militaires. Cette approche soulève des problèmes complexes, mais il importe que, là où la situation politique s'y prête, l'on continue de déployer, sur le plan régional, des efforts pour réduire ou au moins contenir le niveau de l'affrontement militaire. Nous espérons que la conclusion récente de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe renforcera non seulement la détente en Europe, mais fera aussi avancer les négociations, en cours à Vienne, en vue de réduire les forces en Europe centrale. Nous espérons également, afin de promouvoir la stabilité régionale et la sécurité mutuelle des parties en cause, que soit envisagée la possibilité de réduire le niveau des forces armées dans d'autres parties du monde.

On examine, depuis quelques années déjà, dans le contexte du droit humanitaire en cas de conflit armé, la possibilité de restreindre ou d'interdire le recours à certaines armes classiques qui peuvent causer des souffrances inutiles ou frapper sans faire de distinction. Le Canada participe activement aux réunions d'experts et aux conférences diplomatiques sur cette question.

Monsieur le Président, j'ai insisté sur l'impatience et la frustration croissantes que ressentent nombre de pays, et le Canada non moins que les autres, devant les piètres résultats auxquels ont abouti les efforts internationaux en vue de prendre des mesures de contrôle des armements et de désarmement. J'ai signalé la responsabilité spéciale qu'ont les puissances nucléaires et les autres grandes puissances militaires de promouvoir la limitation et la réduction des armements. Il ne faut cependant pas, quel que soit notre

degré de frustration et d'impatience, se laisser aller au désespoir. Il faut reconnaître que la limitation des armements est une entreprise fort complexe. Pour être efficaces, les mesures de contrôle des armements et de désarmement doivent tenir pleinement compte des préoccupations de sécurité des Etats qu'elles touchent, des conditions politiques connexes, des complexités qu'engendre le perfectionnement constant de la technologie militaire et, de la nécessité pour les Etats qui adhèrent à des accords d'avoir l'assurance qu'ils seront pleinement respectés par toutes les parties. Mais ce ne sont pas des raisons pour rester inactifs. Elles n'empêchent pas les gouvernements de faire preuve d'une plus grande détermination lorsqu'ils cherchent à réduire le niveau de leurs forces militaires et de leurs armements. Nous ne devons pas accepter la croissance et la propagation constantes des armements comme une chose inévitable. Nous devons, au sein de cette Assemblée, et dans toutes les autres assemblées sur le désarmement auxquelles nous participons, ainsi que dans nos actions collectives et individuelles, réaffirmer notre attachement au principe du désarmement.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Communiqué
Publié

Press Release No. 23-A

Canada Warns of Disaster
if Nuclear Proliferation Not
Controlled Immediately

(Ref.: 751-5600, extension 741)

Communiqué de Presse n° 23-A

Le Canada fait une sérieuse
mise en garde: le monde court
au désastre si la prolifération
des armes nucléaires n'est pas
contrôlée immédiatement

(Réf.: 751-5600, poste 741)

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Canada and most other nations are impatient and frustrated by the meagre results of international arms control and disarmament efforts, according to Canada's Ambassador and Permanent Representative to the Office of the United Nations at Geneva and to the Conference of the Committee on Disarmament, Mr. W.H. Barton. He was speaking today in the United Nations First Committee debate on disarmament at United Nations headquarters in New York.

"If the great powers persist in the belief that the path to security is to accumulate an ever-greater capacity for overkill", he said, "then sooner or later disaster will result. The consequences of nuclear war will not respect national boundaries. It seems incredible that we should be expected to face the reality that for the foreseeable future the nuclear powers should have the capability to wage a conflict that could obliterate us all. Moreover, we continue to face the danger that nuclear weapons may spread to additional states".

Mr. Barton reaffirmed Canada's strong support for the Non-Proliferation Treaty (NPT) and commended the more than 90 non-nuclear weapon states that are parties to that Treaty. By undertaking not to develop or acquire nuclear weapons, they had not derogated from their sovereignty, he said. "Rather, they have strengthened it by refusing to allow outmoded concepts to stand in the way of common sense". However, some 40 countries had not adhered to the Treaty and their nuclear programmes would contribute to international tensions, especially if they develop nuclear explosive devices, no matter how peaceful their professed intent.

He said that the conference held last May in Geneva to review the Non-Proliferation Treaty had "reaffirmed the vital role of the Treaty as the basic instrument of the non-proliferation system and as the most appropriate framework for international co-operation in the peaceful uses of nuclear energy". But he warned that if the Treaty were to continue to play this role all parties, including both nuclear weapon and non-nuclear weapon states, must fully meet their obligations under it.

The Canadian Ambassador urged the United Nations to call again this year for an agreement to end all nuclear weapons testing. As a step toward a comprehensive test ban, he called on the two superpowers and as many other nuclear weapon states as possible to enter into an interim agreement to halt their nuclear weapons testing at least for a specified time. Such an agreement, he said, should be open to all states and contain appropriate provisions to ensure

its effectiveness. At the end of that time the agreement could be reviewed to determine whether it should be continued or could be replaced by an agreement involving all nuclear weapon states.

He also urged the USA and USSR to conclude their present strategic arms limitation negotiations and "to proceed, as quickly as possible, to achieve concrete steps toward reductions of nuclear weapons".

He hoped that the conclusion of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE) would result not only in strengthening détente, but also in substantial progress in the negotiations in Vienna toward force reductions in central Europe.

The scope for the peaceful uses of nuclear energy, Mr. Barton said, posed a crucial question for all states able to make nuclear materials and technology available to others. It was necessary to ensure that the diffusion of nuclear technology, equipment and materials for peaceful purposes be achieved without compounding the danger of nuclear weapons proliferation. "Canada wishes to do all it can to help the less-developed countries gain a handhold on the technological age. But at the same time the Canadian government has an obligation to ensure that nuclear materials, equipment or technology from Canadian sources are not diverted to the manufacture of nuclear explosive devices. That is why Canada strongly supports the application of effective safeguards through the International Atomic Energy Agency". Canada believes, he said, that more effective safeguards will greatly facilitate the worldwide development of the peaceful uses of nuclear energy.

Ambassador Barton went on to emphasize Canada's full support for the NPT provision that non-nuclear weapon states party to the Treaty will not acquire nuclear explosive capacity for whatever purpose. While these states have the right to obtain from the nuclear weapon states whatever benefits there may be from the peaceful application of nuclear explosions they will do so only through an appropriate international body and under a special international agreement or agreements and international observation and procedures.

Canada was strongly sympathetic in principle to proposals for the creation of nuclear-weapon-free zones, but Canada's position on each proposal would be determined on a case-by-case basis, the Canadian Ambassador said.

He urged that continued efforts be made to negotiate conventions to prohibit the use of chemical weapons and action to influence

the environment for military and other hostile purposes. He also drew attention to the growth of global armaments expenditures and to the tragic consequences of the use of conventional weapons over the past 30 years. In the context of humanitarian law in armed conflicts, Canada was participating actively in examining the possibility of restricting or prohibiting the use of certain conventional weapons that may cause unnecessary suffering or have indiscriminate effects.

Ambassador Barton stressed that countries must not throw up their hands in despair no matter how acute their frustrations and impatience with the meagre results of international arms control efforts become. Arms limitation was a highly complex endeavor. Arms control and disarmament measures could not be effective unless they took full account of the security concerns of the states they affected, of related political conditions, of the complexities of steadily advancing military technology and of the need for states to be adequately assured that the agreements they entered into would be fully implemented by all parties.

"But these are not reasons for inactivity," he emphasized. "We must not accept the continuous growth and spread of armaments as inevitable. We must in this assembly, in all other disarmament fora in which we participate, and in our collective and individual actions reaffirm our commitment to the disarmament goal".

Le Canada et la plupart des autres nations éprouvent, devant les piètres résultats auxquels ont abouti les efforts internationaux de contrôle des armements et de désarmement, des sentiments d'impatience et de frustration. C'est ce qui ressort d'un discours que l'ambassadeur et représentant permanent du Canada près l'Office des Nations Unies à Genève, monsieur W.H. Barton, prononçait aujourd'hui au cours du débat sur le désarmement devant la Première Commission des Nations Unies au siège de l'ONU à New York.

"Si les grandes puissances s'obstinent à penser que le chemin de la sécurité passe par l'accumulation d'une capacité toujours croissante de surextermination", a-t-il dit, "nous courons inévitablement, à plus ou moins long terme, au désastre. Les conséquences d'une guerre nucléaire ne respecteront pas les frontières nationales. Il est inconcevable qu'on nous demande d'accepter, pour l'avenir prévisible, que les puissances nucléaires puissent déclencher un conflit qui nous annihilerait tous et qu'en outre nous continuions de vivre sous la menace de la propagation des armes nucléaires à d'autres États".

M. Barton a réaffirmé le ferme appui du Canada au Traité de non-prolifération et mentionné, en faisant leur éloge, que plus de quatre-vingt-dix pays sans armes nucléaires sont parties au TNP. En s'engageant à ne pas mettre au point ni à acquérir d'armes nucléaires, ces pays n'ont pas abandonné une seule parcelle de leur souveraineté. "Au contraire," a-t-il poursuivi, "ils l'ont renforcée en refusant de laisser des notions démodées gêner l'exercice du bon sens". Toutefois, une quarantaine de pays n'ont pas encore adhéré au traité et leurs programmes nucléaires risquent de contribuer aux tensions internationales, surtout si ces pays, aussi pacifiques que soient leurs intentions, mettent au point des dispositifs explosifs nucléaires.

M. Barton a ajouté que la conférence, tenue en mai dernier pour examiner le TNP, a "réaffirmé le rôle vital du traité en tant qu'instrument de base du système de non-prolifération et en tant que cadre le plus approprié à la coopération internationale dans les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire". Il a cependant fait une mise en garde en disant que, pour que le traité puisse continuer de jouer ce rôle, toutes les parties, les États dotés d'armes nucléaires et ceux qui en sont dépourvus, doivent remplir pleinement les obligations qu'il leur impose.

L'ambassadeur du Canada a prié l'Organisation des Nations Unies de renouveler, encore une fois, son appel en faveur d'un accord

d'interdiction totale d'essai des armes nucléaires. Il a invité les deux superpuissances et, autant que possible, d'autres Etats dotés d'armes nucléaires à conclure, en tant que premier pas vers une interdiction complète des essais, un accord provisoire mettant un terme, au moins pendant une période déterminée, à leurs essais nucléaires. Un tel accord, a-t-il dit, devrait être ouvert à la signature de tous les Etats et renfermer des dispositions capables d'en assurer l'efficacité. A l'expiration de l'accord, les parties pourraient le revoir afin de déterminer s'il y a lieu de le proroger ou de le remplacer par un accord englobant tous les Etats dotés d'armes nucléaires. Il a aussi invité les Etats-Unis et l'URSS à conclure leurs négociations actuelles sur la limitation des armes stratégiques et à "procéder, le plus rapidement possible, à des mesures concrètes de réduction des armes nucléaires".

M. Barton a exprimé l'espoir que la conclusion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe contribuera non seulement à renforcer la détente en Europe, mais aussi à faire avancer les négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale.

Le champ d'application pacifique de l'énergie nucléaire, a affirmé M. Barton, pose une question cruciale aux Etats qui sont en mesure d'offrir aux autres Etats les matériaux et la technologie nucléaires. Il est nécessaire que la diffusion de la technologie, de l'équipement et des matériaux nucléaires à des fins pacifiques se réalise sans multiplier le danger de la prolifération des armes nucléaires. "Le Canada veut faire tout ce qu'il peut pour aider les pays moins développés à franchir le seuil de l'ère technologique. Mais en même temps, il incombe au Gouvernement du Canada de faire en sorte que les matériaux, l'équipement et la technologie nucléaires ne soient pas détournés vers la fabrication de dispositifs explosifs nucléaires. C'est pourquoi le Canada appuie fermement l'application, par l'Agence internationale de l'énergie atomique, de garanties efficaces." Le Canada estime, d'ajouter M. Barton, que des garanties plus efficaces faciliteront grandement le développement mondial des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

L'ambassadeur Barton a ensuite réaffirmé l'appui total du Canada envers la disposition du TNP en vertu de laquelle les Etats parties au traité s'engagent à ne pas acquérir, ni obtenir la capacité de fabriquer des dispositifs explosifs nucléaires, même à des fins pacifiques. Bien que ces Etats aient le droit d'obtenir, des Etats dotés d'armes nucléaires, les avantages qu'offre l'application pacifique des explosifs nucléaires, ils ne le feront que par l'entremise d'un organisme international approprié, conformément à un

accord international approprié ou à des accords internationaux appropriés, sous surveillance internationale et selon les procédures internationales appropriées.

Le Canada est tout à fait favorable, en principe, aux propositions visant la création de zones exemptes d'armes nucléaires, mais sa position à l'égard de chaque proposition sera fondée sur les mérites de chacune, de déclarer l'ambassadeur du Canada.

Après avoir exhorté les pays membres à poursuivre leurs efforts pour négocier des conventions interdisant le recours aux armes chimiques et les modifications de l'environnement à des fins militaires et à d'autres fins hostiles, il a fait ressortir la croissance des dépenses consacrées aux armements dans le monde et les conséquences tragiques du recours aux armes classiques au cours des trente dernières années. Dans le contexte du droit humanitaire en cas de conflit armé, le Canada participe activement aux travaux sur les possibilités de restreindre ou d'interdire l'utilisation de certaines armes classiques qui peuvent causer des souffrances inutiles ou frapper sans distinction.

L'ambassadeur Barton a prié les pays de ne pas se laisser aller au désespoir, quel que soit leur degré de frustration et d'impatience devant les piètres résultats des efforts de contrôle des armements. La limitation des armements est une question fort complexe; pour être efficaces, les mesures de contrôle des armements et de désarmement doivent tenir pleinement compte des préoccupations de sécurité des États qu'elles touchent, des conditions politiques connexes, des complexités de la technologie militaire qui ne cesse de se raffiner, et de la nécessité, pour les États qui adhèrent à des accords, d'avoir l'assurance que les dispositions en seront pleinement respectées par toutes les parties.

"Mais ce ne sont pas des raisons pour rester inactifs", a-t-il conclu. "Nous ne devons pas accepter la croissance et la propagation constantes des armements comme une chose inévitable. Nous devons, au sein de cette Assemblée, et dans toutes les autres assemblées sur le désarmement auxquelles nous participons, ainsi que dans nos actions collectives et individuelles, réaffirmer notre attachement au principe du désarmement."



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Fédéral

Communiqué de presse no 24

Déclaration faite à la Conférence d'annonce des contributions au Programme des Nations Unies pour le développement par madame Monique Bégin, secrétaire parlementaire du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures et représentante du Canada, le mercredi 5 novembre 1975.

Contribution du Canada au PNUD

Press Release No 24

Statement at the 1975 Pledging Conference of the United Nations Development Program by Miss Monique Bégin, M.P., Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs, Representative of Canada, Wednesday, November 5, 1975.

Canadian Pledge to UNDP

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

Chaque année, à l'occasion de la Conférence d'annonce des contributions, le Canada a le plaisir de réaffirmer son appui constant au Programme des Nations Unies pour le développement. L'année 1975 a été une année de grandes réalisations pour le PNUD. Lors de sa vingtième session, le conseil d'administration a fait preuve d'une attitude constructive en adoptant un nouveau mandat qui donnera plus de souplesse à ses opérations futures. De son côté, le personnel des bureaux extérieurs, du siège et des autres organismes a travaillé avec diligence pour améliorer sensiblement le rendement du PNUD sur le plan de la mise en oeuvre.

Le succès même de ces efforts pose de nouveaux défis importants. Pour la première fois peut-être, le rythme de la mise en oeuvre des programmes du PNUD dépasse les ressources disponibles. Il devient de plus en plus évident que le petit groupe de fidèles donateurs ne saurait soutenir seul les taux de croissance prévus pour le PNUD, et encore moins donner au programme l'impulsion nécessaire pour combler les vastes besoins du Tiers-Monde. Pour assurer à ce programme le taux de croissance nécessaire, il faudrait que les pays dont la situation économique s'est grandement améliorée augmentent considérablement leurs contributions, que certains pays suppriment les restrictions touchant la convertibilité de leurs contributions et que d'autres pays, qui sont en mesure de contribuer, acceptent de voir au-delà des préoccupations politiques dont ils se servent pour justifier leur non-participation; il faudrait en outre que les contributions des pays développés correspondent davantage à leurs capacités et que les donateurs de longue date maintiennent leur ferme appui. Pour que le nom de "Programme des Nations Unies pour le développement" reflète une réalité, le programme doit jouir d'un appui ouvert et généreux de la part de tous les membres de l'Organisation.

Monsieur le Président, le Canada est prêt à faire sa part pour relever le défi. Pour ce faire, il augmentera, en 1976, sa contribution ordinaire de 4 millions et demi de dollars canadiens, une majoration de 18.7 p. 100 par rapport à 1975, pour la porter à un total de 28 millions et demi. En plus de sa contribution ordinaire, le Canada consentira de nouveau, au cours de l'année qui vient, une somme supplémentaire d'un demi-million de dollars canadiens pour des projets dont le but est d'accélérer le développement des pays les moins développés. La contribution totale du Canada pour 1976 sera donc de 29 millions de dollars canadiens.

Monsieur le Président, la préoccupation du Canada pour les besoins spéciaux des pays les moins développés et les Etats nouvellement indépendants est l'une des principales considérations qui motivent cette importante majoration de sa contribution. Toutefois, ces engagements sont sujets à l'approbation éventuelle des affectations de crédits par le Parlement canadien.

Mr. President,

Each year at this Pledging Conference Canada has the pleasure to reconfirm its continuing support for the United Nations Development Programme. 1975 has been a year of great accomplishment for the UNDP. The Governing Council at its 20th session worked constructively to adopt a mandate which will provide a new flexibility for future operations. At the same time, field, headquarters, and agency personnel have worked diligently to achieve a major improvement in the program's implementation performance.

These very successes pose in themselves significant new challenges. For perhaps the first time, implementation of the UNDP's programmes is outpacing available resources. It is increasingly clear that the small group of traditional donors cannot in themselves sustain the targetted growth rates for the UNDP, let alone move the programme dramatically forward to meet the extensive needs of the developing world. Only if countries now experiencing much more favourable economic conditions substantially increase their contributions; only if some countries remove the restrictions on the convertibility of their contributions; only if some potential contributors are prepared to overlook the political concerns by which they justify their failure to participate; only if developed countries contribute in a manner more consistent with their ability to pay; and only if the traditional donors maintain their strong support can this programme achieve the required growth rate. Support for the UNDP must be both open and generous, and as broad as the U.N. membership itself, if it is to live up to its name as the U.N. Development Programme.

Mr. President, Canada is prepared to do its share in meeting this challenge. For 1976, we will increase our regular contribution by Canadian \$4.5 million to a total of Canadian \$28.5 million. This

represents an 18.7 percent increase over 1975. In addition to the regular contribution, Canada will contribute again in the coming year a supplementary sum of Canadian \$500,000 to be used for projects designed to accelerate the development of the least developed countries. Thus the total Canadian contribution for 1976 will be Canadian \$29 million.

Mr. President, one of the prime considerations behind this major increase in the Canadian pledge is our concern with the special needs of the least developed countries and the newly independent states. All of these commitments are subject to the eventual appropriation of funds by the Canadian Parliament.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publications

Communiqué de presse numéro 24-A

le 5 novembre 1975

Hausse de la contribution du Canada
au Programme des Nations Unies pour
le Développement

Press Release No. 24-A

5 November 1975

Canada pledges increase in its UNDP
contribution

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Le secrétaire parlementaire du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, madame Monique Bégin, annonce aujourd'hui que le gouvernement du Canada s'engage à augmenter, en 1976, de quatre millions et demi de dollars sa contribution annuelle au PNUD.

Rappelant les besoins de plus en plus pressants des pays du Tiers-Monde, madame Bégin a lancé un appel aux pays dont la situation économique s'est grandement améliorée afin que ceux-ci augmentent considérablement leurs contributions.

"Il devient de plus en plus évident que le petit groupe de fidèles donateurs ne saurait soutenir seul les taux de croissance prévus pour le PNUD", a-t-elle ajouté.

La contribution totale du Canada, qui se chiffre pour 1975 à \$24.5 millions, correspond à environ six p. 100 du total des contributions de tous les pays. La contribution annoncée aujourd'hui est incluse dans les crédits de l'Agence canadienne de Développement international et devra recevoir l'approbation du Parlement.

Commentant les modalités du programme, le secrétaire parlementaire a rappelé que la stratégie de développement international, adoptée par le Gouvernement au cours de l'été, vise à donner la priorité aux projets destinés à améliorer les conditions de vie dans les pays les plus durement affectés par les conditions économiques actuelles. Ainsi, pendant l'année en cours, le PNUD finance un nombre considérable de programmes dans les secteurs connexes de l'alimentation (agriculture, pêche, élevage, formation agricole, etc.). Près de 400 experts canadiens travaillent sur place à l'exécution de ces différents projets alors qu'environ quarante entreprises du Canada fournissent des biens et services aux divers programmes du PNUD.

"Même si le pays traverse actuellement de sérieuses difficultés économiques, le Canada est l'un des pays les plus prospères au monde et il a le devoir de contribuer généreusement à la lutte mondiale contre la faim et le sous-développement", a-t-elle conclu.

The Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs, Miss Monique Bégin, announced today that Canada will increase its contribution to the UNDP by Canadian \$4.5 million in 1976.

Referring to the increasingly urgent needs of the developing world, Miss Bégin called on countries now experiencing much more favourable economic conditions to substantially increase their contributions.

"It is increasingly clear that the small group of traditional donors cannot in themselves sustain the targeted growth rates for the UNDP", she said.

The total contribution of Canada for the current year 1975 adds up to \$24.5 million and represents approximately 6 percent of the total contributions by all participating countries. The contribution announced today is included in the CIDA budget and will require Parliament's approval.

Commenting on the substance of the programme, the Parliamentary Secretary referred to the fact that the new international development strategy adopted by the Government during the summer seeks to give priority to projects aimed at bringing aid and relief to the most needy in the countries most affected by the currently difficult world economic conditions. Thus, the UNDP is financing this year a large number of programmes in the field of food: agriculture, fisheries, animal production, agricultural training, etc. Close to 400 Canadian experts are presently working in the field on the execution of such projects, while an additional 40 private firms supply goods and services from Canada to various projects.

"Although our country is experiencing serious economic difficulties at this time, Canada is one of the world's most prosperous nations and has the duty to contribute generously to the worldwide fight against hunger and under-development", she said.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publications

VERIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

Communiqué de presse numéro 25

Déclaration prononcée par madame Monique Bégin, député, secrétaire parlementaire du secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, à l'occasion de la Conférence d'annonce des contributions au FISE, le 6 novembre 1975

CHECK AGAINST DELIVERY

Press Release No. 25

Statement made by Miss Monique Bégin, M.P., Parliamentary Secretary to the Secretary of State for External Affairs of Canada, at the UNICEF Pledging Conference, November 6, 1975

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

Le Gouvernement et la population du Canada ont été de fidèles et fervents tenants du FISE depuis sa création il y a trente ans. Avec enthousiasme, ils l'ont appuyé tant dans son rôle initial, qui consistait à fournir des secours d'urgence aux enfants des pays frappés par des sinistres naturels ou provoqués par l'homme, que dans son rôle actuel où il aide les gouvernements, et surtout ceux des pays en développement, en établissant pour les enfants et leurs mères, des services de base essentiels dans leurs propres collectivités.

L'appui universel dont jouit le FISE reflète aussi bien l'importance de son rôle humanitaire et son apport au développement, que l'efficacité avec laquelle il participe aux opérations de secours en cas de désastre. Grâce à une approche constamment apolitique, il a sauvegardé son aptitude à venir en aide aux mères et aux enfants de pays de toutes tendances politiques. Le respect et l'attachement des Canadiens pour le FISE se mesurent à l'appui financier considérable que cet organisme a reçu, au cours des ans, tant du secteur gouvernemental que non gouvernemental du Canada.

Chaque année, des dizaines de milliers de Canadiens utilisent, à l'occasion de Noël et en d'autres circonstances spéciales, les cartes de vœux du FISE créant ainsi une importante source de revenus pour le Fonds. Qu'au Canada la vente des cartes de vœux connaisse un tel succès n'est pas le résultat du hasard mais le fruit des efforts inlassables de l'administration et des nombreux volontaires engagés et dévoués de FISE-Canada. Il semble en outre que le FISE continuera de bénéficier d'un appui solide au pays car l'idée de partager est inculquée très tôt aux jeunes Canadiens qui, lors de l'Halloween, quand ils frappent aux portes déguisés en pirates, en bouffons ou en monstres divers, recueillent des contributions pour les enfants moins fortunés des pays en développement. Il nous semble que ceci a un effet d'entraînement important sur l'appui du public canadien en faveur des programmes gouvernementaux d'aide au développement. Les dons de FISE-Canada aux programmes du FISE se sont traduits, l'an dernier, par des contributions totalisant deux millions de dollars, somme qui jointe aux apports officiels, place le Canada parmi les principaux donateurs.

Monsieur le Président, le Gouvernement du Canada estime que le principal rôle du FISE, au sein du système des Nations Unies, est d'encourager et faciliter, dans les pays en développement, la fourniture de services de base aux enfants et à leurs mères et de promouvoir l'établissement de programmes d'envergure traitant de l'interaction globale de l'enfant et de son milieu. Ceci dit, il faut reconnaître la nécessité, à mesure que les programmes du système des Nations Unies prennent de l'ampleur, de délimiter plus clairement les domaines d'intérêt de chaque organisme et de coordonner les activités de chacun entre eux et avec celles des donateurs dans le contexte des programmes d'ensemble établis par les gouvernements. Mon Gouvernement a préparé, au sujet du FISE, un document de travail sur l'établissement d'un ordre de priorité où il est proposé que la première préoccupation du FISE porte sur des programmes s'adressant aux femmes enceintes et aux enfants jusqu'à ce que ceux-ci atteignent cinq ans. Le Canada attend avec impatience l'occasion de poursuivre la discussion de ce concept lors de la prochaine session du conseil d'administration du FISE.

À pareille époque l'an dernier, le Canada a annoncé une contribution gouvernementale de 3 millions et demi de dollars aux programmes ordinaires du FISE. Cette année, en raison des constantes pressions exercées en faveur d'une expansion toujours plus grande et en réponse à la nécessité de satisfaire aux besoins urgents des enfants des pays en développement et leurs mères, le Gouvernement du Canada portera, sous réserve de l'approbation du Parlement, sa contribution à 5 millions de dollars. Permettez-moi de signaler que le Gouvernement du Canada a récemment informé le FISE que celui-ci bénéficiera aussi, au cours de la présente année financière, d'une contribution de 2 millions de dollars au titre des projets spéciaux d'aide visant à répondre aux besoins urgents des enfants dans les pays les plus durement touchés par la situation économique actuelle. Cette contribution, qui sera versée moitié en espèces, moitié en nature, n'est pas destinée à aucun pays en particulier mais bien à soulager les besoins les plus pressants.

En tant que contribution du Gouvernement du Canada aux opérations de secours des Nations Unies en Indochine, il me fait plaisir d'annoncer qu'une somme supplémentaire de trois millions en espèces sera versée à ce même programme par l'intermédiaire du FISE.

Merci, monsieur le Président.

Mr. Chairman,

The Canadian Government and people have been constant and enthusiastic supporters of UNICEF since its creation thirty years ago. They supported its initial role in providing emergency assistance to children in countries affected by natural or man-made disasters, and they have equally supported its present role of assisting governments, particularly those of developing countries, in establishing basic and essential services for children and their mothers within the communities in which they live.

The universal support which UNICEF enjoys reflects the importance of its humanitarian and developmental role, and as well its effectiveness in contributing to disaster relief operations. Its consistently non-political approach has safeguarded its ability to assist mothers and children in countries of all political persuasions. The respect and affection in which UNICEF is held by Canadians has been reflected in support over the years from the non-governmental sector in Canada which has been very significant in financial terms.

Tens of thousands of Canadians each year use UNICEF greeting cards for Christmas and other special occasions resulting in an important source of revenue for the Fund. The effectiveness of the greeting card operation in Canada is not accidental; it is the result of hard work and good organization on the part of committed and devoted volunteers of UNICEF-Canada. Furthermore, the future of support for UNICEF in Canada appears bright as many Canadian children each year, during their Halloween trick-or-treat rounds seek contributions for less fortunate children in developing countries. Thus, the idea of sharing through UNICEF has become an aspect of Canadian life, and we believe has an important spin-off effect on the Canadian public's support for the Government's international development assistance programs. In more specific terms, the public

support of UNICEF programs last year amounted to \$2 million, a sum which puts overall Canadian support for UNICEF among the major donors.

Mr. Chairman, the Canadian Government considers that the key role of UNICEF within the U.N. system is to encourage and facilitate provision of basic services for young children and their mothers in developing countries and to serve as a catalyst for the establishment of comprehensive programs to deal with the whole interaction between the child and his environment. This being said, it must be recognized that as programs expand, it is essential that the areas of concern of each body in the U.N. system should be increasingly defined and their activities co-ordinated with one another and with those of donors in the context of overall programs established by governments. As regards UNICEF, my Government has prepared a working paper on priority setting which suggests focusing on "The Conception to Year Five" period as a specific priority area for UNICEF. It will look forward to pursuing the discussion of this concept in the Executive Board of UNICEF at its next session.

At this time last year the Canadian Government pledged to the regular programs of UNICEF the sum of \$3.5 million. This year, in view of the continued pressures for expansion and the need to respond to the urgent needs of children and their mothers in developing countries, the Canadian Government will increase its contribution to \$5 million subject to parliamentary approval. In addition, I am pleased to draw attention to the fact that the Canadian Government has recently advised UNICEF that it is contributing \$2 million, one million in cash and one million in kind, in the present fiscal year in support of the special assistance projects which have been designed to meet the urgent

needs of children in countries most seriously affected by the current economic situation. This contribution is not earmarked for any specific country but is intended rather to help meet the most pressing needs.

As part of the Canadian Government's contribution to the United Nations Indochina Relief Operation I am very pleased to announce that it will give an additional \$3 million cash contribution for the same program through UNICEF.

Thank you, Mr. Chairman.



CANADA

Communiqué

CAI
EA 75
-C 55

Government
Publication

Press Release No. 26
Wednesday, 12 November 1975

Statement made in the Plenary of the
Thirtieth Session of the United Nations
General Assembly by H.E. Mr. W.H. Barton,
Ambassador and Permanent Representative
of Canada to the Office of the United
Nations at Geneva and to the Conference
of the Committee on Disarmament

International Atomic Energy Agency

Communiqué de presse numéro 26
le mercredi 12 novembre 1975

Déclaration faite en séance plénière de
la trentième session de l'Assemblée
générale des Nations Unies par
Monsieur W.H. Barton, ambassadeur et
représentant permanent du Canada auprès
de l'Office des Nations Unies à Genève
et de la Conférence du Comité sur le
Désarmement

L'Agence internationale de l'énergie
atomique

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. Chairman, I should like to preface my remarks on the IAEA by welcoming the three new members of the Agency, the Republic of Tanzania, the United Arab Emirates and Qatar, not only because of this further implementation of the principle of universality, but because of the contribution which we hope and expect will be made by these three countries to the work of the Agency.

The Agency has since its creation served to "enlarge the contribution of atomic energy to peace, health and prosperity throughout the world", primarily through its promotion of nuclear energy programmes including assistance, training and information exchange, and through the development of constructive and dynamic safety and environmental protection programmes. It has moreover acted to enhance international security through improved safeguards activities and through the development of adequate standards for the physical security of nuclear material.

The acceleration of the demand for, and interest in, nuclear power as an alternative source of energy, brought about largely by the greatly increased costs of oil and petroleum, has added a new dimension to the Agency's nuclear power expansion programmes and a new urgency to the Agency's safeguards work. Canada recognizes the need for the growth of nuclear power, particularly in the developing countries. At the same time, we are deeply concerned that this expansion be controlled, consistent with the obligation of the Agency to "ensure, so far as it is able, that assistance provided by it, or at its request or under its supervision or control, is not used in such a way as to further any military purpose".

I am pleased to note again this year that such a large proportion of the Agency's regular budget was dedicated to programmes of direct interest to developing member states and in particular to note the increased emphasis that the developing countries members of the

Agency have placed on the introduction of nuclear power into their energy programmes. It is becoming increasingly clear that, in a number of countries, nuclear energy provides a major alternative to hydrocarbons which are in short, unreliable and expensive supply. A sound nuclear programme carefully planned, adequately staffed and efficiently operated could now bring within reach of many countries the possibility of longer-term energy security and, with advances in resource development and reactor technology, an increased degree of energy independence.

The Agency, through its various programmes, has a vital role to play in this expansion of nuclear power. One of its most important activities this year will be its study of the desirability and the technical and economic feasibility of regional fuel cycle centres, a move which Canada endorses wholeheartedly. Urgent study is needed of such possibilities in order to make the most effective use of scarce resources. The joint efforts of groups of countries to cooperate to this end could be a breakthrough in the wider introduction of nuclear power for development. Canada shares the views expressed by other countries as to the role which regional fuel cycle centres might play in lessening the danger of proliferation of nuclear explosive devices by limiting the number of facilities producing fissile material.

It is equally clear that the Agency is also the organization to which all nuclear programme operators must look for help in the definition of common standards of safety and environmental protection. Canada fully supports the Agency's ongoing programme to develop safety codes and guides. Canada is an active participant in the Agency's work in the area of radioactive waste management, reflecting our national policy to store wastes at land-based sites in retrievable form rather than attempting to "dispose" of such materials, while recognizing at the same

time that such solutions may not be possible for all countries.

One of the most controversial and fundamental issues facing the Agency concerns the environmental implications of nuclear power. In keeping with the high standards of scientific objectivity and responsibility to the international community which we have always been able to take for granted in the case of the Agency, it should continue to do its best to ensure that a comparative examination of the environmental impact of the various alternative energy sources is pursued on the highest scientific plane possible. We welcome most heartily the cooperation of the IAEA and the WHO in a study aimed at a quantitative evaluation of effects of all available options for energy production. We agree with the Director General's remarks that it will be more useful if environmental implications of nuclear energy are examined in the context of other available energy options and welcome his willingness to seize the opportunity for the Agency to play a most useful role towards this end in its cooperation with the United Nations Environment Programme.

I also wish to take this occasion to commend the Agency for the very useful work it has undertaken with respect to the application of nuclear explosions for peaceful purposes. Canada fully supported the conclusion of the Final Declaration of the Non-Proliferation Treaty Review Conference, which declared the Agency to be the appropriate international body through which potential benefits from peaceful applications of nuclear explosions should be made available to non-nuclear weapon states and urged the Agency to expediate work on identifying and examining the important legal issues involved in, and to begin consideration of, the structure and content of the special international

agreement or agreements envisaged in Article V of the NPT. We share the view of the Review Conference that the Agency should broaden its consideration of this question to include, within its area of competence, all aspects and implications of the practical applications of nuclear explosions for peaceful purposes. We welcome the establishment by the Agency of an Advisory Group on Peaceful Nuclear Explosions and will follow its work closely.

While Canadian international development assistance policy continues to be based, as in past years, on a preference for central funding of United Nations activities, we have once again pledged our full assessed share to the Agency's Voluntary Fund for Technical Assistance in 1976. Such an increase from the previous year (in which I am happy to note that we were able to contribute somewhat in excess of our assessed share) is justified in our minds by the growing needs of the developing countries for support by the Agency and the unfortunate erosion that inflation has wrought over the past year in the resources available.

In a statement to the NPT Review Conference, Canada's Secretary of State for External Affairs, the Honourable Allan J. MacEachen, noted:

"Canada will continue to play its full part in contributing to the International Atomic Energy Agency's General Fund for Technical Assistance and to the United Nations Development Programme, which also finances projects implemented by the Agency."

He went on to say, however:

"It is Canada's intention to provide, within its overall aid criteria and priorities, increased amounts of technical assistance in the nuclear area, bilaterally or through appropriate multilateral channels such as the IAEA, to the developing countries party to the NPT."

It must be recognized that the increased interest in nuclear power has created an unprecedented demand on the resources of states such as Canada. In our efforts to allocate these most efficiently, we have taken into account our strong concern to ensure that nuclear power be restricted only to peaceful applications. Thus, we intend to give particular attention to assistance to those countries which have ratified the NPT and thereby fully subscribe to what is today the best, if still an imperfect, instrument for preventing the proliferation of nuclear explosive devices.

I should conclude these remarks with a brief reference to the Agency's safeguards activities. Canada regards the Agency's safeguards functions as being of critical importance and inseparable from the Agency's other programmes. Indeed, effective safeguards are the necessary basis for international cooperation in the transfer of nuclear materials, equipment and technology. Canada finds itself in full sympathy with the Director General of the Agency when he declared:

"I do not think that we shall have an overall satisfactory safeguards system operating until suppliers of equipment and materials make it a condition for delivery that the entire nuclear activity in the receiving country is placed under IAEA safeguards."

My country is willing to work actively in efforts to achieve this objective of common export requirements, to which the Final Declaration of the Review Conference has already called attention.

International cooperation in the nuclear field is indispensable but it requires an impartial international system of safeguards. Effective guarantees that the atom is safe from man as well as from accident are essential if it is to be an accepted and long-term source of energy and an acceptable, desirable area for international cooperation. Canada looks to the Agency as the international community's main instrument for giving these guarantees.

Monsieur le Président,

Je voudrais, en avant-propos, souhaiter la bienvenue aux trois nouveaux membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique, non seulement parce que la présence de la République de Tanzanie, des Emirats arabes unis et de Qatar ajoute à la concrétisation du principe de l'universalité, mais aussi à cause de la contribution que ces trois pays pourront sans doute apporter au travail de l'Agence.

Depuis sa création, l'Agence a permis "d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier", notamment par la promotion de programmes d'énergie nucléaire, y compris des programmes d'aide, de formation et d'échange de renseignements, et par l'élaboration de programmes constructifs et dynamiques de sécurité et de protection de l'environnement. Elle a en outre cherché à rehausser la sécurité internationale au moyen de meilleures garanties et par l'élaboration de normes adéquates pour la sécurité matérielle des matériaux nucléaires.

La montée de la demande et de l'intérêt dont l'énergie atomique fait l'objet en tant que source d'énergie de substitution, situation qui découle en grande partie du renchérissement rapide du pétrole, ont ajouté une nouvelle dimension aux programmes de développement de l'énergie nucléaire que l'Agence poursuit, et rehaussé l'urgence du travail de l'Agence sur les garanties. Le Canada reconnaît la nécessité de faire davantage appel à l'énergie nucléaire, notamment dans les pays en développement. D'autre part, la nécessité de contrôler cette expansion, conformément aux obligations de l'Agence, afin de "s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires" demeure pour lui un sujet de grave préoccupation.

Je suis heureux de constater, encore une fois cette année, qu'une aussi forte proportion du budget ordinaire de l'Agence est consacrée à des programmes qui intéressent directement les Etats membres en développement (le reste intéressant à la fois les pays industrialisés et les pays en développement), et de noter en particulier que ces pays (dont les priorités sur le plan du développement se reflètent dans le programme de l'Agence) attachent une plus grande importance à l'insertion de l'énergie nucléaire dans leurs programmes énergétiques. Il est de plus en plus évident que

dans nombre de pays l'énergie nucléaire constitue une importante solution de rechange aux hydrocarbures que les pénuries, le coût élevé et les problèmes d'approvisionnement rendent moins attrayants. Un programme nucléaire sain qui serait soigneusement planifié, doté d'un personnel compétent et mis en oeuvre efficacement pourrait maintenant mettre la sécurité énergétique à long terme à la portée de plusieurs pays et, grâce aux progrès réalisés dans la mise en valeur des ressources et la technologie des réacteurs, leur assurer une plus grande indépendance sur le plan de l'énergie. Toute les sources possibles d'énergie doivent être examinées et mises au point de toute urgence puisque d'importantes ressources, même de type traditionnel, bénéficieraient des techniques nouvelles. Une plus grande efficacité et l'utilisation de nouvelles ressources offrent de grandes promesses pour l'avenir. Dans ce contexte, la communauté internationale doit néanmoins compter, à moyen terme, sur la fission nucléaire et, pour l'avenir plus éloigné, sur d'autres techniques nucléaires comme la fusion nucléaire, au moins pour les principales sources complémentaires d'énergie.

Grâce à ses divers programmes, l'Agence a un rôle vital à jouer dans le développement de l'énergie nucléaire. L'étude entreprise sur l'opportunité de créer des centres régionaux de régénération du combustible et sur leur faisabilité technique et économique, un travail que le Canada appuie pleinement, constitue l'une de ses principales activités cette année. Il est urgent d'étudier de telles possibilités afin de tirer le meilleur parti des ressources rares. Les efforts conjoints des groupes de pays qui collaborent à cette fin pourraient conduire à une utilisation beaucoup plus grande de l'énergie nucléaire dans le cadre du développement. Le cofinancement et l'exploitation conjointe des éléments qui composent le cycle du combustible pourraient, en plus d'accroître grandement l'efficacité du combustible, permettre des économies considérables aux nations qui y participent, aux nations qui sont en mesure de fournir du matériel nucléaire et aux organismes internationaux de financement dont l'appui est essentiel aux efforts de développement de grande envergure. Etant donné les énormes investissements que la construction des installations nucléaires exige au départ, et les ressources de financement et de fabrication qui existent sur le plan international, cette efficacité est essentielle. Le Canada partage les vues exprimées par d'autres pays concernant le rôle que les centres régionaux de régénération du combustible nucléaire pourraient jouer pour atténuer le danger de la prolifération des dispositifs explosifs nucléaires en limitant le nombre d'installations produisant du matériel fissile.

Il est également clair que l'Agence est aussi l'organisme vers lequel tous les pays qui mettent des programmes nucléaires en oeuvre doivent se tourner pour établir des normes communes de sécurité et de protection écologique. Le Canada appuie pleinement le travail que poursuit l'Agence concernant l'élaboration de codes et de guides de sécurité. Un expert canadien préside le Groupe consultatif supérieur et le Canada participe à part entière aux comités de révision technique de l'Agence chargés de mettre au point des codes et des guides acceptables sur le plan international concernant le choix de l'emplacement et la sécurité des réacteurs nucléaires. Par ailleurs, le Canada participe activement au travail de l'Agence sur la gestion des déchets radioactifs, faisant valoir sa politique nationale qui consiste à stocker les déchets à des emplacements terrestres sous une forme recouvrable plutôt que de tenter d'en "disposer", tout en reconnaissant que ce n'est pas nécessairement possible pour tous les pays. C'est dans cette optique que nous avons participé activement au travail de l'Agence dans la poursuite de ses responsabilités en vertu de la Convention de Londres sur le déversement des déchets. Nous appuyons fortement les efforts constants de l'Agence pour faire en sorte que les principes directeurs définitifs sur le déversement de tous déchets à faible radioactivité reposent sur des fondements scientifiques parfaitement sains. Nous ne sommes pas disposés à mettre l'environnement en péril ni à laisser d'autres pays le faire.

L'un des problèmes fondamentaux et les plus controversés avec lesquels l'Agence est aux prises est celui des conséquences écologiques de l'énergie nucléaire. Conformément au niveau élevé d'objectivité scientifique et de responsabilité envers la communauté internationale que nous avons toujours pu en attendre, l'Agence devrait continuer de faire de son mieux pour s'assurer que se poursuive, sur le plan scientifique le plus élevé possible, un examen comparé des conséquences écologiques des diverses sources d'énergie possibles. Nous saluons très chaleureusement la coopération de l'AIEA et de l'OMS à l'étude de l'IIAAS en vue d'établir une évaluation quantitative des effets de toutes les options énergétiques. L'IIAAS peut faire beaucoup dans ce domaine, comme dans d'autres, et nous nous réjouissons de voir qu'on l'utilise de cette manière. Nous convenons avec le Directeur général qu'il sera plus utile d'examiner les répercussions écologiques de l'énergie nucléaire par rapport aux autres options énergétiques et nous nous réjouissons de voir qu'il est prêt à saisir l'occasion de laisser l'Agence jouer un rôle des plus utiles à cette fin dans sa collaboration avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Je voudrais également profiter de cette occasion pour féliciter l'Agence du travail extrêmement utile qu'elle a entrepris sur l'application des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Le Canada a pleinement appuyé la conclusion de la Déclaration finale de la Conférence de révision du Traité de non-prolifération selon laquelle l'Agence est l'organisme international approprié par l'entremise duquel les Etats membres sans armes nucléaires devront bénéficier des avantages qui pourront découler des applications pacifiques des explosions nucléaires. On y priait en outre l'Agence d'accélérer ses travaux visant à cerner et à examiner les problèmes juridiques importants que comportent la structure et le contenu de l'accord international approprié ou des accords internationaux appropriés envisagés à l'article V du TNP, et d'en commencer l'élaboration. Nous partageons l'opinion de la Conférence de révision selon laquelle l'Agence devrait élargir son examen de cette question et étendre sa compétence à tous les aspects et conséquences des applications pratiques des explosions nucléaires à des fins pacifiques. Nous accueillons favorablement l'établissement, par l'Agence, d'un Groupe consultatif sur les explosions nucléaires pacifiques dont nous suivrons les travaux attentivement.

Bien que la politique canadienne en matière d'aide au développement international demeure fondée, comme par le passé, sur une nette préférence pour le financement central des activités des Nations Unies, nous nous sommes de nouveau engagés à verser en entier notre quote-part au Fonds volontaire d'assistance technique de l'Agence pour 1976. Une telle augmentation par rapport à l'année dernière (au cours de laquelle, je suis heureux de le signaler, le Canada a pu contribuer un peu plus que sa quote-part) est justifiée, à notre point de vue, par l'appui croissant que les pays en développement exigent de l'Agence et par l'érosion que l'inflation a malheureusement infligée depuis un an aux ressources disponibles.

Dans une déclaration qu'il a faite à la Conférence de révision du TNP, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, l'honorable Allan J. MacEachen, faisait remarquer que:

"Le Canada continuera à jouer pleinement son rôle en contribuant au Fonds général d'assistance technique de l'Agence internationale de l'énergie atomique et au Programme des Nations Unies pour le développement qui finance également des projets mis en oeuvre par l'Agence."

Il a cependant ajouté que

"Par l'entremise de voies multilatérales, comme l'AIEA, ou d'une façon bilatérale, le Canada se propose, tenant compte de ses critères et de ses priorités d'aide en général, de fournir un montant accru d'assistance technique dans le domaine nucléaire aux pays en voie de développement adhérant au TNP."

Il faut reconnaître que l'intérêt accru que suscite l'énergie nucléaire fait peser sur les ressources d'Etats comme le Canada une demande sans précédent. Dans nos efforts pour répartir ces ressources le plus efficacement possible, nous n'avons pas oublié notre profond souci de faire en sorte que l'énergie nucléaire ne serve qu'à des fins pacifiques. Ainsi, comme le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures l'a souligné, tout en maintenant ses contributions volontaires à l'AIEA au profit de tous les Etats membres en développement de l'Agence, le Canada a l'intention de prêter une attention toute spéciale aux pays qui ont ratifié le TNP et souscrit pleinement à ce qui constitue, à l'heure actuelle, le meilleur moyen, aussi imparfait soit-il, de prévenir la prolifération des dispositifs explosifs nucléaires.

Avant de conclure, je m'en voudrais de ne pas parler brièvement des activités de l'Agence en matière de garanties. Le Canada considère que les fonctions extrêmement importantes de l'Agence à cet égard sont inséparables de ses autres programmes. La coopération internationale dans le transfert des matériaux, de l'équipement et de la technologie nucléaires doit nécessairement s'asseoir sur des garanties efficaces. Le Canada sympathise pleinement avec le Directeur général de l'Agence lorsqu'il déclare: "Je ne crois pas que nous disposerons d'un système satisfaisant de garanties tant que les fournisseurs d'équipement et de matériaux ne poseront pas comme condition de livraison que toute l'activité nucléaire du pays bénéficiaire soit placée sous les garanties de l'AIEA." Mon pays est prêt à collaborer aux efforts visant à réaliser cet objectif de la normalisation des conditions d'exportation, objectif auquel la Déclaration finale de la Conférence de révision a déjà attiré l'attention.

La coopération internationale dans le domaine nucléaire est indispensable, mais elle exige un système international et impartial de garanties. Il est essentiel d'avoir des garanties efficaces qui mettent l'atome à l'abri à la fois de l'homme et des accidents s'il doit devenir une source d'énergie acceptée et un domaine acceptable et souhaitable de coopération internationale. Le Canada estime que c'est de l'Agence internationale de l'énergie atomique que la communauté internationale doit attendre ces garanties.



CANADA

**C
o
m
m
u
n
i
q
u
é**

CA1
EA 75
-C 55

Government
Publications

Press Release no. 26/A

November 12, 1975

Canada favours wider use of nuclear power
but stresses the need for proper safeguards.

Communiqué de presse no 26/A

le 12 novembre 1975

Tout en favorisant l'utilisation accrue
de l'énergie nucléaire, le Canada insiste
sur des garanties appropriées.

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Canada recognizes the need for the expansion of the use of nuclear power as an alternative source of energy in developing countries, according to Canada's Ambassador and Permanent Representative to the Office of the United Nations at Geneva and to the Conference of the Committee on Disarmament, Mr. W.H. Barton. He was addressing today the Plenary of the United Nations General Assembly in New York.

"I am pleased to note again this year that such a large proportion of the International Atomic Energy Agency's regular budget has been dedicated to programmes of direct interest to developing member states", he said, "and in particular to note the increased emphasis that the developing countries members of the Agency have placed on the introduction of nuclear power into their energy programmes."

Mr. Barton explained that "it was becoming increasingly clear that, in a number of countries, nuclear energy provides a major alternative to hydrocarbons which are in short, unreliable and expensive supply."

However, the Canadian Ambassador expressed his Government's "deep concern" that this expansion be controlled, consistent with the obligation of the Agency to ensure that its assistance not be used in such a way as to further any military purpose. Mr. Barton referred to the Agency's study on the feasibility of regional fuel cycle centers, a move he said, "which Canada endorses wholeheartedly".

"Urgent study is needed of such possibilities in order to make the most effective use of scarce resources. The joint efforts of groups of countries to cooperate to this end could be a breakthrough in the wider introduction of nuclear power for development. Canada shares the views expressed by other countries as to the role which regional fuel cycle centers might play in lessening the danger of

proliferation of nuclear explosive devices by limiting the number of facilities producing fissile material."

Mr. Barton said that it must be recognized that the increased interest in nuclear power has created an unprecedented demand on the resources of states such as Canada. "In our efforts to allocate these most efficiently," he said, "we have taken into account our strong concern to ensure that nuclear power be restricted only to peaceful applications". He added that Canada thus intends to give particular attention to assistance to those countries which have ratified the Non-Proliferation Treaty and thereby fully subscribe "to what is today the best, if still an imperfect, instrument for preventing the proliferation of nuclear explosive devices".

The Ambassador concluded by saying that Canada looks to the International Atomic Energy Agency as the international community's main instrument for giving guarantees "that the atom is safe from man as well as from accident", guarantees that are essential if nuclear power is to be an accepted and long-term source of energy, and a desirable area for international cooperation.

Le Canada reconnaît la nécessité d'accroître l'utilisation de l'énergie nucléaire en tant que source d'énergie de substitution dans les pays en développement. C'est ce qu'a déclaré M. W.H. Barton, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et à la Conférence du Comité du désarmement, en séance plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

"Je suis heureux de constater, encore une fois cette année, qu'une aussi forte proportion du budget ordinaire de l'Agence internationale de l'énergie nucléaire est consacrée à des programmes qui intéressent directement les Etats membres en développement, a-t-il dit, et de noter en particulier que ces pays attachent une plus grande importance à l'insertion de l'énergie nucléaire dans leurs programmes énergétiques".

M. Barton a expliqué qu'il "est de plus en plus évident que l'énergie nucléaire constitue, dans nombre de pays, une importante solution de rechange aux hydrocarbures que les pénuries, le coût élevé et les problèmes d'approvisionnement rendent moins attrayants".

L'ambassadeur du Canada a toutefois exprimé les "graves préoccupations" de son Gouvernement concernant la nécessité de contrôler cette expansion, conformément à l'obligation qu'a l'Agence de s'assurer que son aide ne serve pas à des fins militaires. M. Barton a déclaré "que le Canada appuie pleinement" l'étude que mène l'Agence sur la faisabilité des centres régionaux de régénération du combustible nucléaire.

"Il est urgent d'étudier de telles possibilités afin de tirer le meilleur parti des ressources rares. Les efforts conjoints des groupes de pays qui collaborent à cette fin pourraient amener une utilisation beaucoup plus grande de l'énergie nucléaire dans le cadre du développement. Le Canada partage les vues exprimées par d'autres pays concernant le rôle que les centres régionaux de régénération du combustible nucléaire pourraient jouer pour atténuer le danger de la prolifération des dispositifs explosifs nucléaires en limitant le nombre d'installations produisant du matériel fissile."

Il faut reconnaître, a poursuivi M. Barton, que l'intérêt accru que suscite l'énergie nucléaire fait peser sur les ressources d'Etats comme le Canada une demande sans précédent. "Dans nos efforts pour les répartir le plus efficacement possible, a-t-il affirmé, nous n'avons pas oublié

notre profond souci de faire en sorte que l'énergie nucléaire ne serve qu'à des applications pacifiques". Il a ajouté que le Canada veut ainsi porter une attention toute particulière aux pays qui ont ratifié le Traité de non-prolifération et souscrire pleinement "à ce qui constitue, à l'heure actuelle, le meilleur moyen, aussi imparfait soit-il, de prévenir la prolifération des dispositifs explosifs nucléaires".

L'ambassadeur a conclu ses remarques en déclarant que le Canada considère l'Agence internationale de l'énergie atomique comme le principal instrument dont dispose la communauté internationale lorsqu'il s'agit de fournir des garanties "que l'atome est à l'abri à la fois de l'homme et des accidents". Si l'énergie nucléaire doit devenir, pour l'avenir, une source d'énergie acceptée et un domaine de coopération internationale souhaitable, ces garanties sont indispensables.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publications

Press Release No. 27

Statement made in the Plenary of the
Thirtieth Session of the United Nations
General Assembly by H.E. Dr. Saul F. Rae,
Ambassador and Permanent Representative
of Canada to the United Nations,
Thursday, 13 November 1975

The Question of Cyprus

Communiqué de presse no. 27

Déclaration en plénière de la Trentième
Session de l'Assemblée générale des
Nations Unies par monsieur Saul F. Rae,
Ambassadeur et Représentant permanent
du Canada près les Nations Unies,
le mercredi 13 novembre 1975

La question de Chypre

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. President, more than fifteen months have now passed since the disruptive conflict in Cyprus of July, 1974. Canada, along with most other members of the international community, is deeply concerned about the lack of progress during the ensuing period toward the achievement of a just and lasting settlement of the problems of Cyprus.

Canada's interest in Cyprus has various facets. Before and since the critical days in July, 1974, we have consistently stated our support of the principle of the preservation of the sovereignty, independence and territorial integrity of the Republic of Cyprus. This continues to be our position to-day. The fact that Cyprus is a member of the Commonwealth adds to our concern about its political future and the welfare of its people.

We are also concerned about Cyprus because of our role as a major troop contributor to the United Nations Force in Cyprus (UNFICYP) established in March, 1964, pursuant to the adoption of Resolution 186 by the Security Council. For more than eleven years Canadian peacekeepers have worked with those from other countries in an effort to prevent hostilities and to create a situation in which arrangements could be worked out that would enable the two communities to live together in peace and harmony. The fact that, through those eleven years, over 17,000 men of Canada's armed forces have, in succession, served in UNFICYP is a demonstration of the measure of Canada's commitment to the cause of peace on the island.

Mr. President, Canada continues to support the original and current objectives of UNFICYP and is prepared to give substance to this support through its contribution to the peacekeeping efforts of the United Nations. In doing this, however, we feel we have earned a right to look to the parties immediately concerned for some progress towards a solution that would eventually make possible a conclusion of this particular peacekeeping operation. In this connection, I should like to remind this Assembly of the statement made at this session of the General Assembly by the Secretary of State for External Affairs of Canada, the Honourable Allan J. MacEachen. In his address in the general debate on September 22nd, he made inter alia the following points and I quote:

"Peacekeeping is one of the few useful instruments that the international community has developed to help promote peaceful solutions to disputes...But all too often peacekeeping reduces the incentives of the disputants to move beyond the mere cessation of hostilities to a serious search for a political settlement. Consequently sceptics charge that United Nations peacekeeping does little more than perpetuate an uneasy status quo. If peacekeeping is to be truly effective it must be accompanied by a parallel effort on the political level, especially by the parties most directly concerned, to convert the temporary peace that a peacekeeping force is asked to maintain into something more durable."

One of our principal interests in Cyprus relates to the well-being of the people of the island and more particularly to the humanitarian problems that resulted from the conflict of July, 1974. The contribution which UNFICYP has been able to make on a daily basis to the alleviation of these problems is substantial and we are gratified that, through our participation in UNFICYP, we have been able to contribute to this important work. In addition, Canada has joined many other members of the international community in contributing to the equally important work in Cyprus of the United Nations High Commissioner for Refugees and the International Committee of the Red Cross. For our part, the Canadian Government, pursuant to the General Assembly's Resolution 3212, has already provided relief assistance in the amount of \$375,000 to the two major international relief organizations operating in Cyprus. Much has already been accomplished in this humanitarian field by UNFICYP, the UNHCR and the ICRC, but much still remains to be done. Their combined efforts are deserving of the collective and continuing financial support of the world community.

Finally, as Canadians, we are concerned about Cyprus because of the disruptive effect which problems there have on the relations between various of our close friends, as well as on the prospects for peace and security in the whole eastern Mediterranean area. In the demographic mosaic of Canada, we have many citizens of Greek, Turkish and Cypriot origin, all of whom are concerned about developments in the Republic of Cyprus. But I should like to emphasize that their concern is shared by all Canadians of whatever origin and by the Government of Canada as well.

Against this background, it seems only appropriate for Canada to join with other members of the United Nations in urging that renewed efforts be made to find a solution to the problems of Cyprus. After fifteen months, we remain convinced that progress towards this objective is most likely to be achieved through substantive and meaningful negotiations -- conducted in a dedicated and flexible manner -- between representatives of the island's two communities. It is from there that the initiative must come, with other interested parties contributing as best they can to the development and maintenance of the necessary momentum. In our view, the circumstances at the present time are as propitious as they are likely to be for successful negotiations -- and we urge that this opportunity should be grasped. In this regard, we are particularly appreciative of the personal efforts which the Secretary-General of the United Nations, and his personal representatives in the area, have been making to facilitate the negotiating process. We know that the Secretary-General will not be discouraged by the rather unproductive results of the fourth round of negotiations held here in New York in September and will persist in his efforts, on the basis of the co-operation of the parties, to schedule a fifth -- and hopefully more fruitful -- meeting in this continuing series of intercommunal discussions.

One year ago, Canada joined the members of the United Nations in unanimously supporting Resolution 3212 which, because of its balance, appeared to provide a reasonable context in which the intercommunal negotiations could proceed. All of us will be required shortly to vote on another General Assembly resolution on Cyprus. In this resolution, it will be necessary to take account of a variety of important considerations, but, from the point of view of my Delegation, the overriding concern is that whatever resolution should materialize should be couched in terms that will permit it to receive the same broadly-based support as Resolution 3212 received last year.

The Delegation of Canada, representing a country which has been a major troop contributor to UNFICYP, naturally would like to see some reiteration of the thought contained in operative paragraph 8 of Resolution 3212, which called upon all parties to continue to co-operate fully with the United Nations Peacekeeping Force in Cyprus. In this connection and with reference to a directly-related matter, I should like to recall once more a very important paragraph from my Minister's statement in the general debate, to which I have already referred, and I quote:

"Peacekeeping can only continue...if it has the full support of all member states including practical support in the form of prompt payment of peacekeeping assessments. Without the necessary financial resources neither the United Nations nor individual force contributors can be expected for long to carry the responsibilities they have been asked to assume."

Mr. President, if we can achieve this year the adoption of another resolution which has support at least as wide as that of last year's 3212, our collective comment on the situation in Cyprus, as expressed through that resolution, can make a positive contribution to the intercommunal negotiations which we all hope and expect will be resumed shortly. The problem we face collectively is to find a means, each in his own way, of contributing to the solution of this long-standing problem. Some have a direct and immediate role to play and their responsibility is proportionately greater, but I think we all share this week a common responsibility to ensure that the debate on Cyprus in this, the thirtieth anniversary session of the United Nations, is carried out in the manner most likely to contribute to the objective we are all seeking.

Thank you, Mr. President.

Monsieur le Président, plus de quinze mois se sont maintenant écoulés depuis le conflit qui est venu perturber la situation à Chypre en juillet 1974. Avec la plupart des autres membres de la communauté internationale, le Canada est gravement préoccupé par le peu de progrès réalisé depuis cet événement vers un règlement juste et permanent des problèmes de Chypre.

L'intérêt que le Canada porte à Chypre présente plusieurs facettes. Nous n'avons pas cessé, aussi bien avant qu'après la période critique de juillet 1974, de réitérer notre attachement au principe de la préservation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de la République de Chypre. Notre position demeure inchangée. Le fait que Chypre soit un membre du Commonwealth ajoute à nos préoccupations au sujet de son avenir politique et du bien-être de sa population.

La question de Chypre nous préoccupe également à cause de l'important contingent de troupes que le Canada fournit à la Force des Nations Unies à Chypre (UNFICYP) établie en mars 1964 conformément à la résolution 186 adoptée par le Conseil de sécurité. Depuis plus de onze ans, les forces canadiennes du maintien de la paix oeuvrent avec celles d'autres pays pour tenter de prévenir une éruption des hostilités et de créer un climat dans lequel il serait possible de conclure des arrangements qui permettraient aux deux communautés de vivre ensemble dans la paix et l'harmonie. Le fait que, durant ces onze années, plus de 17,000 soldats des forces armées canadiennes se soient succédés pour servir au sein de l'UNFICYP montre bien l'attachement profond du Canada à la cause de la paix dans l'île.

Monsieur le Président, le Canada continue d'appuyer les objectifs initiaux (et actuels) de l'UNFICYP et est disposé à concrétiser cet appui en contribuant aux efforts de maintien de la paix des Nations Unies. Ce faisant, nous pensons cependant avoir acquis le droit d'attendre, des parties immédiatement intéressées, une certaine mesure de progrès vers une solution qui rendrait éventuellement possible la dissolution de cette opération de maintien de la paix. Sous ce rapport, j'aimerais rappeler aux membres de cette assemblée, la déclaration que le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada, l'honorable Allan J. MacEachen, a faite à cette session de l'Assemblée générale le 22 septembre dernier. Dans son intervention au cours du débat général, il a formulé, entre autres, les observations suivantes, et je cite:

"Ces opérations (de maintien de la paix) constituent l'un des rares instruments utiles qu'ait élaborés la communauté internationale pour favoriser le règlement pacifique des différends... - Trop souvent, toutefois, les opérations de maintien de la paix suppléent à la nécessité de chercher sérieusement un règlement politique qui aille au-delà de la simple cessation des hostilités. C'est pourquoi certains critiques prétendent que ces opérations ne font guère plus que perpétuer un statu quo incertain. Pour que de telles opérations soient vraiment efficaces, il faut, tout particulièrement de la part des parties directement impliquées dans le conflit, une recherche, sur le plan politique, d'une paix plus durable qui remplace la trêve temporaire qu'une force de maintien de la paix a été chargée de faire respecter."

Fin de la citation.

Le bien-être de la population de Chypre et plus particulièrement les problèmes humanitaires découlant du conflit de juillet 1974, figurent parmi nos principaux sujets de préoccupation. L'UNFICYP a pu contribuer considérablement à soulager ces problèmes sur une base quotidienne et nous nous félicitons d'avoir pu, par notre présence au sein de cette force, participer à cet important travail. Le Canada s'est en outre joint à plusieurs autres membres de la communauté internationale en contribuant au travail non moins important du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et du Comité international de la Croix-Rouge à Chypre. Le Gouvernement du Canada, conformément à la résolution 3212 de l'Assemblée générale, a déjà fourni pour \$375,000 de secours aux deux principales organisations internationales de secours à l'oeuvre à Chypre. L'UNFICYP, le Haut Commissariat pour les réfugiés et le CICR ont déjà beaucoup fait dans le domaine de l'aide humanitaire, mais il reste beaucoup à faire. Leurs efforts conjoints méritent l'appui financier collectif et continu de la communauté mondiale.

Le problème de Chypre nous préoccupe enfin, en tant que Canadiens, à cause de ses effets perturbateurs sur les relations entre certains de nos bons amis et sur les perspectives de paix et de sécurité dans toute la région de la Méditerranée orientale. La mosaïque démographique du Canada compte nombre de citoyens d'origine grecque, turque ou chypriote que l'évolution de la situation dans la République de Chypre ne manque pas de préoccuper. Il y a toutefois lieu d'ajouter et de faire ressortir que le Gouvernement du Canada et tous les Canadiens, quelle que soit leur origine, partagent leur préoccupation.

Dans ce contexte, il semble tout à fait approprié que le Canada se joigne aux autres membres des Nations Unies pour demander que l'on redouble d'efforts pour trouver une solution aux problèmes de Chypre. Après quinze mois, nous demeurons convaincus que ce sont des négociations concrètes et significatives, conduites dans un esprit de dévouement et de souplesse, entre les représentants des deux communautés de l'île qui offrent les meilleures chances de progresser vers cet objectif. C'est de là que l'impulsion doit venir, les autres parties intéressées contribuant de leur mieux à susciter et à maintenir le mouvement de convergence. Nous estimons que les conditions actuelles sont aussi propices qu'elles peuvent l'être au succès des négociations et qu'il ne faut pas laisser passer pareille occasion. Nous apprécions tout particulièrement, à cet égard, les efforts personnels que le Secrétaire général des Nations Unies, et son représentant personnel dans la région, déploient pour faciliter le processus de négociation. Nous savons que le Secrétaire général ne se laissera pas décourager par les minces résultats de la quatrième session de négociations tenue ici à New York en septembre et persévèrera dans ses efforts, sur la base de la coopération des parties, pour organiser, dans cette série de discussions intercommunautaires, une cinquième réunion qui, nous l'espérons, se révélera plus fructueuse.

Il y a un an, le Canada s'est joint aux autres membres des Nations Unies pour appuyer à l'unanimité la résolution 3212 qui semblait, par sa formulation bien équilibrée, fournir un cadre raisonnable dans lequel les négociations intercommunautaires pourraient se dérouler. Nous devons tous voter sous peu sur une autre résolution de l'Assemblée générale concernant Chypre. Il faudra tenir compte, dans cette résolution, de diverses considérations importantes, mais, du point de vue de ma délégation, il importe avant tout qu'elle soit formulée dans des termes qui lui permettront d'obtenir le même appui général que la résolution 3212 a reçu l'an dernier.

La délégation du Canada, parce qu'elle représente un pays dont un fort contingent de troupes oeuvre au sein de l'UNFICYP, aimerait naturellement que l'idée exprimée dans le paragraphe 8 du dispositif de la résolution 3212, qui priait toutes les parties de continuer à collaborer pleinement avec la Force de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre, soit réitérée sous une forme ou une autre. Sous ce rapport et en évoquant une question directement reliée, je voudrais vous référer encore une fois à un paragraphe très important de la déclaration précitée que mon ministre a prononcée au cours du débat général, et je cite:

"Les opérations de maintien de la paix ne peuvent se poursuivre qu'avec l'appui entier de tous les Etats membres, et notamment sur le plan financier par le prompt versement des contributions à ce chapitre. Sans les ressources financières nécessaires, ni les Nations Unies ni les contributeurs individuels aux forces de maintien de la paix ne pourront pendant longtemps remplir les obligations qui leur ont été confiées."
Fin de la citation.

Monsieur le Président, si nous pouvons adopter cette année une résolution qui recueille un appui au moins aussi étendu que la résolution 3212 de l'an dernier, nos remarques collectives sur la situation à Chypre qu'exprimera cette résolution pourront contribuer positivement aux négociations intercommunautaires qui, nous l'espérons, reprendront prochainement. Le problème auquel nous devons faire face collectivement est de trouver un moyen, chacun à sa façon, de contribuer à la résolution de ce problème de longue date. Certains ont un rôle direct et immédiat à jouer, et leur responsabilité est proportionnellement plus grande, mais je crois qu'il nous incombe cette semaine de faire en sorte que le débat sur Chypre, au cours de cette session qui marque le trentième anniversaire des Nations Unies, se déroule d'une manière propre à favoriser le plus l'objectif que nous poursuivons tous.

Merci, Monsieur le Président.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Government
Publication

Press Release No. 28

Statement made in the Fourth Committee
of the Thirtieth Session of the United
Nations General Assembly by
H.E. Dr. Saul F. Rae, Ambassador
and Permanent Representative of
Canada to the United Nations,
Tuesday, November 18, 1975

United Nations Education and Training
Program for Southern Africa (item 92)

(Check against delivery)

Communiqué de presse no. 28

Déclaration prononcée en Quatrième
Commission de la Trentième Session
de l'Assemblée générale des Nations
Unies par monsieur Saul F. Rae,
Ambassadeur et Représentant permanent
du Canada près les Nations Unies,
le mardi 18 novembre 1975

Le Programme d'enseignement et de
formation des Nations Unies pour
l'Afrique australe (point 92)

(Vérifier au moment du discours)

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Madam Chairman,

The United Nations Education and Training Programme for Southern Africa has been in operation for eight years. The number of fellowships and training awards which the Programme has awarded has grown from 454 in 1968 to 744 in 1971 to 1131 in 1973, and at the present time 1375 young people are enjoying as a result of the concern and generosity of member states of the United Nations training and educational opportunities which would otherwise have been denied them. The participants in the Programme include young people from Angola, Cape Verde, Guinea Bissau, Mozambique, Namibia, Sao Tome and Principe, South Africa and Southern Rhodesia. At this time 35 states from all regions of the world are making financial contributions to the Programme totalling \$1.5 million. In addition another 20 states have offered assistance in kind, namely scholarships for training in their own countries. Similarly, of great importance, are the contributions to the well-being of the students being made by those countries which are host to large numbers of students.

Madam Chairman, we believe this Programme is one in which the United Nations can take great pride. We believe in the years to come it will become increasingly evident how very useful the Programme has proven to be in preparing young people to play a full role in the society of their respective countries as they become independent or as majority rule is achieved. You will recall that the General Assembly last year decided at its last session that in view of the dimensions which the Programme had achieved it would be timely to request the Advisory Committee for the Programme (comprised of representatives from Denmark, India, Venezuela, Zaire, Zambia, Tanzania and of which I have the honour to serve as Chairman) to undertake in consultation with the Secretary-General an evaluation of its achievements and the ways and means of its further development. As is indicated in the Report of the Secretary-General, document A/10031, covering the period

from November, 1974 to October, 1975, this evaluation was carried out in the course of the last year.

I would wish to acknowledge at this point the deep appreciation of the Advisory Committee to the individuals who carried out the evaluation of the Programme, namely, Mr. King Gordon of Canada, Mrs. Philipa Orn of Sweden and Mr. Gordon Zimba of Zambia. They were ably accompanied and assisted by the Officer-in-Charge of the Programme, Mr. Enuga Reddy, and the Fellowship Officer of the Office of Technical Cooperation, Mr. Robert Goodman. Our very special thanks go to Mr. Gordon Zimba who, as a participant in the Advisory Committee, has proved to be an invaluable link between the Committee and the Group.

Paragraph 27 of the Secretary-General's Report indicates that, on the basis of the extensive consultations the Evaluation Group held in Europe and in Africa with governments, students, specialized agencies, the OAU, other scholarship-giving agencies, and with resident representatives of the UNDP in the cities visited, with liberation movements recognized by the OAU and with joint refugee counselling services and other consultative committees, the Group submitted a report to the Advisory Committee. The Advisory Committee considered it, in conjunction with further information, and reached the conclusions based on the recommendations of the Evaluation Group as outlined in paragraph 27, sub-sections 1-10 inclusive. These conclusions fall entirely within the mandate for the Programme outlined by relevant General Assembly resolutions relating to the Programme and provide insight into the orientation and operations of the Programme, and means of further strengthening its administration in the light of its steady growth.

I am pleased to introduce now the resolution contained in document A/C.4/L.1107 on behalf of 29 co-sponsors. The resolution resembles those adopted in

previous years and can, I believe, be accepted unanimously this year as it was last year. It endorses the conclusions of the evaluation exercise and underlines in particular the fact that the Programme has been a significant and worthwhile humanitarian effort by the international community and that a continuation and expansion of the Programme is desirable at this stage to meet the increased needs arising from recent developments in the territories concerned. To this end, while expressing sincere appreciation to those governments which have offered contributions to varying natures, it underlines the need for continuing and even more generous contributions. We do not mean to imply that the Programme must or should expand indefinitely; rather that at this key time, assuming even modest further growth, the costs of supporting some 1,375 students to the conclusion of their training programmes will require continuing efforts on the part of all concerned governments.

Madam Chairman, you will note that the resolution once again this year includes a provision for a transitional allocation from the regular budget of \$100,000. You will recall that the Canadian Delegation expressed the hope last year that the Programme might by this year be entirely self-supporting. In the event, the developments in Southern Africa including the recent independence of the former Portuguese territories, along with developments relating to Rhodesia and Namibia, have caused pressure on the funds of the Programme to the point that they have been totally utilized. As a result it is the Advisory Committee's opinion that it is necessary to maintain the allocation for the year 1976. The Committee believes, however, as does the Officer-in-Charge of the Programme, that we may hope to put the Programme on an entirely self-supporting basis in 1977.

In closing, Madam Chairman, I wish once again to thank the member states, the administrators, and all those who have demonstrated their concern and support for the young people of Southern Africa and their training for a future which we trust will be one of promise, hope and achievement.

Madame la Présidente,

Le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe fonctionne depuis huit ans. Le nombre de bourses d'étude et de formation décernées est passé de 454 en 1968 à 744 en 1971, puis à 1.131 en 1973 et, à l'heure actuelle, grâce à la préoccupation et à la générosité des Etats membres des Nations Unies, 1375 jeunes gens jouissent de possibilités de formation et d'éducation dont ils seraient privés autrement. Des jeunes gens de l'Angola, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique, de la Namibie, de Sao Tome et Principe, d'Afrique du Sud et de l'Afrique australe participent actuellement au Programme auquel 35 nations de tous les coins du globe versent des contributions financières totalisant 1.5 million de dollars. En outre, 20 autres Etats offrent une aide directe, à savoir des bourses de formation dans leur propre pays. Les pays qui accueillent un grand nombre d'étudiants apportent également une contribution importante en veillant à leur bien-être.

Madame la Présidente, nous croyons que l'organisation des Nations Unies peut être fière de ce Programme. Nous sommes convaincus qu'au fil des ans il deviendra de plus en plus manifeste que le programme est un instrument très utile pour préparer les jeunes gens à jouer pleinement leur rôle dans la société de leur pays respectif, au fur et à mesure que ceux-ci accèdent à l'indépendance ou au gouvernement par la majorité. Vous vous rappellerez que l'an dernier, l'Assemblée générale a décidé lors de sa dernière session que, étant donné l'envergure que le Programme avait pris, il serait opportun de demander au Comité consultatif du Programme (dont j'ai l'honneur d'être le président et qui est composé de représentants du Danemark, de l'Inde, du Venezuela, du Zaïre, de la Zambie et de la Tanzanie) d'entreprendre en consultation avec le Secrétaire général, une évaluation des résultats obtenus et des moyens d'élargir encore le Programme. Comme l'indique le Rapport du Secrétaire général, document A/10031, pour la période de novembre 1974 à octobre 1975, cette évaluation a été effectuée au cours de l'année écoulée.

Je voudrais ici remercier, très sincèrement, au nom du Comité consultatif, les personnes qui ont effectué cette évaluation du Programme, à savoir M. King Gordon du Canada, Mme Philipa Ornof de la Suède et M. Gordon Zimba de la Zambie. Elles ont été accompagnées et appuyées habilement par l'administrateur chargé du Programme, M. Enuga Reddy, et par le

fonctionnaire chargé des bourses du Bureau de la coopération technique, M. Robert Goodman. Nous remercions tout particulièrement M. Gordon Zimba qui, en tant que membre du Comité consultatif, a assuré des services de liaison précieux entre le Comité et le Groupe.

Comme il est précisé au paragraphe 27 du Rapport du Secrétaire général, le Groupe a présenté un rapport au Comité consultatif en se fondant sur les larges consultations qu'il avait eues en Europe et en Afrique avec les gouvernements, les étudiants, les institutions spécialisées, l'OUA, les autres organismes qui décernent des bourses, et les représentants résidents du PNUD dans les villes où il s'est rendu, avec les mouvements de libération reconnus par l'OUA et avec les services communs d'aide aux réfugiés et d'autres comités consultatifs. Après avoir examiné ce rapport à la lumière d'autres informations, le Comité consultatif, en se fondant sur les recommandations du Groupe d'évaluation, est arrivé aux conclusions énoncées aux alinéas 1 à 10 inclusivement du paragraphe 27. Ces conclusions relèvent entièrement du mandat du Programme énoncé dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale relatives au Programme; elles donnent en outre un aperçu de l'orientation et des opérations du Programme, et des moyens d'affermir davantage son administration en fonction de son expansion constante.

J'ai maintenant l'honneur de déposer la résolution contenue dans le document A/C.4/L.1107 au nom de 29 coauteurs. La résolution est semblable à celles qui ont été adoptées dans le passé et peut à mon avis être adoptée à l'unanimité comme celle de l'an dernier. Après avoir entériné les conclusions du travail d'évaluation, elle fait particulièrement ressortir le fait que le Programme a constitué un effort important et valable de la part de la communauté internationale et qu'il est souhaitable de le maintenir et de l'élargir pour répondre aux besoins croissants nés de l'évolution récente des événements dans les territoires en cause. A cette fin, tout en remerciant sincèrement les gouvernements qui ont accordé des contributions de diverses natures, elle insiste sur la nécessité de maintenir ces contributions et même de faire preuve d'une plus grande générosité encore. Ce n'est pas à dire que le Programme doit ou devrait continuer de s'élargir indéfiniment, mais bien que, à cette heure critique et en supposant même une croissance modeste, les dépenses qu'il faudra absorber pour permettre à environ 1,375 étudiants de terminer leur programme de formation nécessiteront des efforts continus de la part de tous les gouvernements concernés.

needs of children in countries most seriously affected by the current economic situation. This contribution is not earmarked for any specific country but is intended rather to help meet the most pressing needs.

As part of the Canadian Government's contribution to the United Nations Indochina Relief Operation I am very pleased to announce that it will give an additional \$3 million cash contribution for the same program through UNICEF.

Thank you, Mr. Chairman.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publication

Press Release No. 29

Statement in Sixth Committee of the
Thirtieth Session of the United Nations
General Assembly by Mr. Geoffrey F. Bruce,
Deputy Permanent Representative of Canada
to the United Nations,
Wednesday, 19 November 1975

- Report of the Ad Hoc Committee on the
Charter of the United Nations (item 113)
- Strengthening of UN role: maintenance
of international peace and security,
development of cooperation among all nations
and promotion of rules of international law
in relations between States (item 29).

Communiqué de presse numéro 29

Déclaration prononcée en Sixième Commission
de la Trentième Session de l'Assemblée
générale des Nations Unies par monsieur
Geoffrey F. Bruce, Représentant permanent
adjoint du Canada près les Nations Unies,
le mercredi 19 novembre 1975

- Rapport du Comité ad hoc de la Charte des
Nations Unies (point 113)
- Raffermissement du rôle de l'ONU: maintien
et consolidation de la paix et de la sécurité
internationales, développement de la coopération
entre toutes les nations et promotion des normes
du droit international dans les relations entre
les Etats (point 24).

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Mr. Chairman,

At the time of their conception and establishment thirty years ago, the United Nations, and the Charter upon which this organization is founded, expressed values and realities of a world concerned primarily with the search for peace. Some of the hopes that existed in 1945, and were reflected at that time in the Charter, have still not been realized; on the other hand, it is undeniable that the United Nations has risen to many of the challenges that have been placed before it during the intervening years. As we look back over the first 30 years, it is clear that the successes of the U.N. outnumber its failures. My Minister observed in his statement at the beginning of this Assembly -

"Whatever its shortcomings over the years, we must recognize the simple fact that, in our quest for peace and security and our search for solutions to the great economic and social issues of our time, this universal forum is irreplaceable."

Through a process of evolution, the United Nations, still acting largely under the terms of its original Charter, has proven remarkably flexible. It has been sufficiently adaptable to provide the almost 100 states which have become members since 1945 with a vehicle for promoting their objectives, while still accommodating the changing emphasis in the interests of those states which were the original members.

However, this is not to suggest that the organization and work of the United Nations, and, perhaps even the Charter itself, are not in need of improvement. To a large degree, the Committees and other subsidiary bodies of the United Nations are those established under the Charter of thirty years ago. In the interim, conditions have changed in ways which could not have been perceived in 1945 by the original 51 member states, and the values and priorities of all members, both new and old, have adjusted accordingly. Demands are now made on all parts of the U.N. family which reflect not only a virtual tripling in membership, but the broadening range of world concerns.

Mr. Chairman, Canada has sought to work actively to make the United Nations a more effective instrument for international cooperation, which means, in effect, to improve its capacity to meet the ever increasing demands of world society. With this in mind, Canada has been prepared to consider all proposals - including those involving possible amendment of the Charter - which would enhance the effective functioning of the United Nations. Although Canada was not a member of the Ad Hoc Committee on Charter Review, we followed the proceedings in that Committee very closely. In frankness, we were somewhat disappointed that the Committee was not able to make greater progress in fulfilling its mandate, not only in the more difficult task of defining specific areas of the Charter which, by general agreement, might be reviewed so as to enhance the efficiency and responsiveness of this organization, but in considering suggestions which might, in the words of paragraph 1(a) of Resolution 3349 XXIX, contribute to the more effective functioning of the United Nations without requiring amendments to the Charter.

There can be little doubt that there are problems affecting the functioning of this organization. Certainly there does seem to be a proliferation of intergovernmental bodies and secretariats with perhaps an unwarranted fragmentation of effort; there is perhaps insufficient emphasis placed on the search for true consensus in decision making; and inefficient methods of work do exist. A potentially serious confusion seems to be developing between, on the one hand, the authority and competence of the Security Council and the General Assembly in those political fields prescribed by the Charter, and, on the other, the competence and authority of technical conferences in their respective fields.

In this respect, the work done by the Committee of Experts on a new U.N. structure for Global Economic Cooperation, is particularly noteworthy. We find it encouraging that the Group of Experts has found it possible to recommend a series of concrete, far-reaching reforms which might well indicate ways to enhance significantly the work of this Organization, without necessarily resorting to amendment of the Charter. We intend to participate actively in the debate of these recommendations at the appropriate time; we hope that through these discussions, there may come about a streamlining and strengthening of that part of the United Nations work concerned with economic cooperation among states.

Mr. Chairman, it may well be that the difficulties faced by the Ad Hoc Committee arise from the definition of the Committee's mandate as set out in Resolution 3349 (XXIX). It is our view that to be entirely useful this mandate required considerably more precision and greater clarity of focus.

One area where such focus might have been useful, comes to mind; and that is that there may be scope for further procedural reform. Of course, in considering possible improvements in this direction, we should recognize that the United Nations recently undertook a thorough and comprehensive review of procedures culminating in the Report of the Special Committee of 31. A number of the recommendations of that Committee were implemented; others were approved, but have not yet been implemented; and still other useful suggestions were not taken up, or were set aside for further study. While every effort should be made to avoid duplicating the useful work done by that Committee, it may be that its report offers the basis for further improvements which would assist in making the United Nations more efficient and responsive.

While the Charter contains certain anachronisms, it has proven remarkably resilient over the past 30 years, and what are sometimes described as failings of the machinery of the United Nations are, in fact, not infrequently the failures of the members themselves. Thus we should make very sure that we are utilizing to the best possible advantage the organizational tools which are already at hand.

Mr. Chairman, having made these points, we will continue to follow any further consideration of proposals for changes in other areas of United Nations work, including suggestions which may arise from a further review of the Charter. We believe that in the immediate future the most likely prospect for agreement on practical improvements lies in directions not requiring amendments to the Charter, and thus, we consider that greater concentration of time and resources should be placed on these areas rather than on what may prove, at this time, to be a rather fruitless search for general agreement on proposals for Charter Amendment.

In this respect, if it is the desire of other delegations to renew the mandate of the Ad Hoc Committee

for another year, the Canadian Delegation would hope that the 6th Committee could provide a more precise and focussed mandate which would give guidance to the Ad Hoc Committee on particular aspects on which it might usefully concentrate.

Mr. Chairman, I now wish to refer to the statement made last Friday by the distinguished representative of Australia on the need to conduct further enquiry on the prevention and peaceful settlement of international disputes. My delegation agrees wholeheartedly with this view. The report prepared by the Secretary-General in response to Resolution 3283 (XXIX) on the machinery established to date under the Charter for the Peaceful Settlement of International Disputes is somewhat depressing. It clearly does not reveal a paramount concern of Member States of this organization with the crucial problem of making available to the parties involved acceptable means, whatever these may be, of settling their disputes in a peaceful manner, let alone with means which would prevent disputes from breaking out.

Canada acknowledges the primary responsibility of the Security Council in the maintenance of international peace and security and the central role of the International Court of Justice in the existing United Nations machinery for the peaceful settlement of disputes.

We believe, however, that a new look into situations in which disputes develop, could bring forth additional techniques and methods of settlement applied in other fields of human endeavour. It has been stressed repeatedly in this Committee that the emergence on the international scene of nearly 100 new states since 1945 has changed the political realities of our world. The increasing interdependence of our societies has brought our peoples closer to one another; it has also increased the possibilities of frictions which may develop into dangerous confrontations. These fundamental changes, in our view, call for a realistic in-depth review of existing machinery for the settlement of international disputes.

My delegation will accept the judgment of the Committee as a whole as to the context in which further work on means of preventing and settling international disputes might be conducted, but we hope that our discussion will reveal a genuine concern of all members with this vital search for alternatives to confrontation.

Thank you, Mr. Chairman.

Monsieur le Président,

Il y a trente ans, lors de la création de l'Organisation des Nations Unies et de la rédaction de sa Charte, ce sont les valeurs et les réalités d'un monde avant tout préoccupé par la recherche de la paix qui ont prévalu. Certains des espoirs exprimés en 1945 dans la Charte n'ont pas encore connu d'aboutissement. D'autre part, il est indéniable que les Nations Unies ont relevé un grand nombre des défis qui leur ont été posés au cours des trente dernières années. En rétrospective, il est manifeste que les Nations Unies ont connu plus de succès que d'échecs. Comme le soulignait le ministre des Affaires extérieures du Canada dans l'allocution qu'il a prononcée au début de la présente Assemblée:

"Quels que soient les défauts qu'on ait pu lui reprocher au cours des années, il nous faut nous rendre à l'évidence que, dans notre poursuite de la paix et de la sécurité et notre recherche de solutions aux grands problèmes économiques et sociaux de notre temps, cette assemblée universelle est irremplaçable."

Bien qu'elle soit encore régie en bonne partie par sa Charte initiale, l'Organisation des Nations Unies a évolué et a fait preuve d'une souplesse remarquable, permettant aux quelque 100 Etats qui en sont devenus membres depuis 1945 de promouvoir leurs objectifs tout en tenant compte de l'évolution des intérêts des Etats fondateurs.

Cependant, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas lieu d'améliorer l'organisation, l'efficacité et peut-être même la Charte des Nations Unies. Les commissions et autres organismes subsidiaires des Nations Unies ont pour la plupart été établis en vertu d'une Charte qui date de trente ans. Au cours de cette période, la situation a évolué d'une façon que n'auraient pu prévoir en 1945 les 51 premiers Etats membres: en outre, les valeurs et les priorités de tous les membres, anciens et nouveaux, ont évolué en conséquence. Les questions dont sont maintenant saisis tous les éléments de la famille des Nations Unies témoignent non seulement du quasi triplement du nombre de membres, mais aussi de l'accroissement des problèmes d'intérêt mondial.

Monsieur le Président, le Canada s'est efforcé de participer activement aux travaux visant à faire de l'Organisation des Nations Unies un meilleur instrument de coopération internationale, c'est-à-dire à améliorer sa

capacité de répondre aux demandes sans cesse croissantes de la collectivité mondiale. Dans cet esprit, le Canada est toujours prêt à étudier toutes propositions, y compris celles qui préconiseraient la modification de la Charte, susceptibles d'améliorer le mode de fonctionnement des Nations Unies. Bien que le Canada n'ait pas fait partie du Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies, il en a suivi de très près les délibérations. En toute franchise, nous sommes quelque peu désolés que le Comité n'ait pu mener à meilleur terme son mandat, non seulement en ce qui concerne la difficile tâche de définir les points particuliers de la Charte qui, de l'avis général, pourraient être révisés en vue d'accroître l'efficacité de cette organisation, mais aussi en ce qui a trait à l'étude de propositions qui, selon le paragraphe 1(A) de la Résolution 3349 XXIX pourraient contribuer au meilleur fonctionnement des Nations Unies sans qu'il soit nécessaire de modifier la Charte.

Il ne fait à peu près aucun doute que certains problèmes entravent le fonctionnement de l'organisation. Il semble pour le moins y avoir une prolifération d'organismes intergouvernementaux et de secrétariats qui entraînent peut-être un morcellement injustifié des efforts; il est possible qu'on ne fasse pas tous les efforts voulus pour arriver à un vrai consensus lors de la prise de décisions; et il existe également de mauvaises méthodes de travail. En outre, une confusion qui pourrait être grave de conséquences semble naître entre, d'une part, l'autorité et le mandat du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale dans les domaines politiques prévus par la Charte et, d'autre part, le mandat et l'autorité des conférences techniques dans leurs domaines respectifs.

À cet égard, le travail accompli par le Comité d'experts sur une nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale est particulièrement digne de mention. Nous sommes encouragés par le fait que ce groupe d'experts ait réussi à recommander une série de réformes concrètes et à longue portée qui pourraient bien révéler des moyens d'accroître sensiblement l'efficacité de l'organisation, sans qu'il soit pour autant nécessaire de modifier la Charte. Le moment venu, nous entendons participer activement au débat sur ces recommandations; nous espérons que ces discussions serviront à simplifier et à renforcer le travail des Nations Unies dans le domaine de la coopération économique entre États.

Monsieur le Président, il se peut fort bien que les difficultés qu'éprouve le Comité ad hoc tiennent à la définition de son mandat, précisé dans la Résolution 3349 (XXIX). Nous croyons qu'il aurait fallu que ce mandat soit beaucoup plus précis et spécifique pour être pleinement utile. Il aurait été intéressant, par exemple, qu'il traite de la poursuite possible de la réforme des procédures. Il va de soi que, avant d'envisager de nouvelles améliorations en ce sens, il nous faut tenir compte que les Nations Unies ont récemment effectué une révision complète et approfondie des procédures, qui a été couronnée par le rapport du Comité spécial des 31. Certaines de ses recommandations ont été mises en pratique, d'autres ont été approuvées mais ne sont pas encore en vigueur. En outre, d'autres suggestions utiles n'ont pas été retenues ou ont été mises de côté pour plus ample étude. Bien qu'il faille par tous les moyens éviter de répéter inutilement l'excellent travail de ce Comité, il se peut que son rapport renferme les bases d'autres améliorations qui permettraient de faire des Nations Unies une organisation plus efficace.

Bien que la Charte contienne certains anachronismes, il n'en demeure pas moins qu'elle a remarquablement bien traversé les trente dernières années et que les lacunes que l'on qualifie parfois de faiblesses du mécanisme des Nations Unies correspondent assez fréquemment aux carences des membres de l'Organisation. C'est pourquoi nous devons nous assurer que nous tirons le maximum des outils qui sont déjà à notre disposition.

Monsieur le Président, maintenant que nous avons exposé notre point de vue, nous continuerons de porter attention à tout changement envisagé dans d'autres secteurs des Nations Unies, y compris aux suggestions qui pourraient découler d'une révision de la Charte. Nous croyons que, dans l'avenir immédiat, les secteurs qui offrent les meilleures possibilités d'ententes sur des améliorations pratiques ne sont pas ceux qui appellent une modification de la Charte. C'est pourquoi nous estimons qu'il vaudrait mieux consacrer plus de temps et de ressources à ces secteurs, puisqu'il serait sans doute peine perdue de tenter à ce stade-ci de faire adopter unanimement des propositions de modification de la Charte.

À cet égard, si d'autres délégations manifestent le désir de proroger d'un an le mandat du Comité ad hoc, la délégation du Canada espère que la 6e commission pourra lui donner un mandat qui précisera davantage les aspects particuliers auxquels il pourrait utilement se consacrer.

Monsieur le Président, j'aimerais maintenant revenir sur la déclaration faite vendredi dernier par le distingué représentant de l'Australie, concernant la nécessité de mener d'autres enquêtes sur la prévention et le règlement pacifique des différends internationaux. Ma délégation partage pleinement ce point de vue. Le rapport rédigé par le Secrétaire-général en réponse à la Résolution 3283 (XXIX) portant sur les mécanismes établis jusqu'à présent, en vertu de la Charte, pour le règlement pacifique des différends internationaux est non seulement conçu, il est même quelque peu décourageant. Il montre clairement que les États membres de l'Organisation ne s'intéressent pas au plus haut point au problème crucial de mettre à la disposition des parties intéressées les moyens, quels qu'ils soient, de régler leurs différends de façon pacifique, et encore moins de trouver des solutions pour empêcher les conflits d'éclater.

Le Canada reconnaît que le Conseil de sécurité est le principal responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales et que la Cour internationale de justice joue un rôle de premier plan dans le mécanisme actuel des Nations Unies pour le règlement pacifique des différends.

Cependant, nous croyons qu'un regard neuf sur les situations qui donnent naissance aux différends permettrait de découvrir de nouvelles techniques et méthodes de règlement appliquées dans d'autres secteurs de l'activité humaine. Il a maintes fois été répété devant ce Comité que l'apparition de près de 100 nouveaux États sur la scène internationale depuis 1945 a bouleversé les réalités politiques de notre planète. L'interdépendance croissante de nos sociétés a rapproché nos peuples; elle a également augmenté les possibilités de frictions susceptibles d'aboutir à de dangereuses confrontations. Nous croyons que ces changements fondamentaux appellent une révision profonde et réaliste du mécanisme actuel de règlement des différends internationaux.

Ma délégation se pliera à la décision majoritaire du Comité quant au contexte dans lequel devraient être menés les travaux sur les moyens de prévenir et de régler les différends internationaux, mais nous espérons que la discussion fera ressortir que tous les membres portent un intérêt réel à la recherche de solutions de rechange pour éviter la confrontation.

Monsieur le Président, je vous remercie.

CA1
EA 75
-C 55

INTERVENTION CANADIENNE
À LA COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE
LE 19 NOVEMBRE 1975

Government
Publications

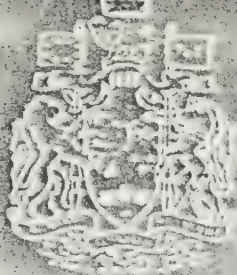
MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

LE CANADA N'A JAMAIS HÉSITÉ À APPUYER FINANCIÈREMENT LES ACTIVITÉS DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT, DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE L'OFFICE EN 1949, LE CANADA A VERSÉ DES CONTRIBUTIONS S'ÉLEVANT À \$35 MILLIONS. EN FAIT, LE TRISTE SORT RÉSERVÉ AUX RÉFUGIÉS DE PALESTINE PRÉOCCUPE LE CANADA AU PLUS HAUT POINT ET C'EST CE QUI L'INCITE FONDAMENTALEMENT À FOURNIR UNE AIDE À CARACTÈRE HUMANITAIRE EN VUE D'ALLÉGER LEUR MISÈRE. NOUS SAVONS BIEN TOUTEFOIS QUE L'OFFICE LUI-MÊME N'EST PAS EN MESURE D'APPORTER UNE SOLUTION VÉRITABLE AU PROBLÈME DU PEUPLE PALESTINIEN. AUSSI, LE CANADA DÉSIRE RAPPELER QU'IL INCOMBE À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DE TROUVER UNE SOLUTION DURABLE QUI AILLE AU COEUR DE CE PROBLÈME TOUT EN RESPECTANT LES DROITS NATIONAUX DE TOUTES LES PARTIES CONCERNÉES.

VOUS AVEZ LU LE RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE CONTENU DANS LE DOCUMENT A/10013 ET LE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE FINANCEMENT DE L'UNRWA QUE RENFERME LE DOCUMENT A/10334. VOUS AVEZ AUSSI ENTENDU LE HAUT COMMISSAIRE, SIR JOHN RENNIE, ET LE RAPPORTEUR DU GROUPE DE TRAVAIL, M. TELLMAN, NOUS EXPOSER LA SITUATION TRÈS CLAIREMENT. IL NE FAIT AUCUN DOUTE QUE L'UNRWA ÉPROUVE DE GRAVES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES. C'EST POURQUOI NOUS

INSISTONS POUR QUE LES NATIONS QUI CONTRIBUENT HABITUELLEMENT
À L'UNRWA CONTINUENT À FAIRE PREUVE DE GÉNÉROSITÉ ET NOUS
INVITONS LES PAYS QUI N'ONT PAS CONTRIBUÉ JUSQU'ICI À LE FAIRE,
TOUT PARTICULIÈREMENT CEUX DONT LA SITUATION FINANCIÈRE S'EST
SENSIBLEMENT AMÉLIORÉE RÉCEMMENT EN RAISON DE LA NOUVELLE
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MONDIALE. NOUS SOUHAITONS QUE, COMME
LE CANADA, ILS SE LAISSENT GUIDER D'ABORD PAR DES CONSIDÉRATIONS
D'ORDRE HUMANITAIRE.

MERCI, MONSIEUR LE PRÉSIDENT.



CANADA

CA1
EA 75
-C 55

VERIFIER AU MOMENT DE L'ALLOCUTION

Communiqué de presse numéro 30

Déclaration prononcée en Commission
politique spéciale de la trentième
session de l'Assemblée générale des
Nations Unies par M. Louis Duclos,
député, représentant du Canada,
le mardi 25 novembre 1975

Les opérations de maintien de la paix

CHECK AGAINST DELIVERY

Press Release No. 30

Statement made in the Special Political
Committee of the Thirtieth Session of
the United Nations General Assembly by
Mr. Louis Duclos, M.P., Representative
of Canada,
Tuesday 25 November 1975

Peace-Keeping Operations

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

C
O
m
m
u
n
i
q
u
é

Mr. Chairman,

The actions of my Government demonstrate much more clearly than any words I can express how much we support the peacekeeping efforts of the United Nations. Canada is deeply involved in peacekeeping operations of today as we have been in those of the past. Members of the Canadian Armed Forces are serving in all peacekeeping missions and, it goes without saying, that Canada provides financial support to all of them as well. Here, in the United Nations itself, we have always taken a profound interest in activities designed to make peacekeeping more effective and, to this end, have taken an active part in the Special Committee on Peacekeeping and on its working group.

Because of this commitment to peacekeeping, we are deeply disappointed that the efforts of the working group, under the capable chairmanship of Ambassador Ogbu, and the participation of the four Vice-Chairmen, the Permanent Representatives of Brazil, Canada, Czechoslovakia and Japan have failed to develop guidelines for peacekeeping. Last year when the work of the Special Committee on Peacekeeping was being discussed here in the Special Political Committee, there was an air of optimism evident both in the Report of the Special Committee and in interventions made at the time. The Canadian Representative, speaking last fall said "we remain hopeful that the convergence of formerly opposing views on the respective roles of the Security Council and the Secretary-General which we have witnessed in UNEF and UNDOF, can be the basis for further progress in the Special Committee." This optimism has not regrettably been borne out over the past year. The working group reports that "it has not been possible to make further progress in the completion of agreed guidelines for United Nations peace-keeping operations in conformity with the Charter of the United Nations."

This failure to achieve progress is all the more disheartening when one notes that the main basis for last year's optimism, the successful supervision of the agreements between Egypt and Israel, and Israel and Syria, respectively, by UNEF and UNDOF, has continued. The success of UNEF contributed in large measure to the atmosphere in which a further important step, through disengagement, towards achieving a just and lasting peace in the Middle East, was possible.

The peacekeeping operations in the Middle East have been remarkably successful, and we consider that practices followed in the administration of these forces will provide useful, practical guidelines for the U.N. We think that this experience, these guidelines, can be of great value to The Special Committee on Peacekeeping in carrying forward its work. We hope that it will permit that the "greater accommodation" referred to in the report of the working group, as necessary to overcome differences which have stood in the way of reaching agreement on guidelines for peace-keeping operations.

The fact that the working group did not achieve success does not discount the importance of the working of the Special Committee on Peacekeeping. Since it was established in February 1965, there has been a considerable change in the atmosphere in which peacekeeping is discussed. The Special Committee was born in the midst of bitter controversy. That we are able to discuss peacekeeping today without passion is, I believe, a tribute to our colleagues who have worked so hard in the Committee over these past ten years.

For these reasons and because we agree that there is merit in the suggestion that the working group devote some attention to consideration of specific practical questions related to peacekeeping operations, we could not agree that the working group should discontinue its work or cease to exist. However neither can we assent to the continuation of its efforts unless we can see some prospect of success, and improvement in its working methods. We therefore, and with reluctance, support the proposal that the working group continue, but only under circumstances which are likely to lead to further progress.

What are those circumstances under which we think the working group might continue? First we think it should consider initially only those matters on which there is some reasonable expectation of success, second, we suggest changes in the method of operation of the working group. For example the agenda for each meeting should be designed, as I have mentioned, to include not only practical problems for which solutions seem possible, but to cover only a program of work which can be reasonably carried out in the course of the year. This would also mean that documents and papers must be circulated far enough in advance that members of the Committee would have time to obtain considered instructions. Third,

and finally, we are of the view that meetings should be confined to a specified, limited period of time, say one or two weeks, during which those specific agenda items could receive the full and undivided attention of all members.

In respect of matters of substance on which there would be a reasonable expectation of success, we would draw your attention to an item which we proposed last year, the preparation of a training programme on the practical aspects of peacekeeping operations. I doubt if there has ever before been such a vast source of up to date practical knowledge and experience on the establishment and operation of peacekeeping forces as there is embodied at present in members of the United Nations Secretariat, members of the forces of troop contributing countries, and members of national missions which participated in hammering out the practical agreements necessary to establish UNEF and UNDOF. It would in our view be a serious waste not to take advantage of their experience, and to bring together their knowledge in the work and the reports of our Committee.

My Government therefore recommends that one practical aspect to which the working group of the Special Committee on Peacekeeping could turn its attention should be the establishment, within existing budgetary and staff resources, and with the co-ordination of the United Nations Institute for Training and Research and with the cooperation of troop contributing countries of a training course on the practical aspects of peacekeeping.

It might appear that in adopting the report which is before us, we are proposing that the United Nations should give less attention to its heavy responsibilities in the field of peacekeeping. We do not think that this will, in fact, be the case since there are other means through which the U.N. can continue, as it has before, to improve and contribute to the effective organization of peacekeeping operations. Among the most important are the periodic meetings of representatives of Governments which contribute troops to the United Nations Peacekeeping operations. We consider that these meetings, which are chaired by the Secretary-General, provide an effective means through which interested countries can continue to consult on the practical problems involved in existing peacekeeping operations, and the result of these

meetings provide practical precedents of how such operations should be conducted. This experience will, in the course of time, provide useful guidelines for the Special Committee on Peacekeeping to consider in formulating principles for the future peacekeeping operations.

Finally, Mr. Chairman, it is important to underline the fact that what is being proposed is not that the work of the Committee of 33 and its working group in this important field should be terminated, but, rather, that it should be suspended until such time as a basis exists for the resumption and continuation of its work in a more promising and fruitful atmosphere. Within the Special Committee on Peacekeeping we suggested, and I would like to reiterate that suggestion here, that the Chairman of the Committee undertake to continue in close consultation with the four Vice-Chairmen, the Permanent Representatives of Brazil, Canada, Czechoslovakia and Japan and the Rapporteur of the Committee, to review the situation periodically so that under more propitious conditions our work can be carried forward when the time is right.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Communiqué de presse numéro 31

Déclaration prononcée en Plénière
de la Trentième Session de
l'Assemblée générale des Nations
Unies par monsieur Marc Baudouin,
Ambassadeur et Représentant du
Canada,
le mercredi 26 novembre 1975

La décolonisation

Vérifier au moment du discours

Press Release No. 31

Statement made in the Plenary
of the Thirtieth Session of
the United Nations General
Assembly by H.E. Marc Baudouin,
Ambassador and Representative
of Canada,
Wednesday, 26 November 1975

Decolonization

Check against delivery

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

Nous avons continué cette année à profiter des effets bénéfiques qu'avait eus en avril 1974 sur le processus de décolonisation en Afrique l'annonce de la nouvelle politique du Gouvernement du Portugal. En effet, l'Organisation des Nations Unies a accueilli au cours de la présente session trois anciens territoires portugais en Afrique, soit le Mozambique, le Cap-Vert ainsi que Sao-Tomé et Príncipe. Les Comores ont également été acceptés au sein des Nations Unies. De nouvelles forces et de nouveaux membres nous arrivent également d'autres parties du globe; nous avons récemment accueilli le Papua-Nouvelle-Guinée et nous comptons d'ici une ou deux semaines admettre un nouvel Etat de l'hémisphère occidental, soit Surinam.

Les Nations Unies connaissent une expansion qui a rarement été égalée au cours des dernières années. Cette situation est dans une large mesure attribuable à leurs initiatives en vue de promouvoir la mise en vigueur de la résolution 1514. Les Nations Unies ont contribué à la création d'une atmosphère internationale qui exige que soient étudiés tous les aspects des situations qui ont empêché jusqu'à maintenant les peuples de diverses parties du globe d'exercer leur droit à l'autodétermination et d'accéder à l'indépendance lorsque c'était là leur désir.

Il reste très peu de pays sous administration coloniale. Dans la plupart des cas, exception faite de la Rhodésie et de la Namibie, il s'agit de petits territoires, souvent isolés et peu densément peuplés. Il n'en demeure pas moins que ces petits territoires méritent que nous leur accordions l'attention et l'aide nécessaires pour veiller à ce que leurs populations bénéficient du droit de déterminer leur avenir. Toutefois, la délégation du Canada a bien fait ressortir que l'autodétermination ne correspond pas toujours à l'indépendance. Certains petits territoires peuvent considérer que l'accession à l'indépendance serait pour eux peu pratique ou peu attrayant compte tenu de leurs ressources humaines et matérielles limitées. Il appartient aux habitants de ces territoires de fixer le mode d'autodétermination qui leur convient le mieux. Les liens que le peuple de Niue a décidé de conserver avec la Nouvelle-Zélande constituent un excellent exemple de choix possible.

Monsieur le Président, nous avons toujours soutenu le droit des peuples sous domination coloniale à l'autodétermination et à l'indépendance. Nous avons également toujours fait valoir que l'objectif du processus de décolonisation n'est pas seulement d'entraîner le départ d'une puissance coloniale, mais aussi d'encourager la création d'Etats (petits ou grands) stables et unis, capables de relever les défis de l'indépendance ainsi que du développement économique et social, et de vivre dans la paix et la sécurité avec leurs voisins. A cet égard, monsieur le Président, nous sommes profondément affligés par la situation qui prévaut en Angola. Le 11 novembre, le Gouvernement du Canada a déclaré ce qui suit: "Le Canada a toujours soutenu le droit des peuples colonisés à l'autodétermination et à l'indépendance et nous saluons donc l'indépendance accordée par le Portugal à l'Angola, le 11 novembre. Cependant, à cause de la situation politique extrêmement confuse qui y prévaut et des problèmes de sûreté, nous ne sommes pas en mesure, actuellement, de reconnaître aucun des groupes qui prétendent le gouverner, ni d'établir des relations bilatérales avec eux. Notre doctrine à cet égard repose sur des fondements établis depuis longtemps: nous reconnaissons les gouvernements qui ont la maîtrise effective de leur pays et qui peuvent honorer leurs obligations internationales. Dès que la situation en Angola le permettra, nous préciserons définitivement nos relations avec lui."

Nous tenons à souligner les initiatives prises par l'Organisation de l'unité africaine en vue de mettre un terme au conflit en Angola. Nous profitons aussi de l'occasion pour souligner que nous déplorons et que nous condamnons les interventions étrangères qui ont favorisé la dissension entre les mouvements politiques; qui ont servi à envenimer les confrontations armées en fournissant du matériel, de l'équipement et du personnel; et qui ont du même coup entraîné le recours à des méthodes militaires plutôt que pacifiques pour atteindre des objectifs politiques. Nous prions tous les pays qui sont en mesure de le faire d'exprimer l'intérêt réel qu'ils portent au peuple angolais en utilisant leur influence pour rapprocher les diverses parties en cause par la voie de la négociation et de la conciliation. Sinon, il y aura poursuite d'une guerre civile fratricide qui pourrait ultimement mener à la désintégration de l'intégrité territoriale du pays. Ce serait un événement tragique non seulement pour l'Angola, pour aussi pour toute l'Afrique, puisque l'intérêt serait alors détourné des problèmes sérieux qui restent à résoudre en Afrique australe en matière de décolonisation et de racisme.

Monsieur le Président, nous sommes désappointés et inquiets que la situation n'ait pas évolué au Zimbabwe et que la Namibie soit encore aussi éloignée de l'indépendance. Comme nous l'avons souligné lors de notre intervention sur cette question, "avec ou sans Ian Smith la "majority rule" s'imposera nécessairement en Rhodésie. La façon dont la Rhodésie et les Rhodésiens résoudre leurs problèmes, la manière dont les pays d'Afrique et du monde entier régleront ce différend, la façon dont l'Organisation des Nations Unies réagira devant ce sursaut fondamental de l'homme africain pour ne pas dire de l'homme tout court, sont d'une importance capitale pour l'avenir de l'humanité. Ou bien nous assisterons à un règlement pacifique de ce conflit, et alors on peut espérer que les autres problèmes raciaux et politiques qui subsistent en Afrique australe se régleront également par la voie de la négociation et de la raison; ou bien, la violence entraînant la violence, celle qui s'installera en Rhodésie se répercutera ailleurs." Pour ce qui est de la Namibie, ce n'est qu'au prix de grands risques que le Gouvernement de l'Afrique australe pourra continuer son occupation illégale du territoire en dépit de l'opposition de toute la communauté internationale. Ce Gouvernement doit se rendre compte que la communauté internationale ne pourra accepter un règlement négocié dans le cadre des prétendues discussions constitutionnelles de l'Afrique sud-occidentale en l'absence de représentants authentiques du peuple de Namibie, choisis lors d'élections libres tenues sous surveillance internationale.

Monsieur le Président, l'objectif premier des travaux des Nations Unies et des Etats membres, en ce qui concerne la situation en Afrique australe, est d'exercer toute l'influence morale et politique possible afin d'aboutir le plus rapidement possible à un règlement pacifique. Un important aspect secondaire de nos initiatives communes consiste à accorder un soutien matériel et moral aux habitants de l'Afrique australe. Le Gouvernement du Canada a toujours eu pour politique d'aider substantiellement les initiatives humanitaires de la communauté internationale lorsqu'elle poursuit ces objectifs. C'est pourquoi nous faisons depuis longtemps partie des principaux contributeurs au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, au Fonds d'échanges universitaires internationaux, au Programme de bourses d'études du Commonwealth pour la Rhodésie et au Fonds d'affectations spéciales pour l'Afrique du Sud. En outre, nous avons cette année annoncé le versement d'une contribution de 100,000 dollars pour la création de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie.

Nous croyons que ces programmes sont importants, car ils témoignent de façon tangible de l'intérêt que manifestent les Nations Unies à l'égard de l'oppression dont souffrent les habitants de l'Afrique australe. Nous croyons qu'il y a lieu de nous réjouir que les Nations Unies participent à la formation et à l'éducation des Sud-Africains qui joueront un rôle de premier plan dans le développement de leur société lorsque leur pays accédera à l'indépendance ou à la "majority rule".

Monsieur le Président, la décolonisation est un processus dynamique. Ses progrès sont réguliers et évidents dans les territoires du monde entier. Nous constatons, par exemple, que les Seychelles accèderont à l'indépendance l'an prochain et que les Iles Solomon suivront la même voie peu après.

La Quatrième Commission a été cette année la scène de débats sur certaines des questions les plus épineuses qui restent à résoudre en ce qui concerne des territoires non autonomes. Dans le cas du Territoire des Afars et des Issas, des pétitionnaires et des représentants de mouvements de libération ont fait des déclarations qui révèlent un intérêt nouveau pour l'indépendance. La puissance administrante, la France, a déclaré qu'elle serait disposée à réagir favorablement aux aspirations à l'indépendance si c'est le vœu de la population de ce territoire. Il est également évident que l'accession à l'indépendance ne prendra tout son sens que si l'intégrité territoriale est pleinement respectée par les pays voisins.

La question du Sahara occidental est très délicate, comme l'ont révélé les récentes discussions du Conseil de sécurité à ce sujet. Nous ne croyons pas qu'il soit opportun de faire ici des observations sur les questions qui ont été abordées par le Conseil de sécurité, ni sur les résultats des négociations entre les parties concernées en ce qui a trait à l'article 33 de la Charte. En ce qui concerne la décolonisation, il est évident que l'Assemblée générale des Nations Unies doit maintenir sa position, à savoir que les peuples de tous les territoires non autonomes ont le droit à l'autodétermination conformément à la résolution 1514. Comme le précise l'article 73 de la Charte, il faut que le principal facteur du processus de décolonisation demeure la primauté des intérêts des habitants du territoire.

En ce qui concerne Belize, la délégation du Canada a également l'honneur d'appuyer le droit de ce peuple à l'auto-détermination et d'insister sur la nécessité que soient conclues au plus tôt les négociations entre les gouvernements du Royaume-Uni et du Guatemala, afin que les habitants du pays puissent profiter de leur indépendance dans une atmosphère de sécurité et d'amitié avec leurs voisins.

Monsieur le Président, la décolonisation est une noble cause parce qu'elle suppose un objectif encore plus grand, soit celui de la liberté et de la dignité humaine. L'un des principaux motifs de fierté de l'Organisation sera indiscutablement d'avoir participé à ce processus et d'avoir contribué à façonner l'avenir. Nous nous rapprochons du but; raison de plus pour renouveler nos efforts afin de faire triompher la cause de la justice et de la dignité humaine.

Mr. President,

The renewed impetus given to the process of decolonization in Africa, in April 1974, by the new policies of the Government of Portugal has continued to be felt throughout the present year. The United Nations has welcomed to its membership at the present session three former Portuguese territories in Africa: Mozambique, Cape Verde and Sao Tome and Principe. It has similarly admitted Comoros to our membership. From other parts of the world, we are drawing additional new members and strength. We have recently welcomed to our midst Papua New Guinea; and in a week or two we expect to welcome a new nation of the western hemisphere -- Surinam.

The United Nations is experiencing a growth in membership of a magnitude seldom equalled in recent years. A good measure of the credit for this expansion can be attributed to United Nations efforts to promote the implementation of resolution 1514. The United Nations has assisted in the creation of an international atmosphere that demands that serious efforts be made to deal with situations which have so far inhibited peoples in various parts of the world from exercising their right to self-determination and proceeding to independence if that is their clearly expressed will.

The areas which remain under colonial administration are few indeed. In most cases, with the notable exceptions of Rhodesia and Namibia, they are small territories often isolated and lightly populated. Nonetheless these small territories warrant our attention and our assistance to ensure that the rights of their populations to determine their own future are accorded them. The Canadian delegation has been careful to point out, however, that self-determination does not always mean independence. Certain small territories may consider that their limited human and material resources make independent status impractical or unattractive. It is for the people of these territories to determine precisely

what form of self-determination is most appropriate to their individual circumstances. The relationship with New Zealand which was chosen by the people of Niue is an excellent example of one alternative.

Mr. President, we have maintained over the years our support for the right of peoples under colonial rule to self-determination and independence. We have at the same time underlined our belief that the objective of the decolonization process is not simply to bring about the departure of a colonial power -- but to encourage the emergence of stable and united nations (large or small) which are equipped to face the challenges of independence, of social and economic development, and of being able to live in peace and security with their neighbours. In this light, Mr. President, we view with great sadness, the situation prevailing in Angola. On November 11, the Canadian Government made the following statement, "Canada has consistently supported the right of colonized peoples to self-determination and independence, and we have accordingly taken note and welcome Angola's independence from Portugal which took place November 11. However, the political and security situations there are extremely confused, and we are not at present in a position to recognize or enter into relations with any group which may claim to govern the country. It is established Canadian policy to recognize governments that are in control of their country and that are able to answer to their international obligations. When the situation in Angola is clarified sufficiently in this direction, we will then be in a position to pronounce further on our relations with it."

We recognize with appreciation the efforts of the OAU to end the conflict in Angola. At the same time, we greatly regret and condemn the foreign intervention that has fomented further the divisions between the political movements; that has served to intensify the armed confrontations by the supply of material, equipment,

and personnel; and that has thereby encouraged the recourse to military rather than peaceful methods of achieving political objectives. We urge all those able to do so, to demonstrate their real concern for the people of Angola by using their influence to bring together the peoples and parties through negotiation and conciliation. The alternative would be a continuation of this fratricidal civil war leading possibly to the disintegration of the territorial integrity of the country. This would be tragic, not only for Angola, but also for the rest of Africa because it would distract attention and concern away from the remaining serious problems of decolonization and racism in Southern Africa.

Mr. President, the lack of significant progress towards resolving the situation in Zimbabwe and towards independence in Namibia is a matter of disappointment and of concern. As we said in our intervention on this subject, "With or without Ian Smith, majority rule in Rhodesia is inevitable. How Rhodesia and Rhodesians resolve their problems; how the countries of Africa and the world deal with the issues involved; and how this body, the United Nations, copes with these pressures, are matters of major importance for the future of mankind. Whether or not the grave racial and political problems of Rhodesia can be settled by peaceful methods will have a great influence on whether the remaining racial and political problems of Southern Africa can be resolved in peace -- or by violence." As for Namibia, the Government of South Africa can continue only at great risk its opposition to the will of the entire international community in maintaining its illegal occupation of Namibia. It must realize that no settlement worked out in the so-called South West Africa constitutional discussions, which it has set in progress, can be acceptable to the international community in the absence of the participation of the authentic representatives of the Namibian people, chosen in open elections under international supervision.

Mr. President, the major objective of the work of the United Nations and of member states with regard to the situation in Southern Africa is to exert all possible moral and political influence to bring about early and peaceful change. An important secondary aspect of our joint efforts is to provide material and moral support to individuals in Southern Africa. It has been and remains my Government's policy to assist in a substantial measure the humanitarian efforts of the international community to these ends. For this reason we have long been a major contributor to the United Nations Educational and Training Programme for Southern Africa, the International University Exchange Fund, the Commonwealth Scholarship Programme for Rhodesia and the Trust Fund for South Africa. In addition we have this year announced a contribution of \$100,000 to assist in the establishment of the United Nations Institute for Namibia. We believe these programmes are important in providing a tangible evidence of the United Nations' concern for the oppressive situation of individuals in Southern Africa. It is a matter of satisfaction, we believe, that the United Nations should be assisting in the training and education of Southern Africans who will eventually play a key role in the development of their societies as their countries achieve independence or majority rule.

Mr. President, the process of decolonization is a dynamic one. Progress is steady and is evident in territories around the world. We note, for example, that the Seychelles will be independent next year and the Solomon Islands, very shortly thereafter.

The Fourth Committee has been the scene of debate this year on some of the thorniest questions remaining in relation to certain non-self-governing territories. With regard to the Territory of the Afars and the Issas, we have heard statements of petitioners and representatives of liberation movements which indicate a new interest in independence. We have heard a statement from the administering power, France, to the effect that it would be prepared to reply favourably to aspirations for independence expressed by the

population of that territory. At the same time, it is clear that the achievement of independence will be meaningful only if its territorial integrity is completely respected by its neighbouring countries.

The question of Western Sahara is an extremely sensitive one as was demonstrated by the recent Security Council discussion on that subject. We do not believe it appropriate to comment here on the matters which were discussed by the Security Council nor on the results of the negotiations between the parties concerned with regard to Article 33 of the Charter. We need only state that with regard to the decolonization aspects, it is clear that the United Nations General Assembly must maintain its position to the effect that the peoples of every non-self-governing territory have the right to self-determination in accordance with Resolution 1514; the paramount factor in decolonization must remain as defined by Article 73 of the Charter the interests of the inhabitants of the territory.

With regard to the question of Belize, the Canadian Delegation is pleased similarly to support the right of the people of Belize to self-determination and to stress the need for the early conclusion of negotiations between the Governments of the United Kingdom and Guatemala in order that the people of Belize may enjoy independence in a climate of security and friendship with their neighbours.

Mr. President, decolonization is a noble cause because it leads to a yet nobler one, which is that of freedom and human dignity.

To have favoured and aided this process, and to have contributed in preparing for the future, will undoubtedly be one of this institution's chief claims to honour. We are drawing close to the goal. This should be a further reason for us to renew our efforts, so that, in one more field of international relations, the cause of justice and human dignity may triumph.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Communiqué de presse numéro 32

Déclaration prononcée par monsieur Louis Duclos, Député et Représentant du Canada, devant la Commission spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'annonce d'une contribution volontaire à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le mercredi 26 novembre 1975

Press Release no. 32

Statement made by Mr. Louis Duclos, M.P. and Representative of Canada, in the ad hoc committee of the General Assembly for the announcement of a voluntary contribution to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East, Wednesday, 26 November 1975

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

J'ai le très grand plaisir d'informer cette Commission spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies que mon Gouvernement a décidé de verser, sujet à l'approbation du Parlement canadien, une contribution volontaire de 3,350,000 dollars à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'année 1976. De ce total, une somme de 1,350,000 dollars constitue une contribution en argent, le solde au montant de 2,000,000 de dollars représentant la valeur des produits essentiels qui seront livrés à l'Office par le Canada au cours de 1976.

Je me permets de souligner que la contribution en argent du Gouvernement canadien pour l'année qui vient est supérieure de 150,000 dollars ou encore de 12 pour cent à celle versée en 1975, laquelle s'élevait à 1,200,000 dollars. La contribution du Canada depuis la création de l'Office en 1950 atteint maintenant plus de \$38 millions.

La réponse du Gouvernement du Canada à l'appel lancé par l'Organisation des Nations Unies en vue de rétablir l'équilibre financier de l'Office témoigne bien de la sympathie que suscite chez la population canadienne le triste sort réservé aux réfugiés palestiniens.

Je voudrais aussi exprimer à Sir John Rennie l'admiration de mon Gouvernement pour le magnifique travail accompli par lui et ses collaborateurs et l'assurer de l'intérêt soutenu du Gouvernement canadien à l'égard des activités de l'Office de secours et des travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Mr. Chairman,

I have the pleasure to announce to this ad hoc committee of the United Nations that my Government has decided to contribute some \$3,350,000 to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East for 1976 pending Parliamentary approval. Of this voluntary contribution some \$1,350,000 will be a direct cash grant, and some \$2,000,000 will consist of contributions in kind.

I take this opportunity to note that the cash grant portion of the Government of Canada's contribution to UNRWA in 1976 has been increased by \$150,000, or an increase of 12 per cent over our cash grant for 1975 which amounted to some \$1,200,000. This brings the total Canadian contribution to UNRWA since 1950 to something over \$38 million.

The Government of Canada makes this contribution with the hope that it will help UNRWA in its current financial mess, and out of our real concern for the plight of Palestinian refugees.

I would also like to express to Sir John Rennie and his staff the esteem with which my Government holds their work and assure him of our continued support for the activities of the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East.



CANADA

Communiqué

Communiqué de presse numéro 33

Déclaration prononcée en Sixième
Commission de la trentième session de
l'Assemblée générale des Nations Unies
par monsieur Serge April, représentant
du Canada,
le lundi 3 novembre 1975

La question de l'asile diplomatique

Press Release No. 33

Statement in the Sixth Committee of
the Thirtieth Session of the United
Nations General Assembly by Mr. Serge
April, Representative of Canada,
Monday, 3 November 1975

The Question of Political Asylum

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

J'aimerais réitérer la position du Canada sur la question de l'asile diplomatique.

Le Canada, à l'instar de la majorité de la communauté internationale, est d'avis que l'asile diplomatique n'est pas une institution reconnue par le droit international contemporain et universel. Cette institution ne se retrouve à l'heure actuelle qu'en droit positif latino-américain.

Il y a de nombreuses raisons à cet état de fait. Une de ces raisons serait, à notre avis, que l'asile diplomatique n'a pas de fondement juridique qui soit généralement reconnu par l'ensemble de la communauté internationale ou qui d'emblée emporte l'adhésion générale.

Ainsi on affirmait autrefois que l'asile diplomatique était fondé sur le principe de l'exterritorialité des locaux diplomatiques, mais, lorsque la fiction juridique de l'exterritorialité tomba en désuétude, l'asile cessa à son tour d'être généralement reconnu.

Certains voulurent alors justifier l'asile diplomatique en disant qu'il était fondé sur le principe de l'inviolabilité des locaux diplomatiques. Cette doctrine, toutefois, ne fut pas acceptée, car l'inviolabilité n'est reconnue qu'en vue d'assurer l'accomplissement efficace des fonctions des missions diplomatiques, et l'asile n'est pas au nombre des fonctions généralement reconnues des missions diplomatiques.

Quoi qu'il en soit, en droit latino-américain, les anciennes Conventions de La Havane et Montevideo faisaient référence à la coutume locale comme étant le fondement de l'institution de l'asile. Toutefois, la Cour internationale dans l'affaire Haya de la Torre en 1950 décida qu'en matière d'asile diplomatique il n'existait pas de coutume au sens juridique du terme. La Convention de Caracas de 1954 disposa donc, pour combler cette lacune identifiée par la Cour internationale, que l'asile diplomatique serait respecté conformément aux dispositions de la Convention elle-même. C'est donc dire que, même en Amérique latine, le supposé fondement coutumier de l'asile diplomatique dut être remplacé par un fondement conventionnel.

L'asile diplomatique ne jouirait donc d'une existence légale que dans la mesure où les Etats qui se sentent concernés veulent bien adhérer à un traité ou une convention portant sur cette question. Etant donné les difficultés d'ordre politique, pratique et juridique qui sont inhérentes à l'asile, une telle adhésion présuppose chez les Etats concernés une volonté politique motivée par des conditions et des besoins particuliers.

Nous croyons que les débats et travaux entrepris suite à l'inscription de cette question à notre ordre du jour ont confirmé clairement qu'à l'échelle universelle les conditions sous-jacentes à l'adoption d'un traité sur l'asile diplomatique ne sont pas réunies et que par conséquent la volonté politique nécessaire à l'adoption d'un tel traité n'existe pas.

Quoi qu'il en soit, si un projet de traité universel sur l'asile diplomatique devait se matérialiser, les circonstances où il devrait s'appliquer étant tellement difficiles à saisir, son texte se révélerait sans doute, à la pratique, soit trop rigide soit trop ambiguë, c'est-à-dire qu'il risquerait soit de demeurer lettre morte, soit de devenir source de conflits. D'autre part, si le projet ne devait pas aboutir, un tel échec entraînerait, par argument a contrario, des conséquences négatives pour les idéaux humanitaires à l'origine du projet et pour certaines pratiques plus ou moins du même genre, tel le refuge temporaire.

Ainsi, comme nous l'avons déjà affirmé et expliqué, bien que le Canada ne reconnaisse pas la légalité de l'asile diplomatique, nous sommes d'avis que le droit international admet qu'en certaines circonstances exceptionnelles un ambassadeur non seulement puisse mais doive accorder, pour des raisons humanitaires qui n'ont rien à voir avec la politique, un refuge temporaire (a temporary safe haven, en anglais) à toute personne dont la vie est en danger immédiat.

Nous désirons souligner qu'il ne faut pas confondre d'une part l'asile diplomatique, qui est, là où il existe, une institution ayant des connotations politiques marquées, et d'autre part le refuge temporaire, qui est une pratique essentiellement et exclusivement humanitaire.

Il est manifestement impossible de définir dans le détail les circonstances exceptionnelles où un refuge temporaire peut et doit être accordé. Chaque cas d'espèce doit, par la force des choses, faire l'objet d'une décision particulière, et être réglé sur la base de consultations entre parties

concernées. L'absence de codification en cette matière, loin de constituer une lacune, permet la flexibilité et favorise le pragmatisme.

Nous tenons à exprimer nos félicitations au Secrétariat pour la recherche approfondie qu'il a menée sur la question de l'asile diplomatique et pour l'excellent rapport qui en a résulté.

Quant à toute résolution qui pourrait nous être soumise, elle rencontrerait l'approbation de la délégation du Canada, dans la mesure où une telle résolution reconnaîtrait que, dans la conjoncture actuelle, il est inutile de poursuivre nos travaux sur la question de l'asile diplomatique.

Merci, monsieur le Président.

Mr. Chairman,

I would like to reiterate Canada's position on the question of diplomatic asylum.

Canada, like a majority of the international community, is of the opinion that diplomatic asylum is not an institution recognized in universal international law at this time. Such an institution is currently found only in Latin American positive law. There are many reasons for this state of affairs. One of these, we feel, is that diplomatic asylum has no legal basis which is generally recognized by the international community or which can claim general acceptance. At one time diplomatic asylum was said to be based on the principle of extraterritoriality of diplomatic premises. However, once the legal fiction of extraterritoriality fell into disuse, asylum ceased in its turn to be generally recognized. Attempts were then made to justify diplomatic asylum by saying that it was based on the principle of the inviolability of diplomatic premises. That doctrine was not accepted. However, since inviolability is recognized only as a means of ensuring that diplomatic missions can carry out their duties effectively, and granting asylum is not one of the generally recognized duties of diplomatic missions.

Be that as it may, in Latin American law the former Havana and Montevideo Conventions cited local custom as the basis for the institution of asylum. Nevertheless, the international court ruled in the Haya de la Torre case in 1950 that no custom in the legal sense of the term existed with respect to diplomatic asylum. The Caracas Convention of 1954 therefore sought to remedy the Lacuna noted by the court by stipulating that diplomatic asylum would be observed in accordance with the provisions of the Convention itself. In other words, even in Latin America it was found necessary to replace the supposed basis of diplomatic asylum in custom by a conventional basis. It would appear, therefore,

that diplomatic asylum exists legally only if the nations which consider themselves involved are prepared to comply with a treaty or convention dealing with the question. In view of the political, practical and legal problems associated with asylum, such compliance presupposes a political motivation based on particular needs and conditions.

We think that the discussion and study undertaken following the inclusion of this matter in our agenda have clearly confirmed the fact that current international conditions are inappropriate to the adoption of a treaty on diplomatic asylum, and that consequently the political motivation necessary for the adoption of such a treaty does not exist.

In any event, in view of the difficulty of defining the circumstances in which a world agreement on diplomatic asylum would be applied, the draft of such a treaty, if it were to appear, would doubtless prove in practice to be either too rigid or too ambiguous; that is, there would be a danger of its either remaining a dead letter or becoming a source of conflict. If, on the other hand, such a treaty never came into being, such a failure would, by argument a contrario, entail negative consequences for the humanitarian ideals that had lain behind it and for practices more or less of the same kind such as the granting of temporary safe haven.

Thus, as we have already stated and explained, although Canada does not recognize the legality of diplomatic asylum, international law does make provision for certain circumstances in which an Ambassador not only may but should, for humanitarian reasons which have nothing to do with politics, grant a temporary safe haven to any person whose life is in immediate danger. Diplomatic asylum is not to be confused with temporary safe haven; the former, where it exists, is an institution

with strong political overtones, while the latter is a practice based on purely humanitarian considerations.

Clearly, the exceptional circumstances in which temporary safe haven may and should be granted cannot be defined in detail. Each case must by the nature of things be considered individually and settled on the basis of consultations among the parties concerned. The absence of written law in this area, far from constituting a deficiency, makes for flexibility and greater pragmatism in decision-making.

We would like to thank the Secretariat for the thorough research it has conducted on the question of diplomatic asylum and for the resulting excellent report. As for any resolution which could be submitted to us, it would be approved by the Canadian Delegation to the extent that it recognizes that under present conditions it is useless to pursue our work on the question of diplomatic asylum.

Thank you, Mr. Chairman.



CANADA

Communiqué

CA1
EA 75
-C 55

Gouvernement
Publications

Communiqué de presse numéro 34

Déclaration prononcée en Troisième
Commission de la trentième session
de l'Assemblée générale des Nations
Unies par Madame Maria Masson,
représentante du Canada,
le mercredi 3 décembre 1975

Année internationale de la femme

Press Release No. 34

Statement in the Third Committee of
the Thirtieth Session of the United
Nations General Assembly by Mrs. Maria
Masson, Representative of Canada,
Wednesday, 3 December 1975

International Women's Year

**CANADIAN DELEGATION
TO THE UNITED NATIONS**

**DELEGATION DU CANADA
AUPRES DES NATIONS UNIES**

Monsieur le Président,

En proclamant que 1975 serait l'Année internationale de la femme, les Nations Unies ont franchi une étape importante dans la voie qui doit conduire à la réalisation de tous leurs objectifs en ce qui concerne les droits de l'homme. La proclamation de l'Année internationale de la femme a suscité une prise de conscience à l'échelle mondiale et entraîné une remise en question du rôle de la femme dans la société et le développement. Il en est résulté un Plan mondial d'action dont les trois thèmes sont la paix, le développement et l'égalité. Le Canada a appuyé avec enthousiasme la tenue d'une année internationale de la femme, tant au niveau de ses programmes nationaux qu'à l'échelle mondiale.

La Conférence de Mexico, d'une durée de deux semaines, a constitué l'événement dominant et le principal centre d'intérêt dans le cadre des activités de l'Année internationale de la femme. A cette occasion un Plan d'action mondial à la fois vaste et global était approuvé par consensus. Cet instrument énonce toute une gamme de principes directeurs et de programmes possibles, y compris certains objectifs, en plus de proposer une méthode d'examen et d'évaluation.

Ce Plan, auquel viennent s'ajouter de nombreuses autres décisions prises à Mexico, constituera un modèle ou un guide indispensable pour les Etats qui désirent revoir ou élaborer des programmes destinés à améliorer la condition de la femme dans leur pays. Bien que les débats de la Conférence aient été parfois très politisés, entraînant chez les participants un sentiment de frustration et même d'amertume, il n'en reste pas moins, comme en témoigne le Plan d'action de la Conférence, que des progrès concrets ont été réalisés, qui devraient reléguer à l'arrière-plan ces querelles politiques.

La Conférence mondiale de l'Année internationale de la femme a surtout porté sur les problèmes qu'éprouvent les femmes des pays en voie de développement. En plus de communiquer son expérience, le Canada s'est enrichi de celle des autres. Ainsi, au fur et à mesure qu'avançaient les travaux, il est devenu de plus en plus évident que les problèmes inhérents à la condition de la femme devaient être examinés dans la perspective plus vaste du développement et de la paix mondiale. A cet égard, le Canada a annoncé à Mexico que la condition de la femme avait été rangée au nombre des priorités de l'Agence canadienne de développement international.

Le Plan d'action servira surtout de modèle auquel pourront se reporter le Canada et d'autres pays développés pour reviser leurs propres programmes plutôt que de guide en vue de l'élaboration de nouveaux programmes. A cet égard, le Canada satisfait à la plupart, sinon à toutes les normes minimales du Plan. A Mexico, comme à l'occasion de toute autre conférence internationale consacrée avant tout aux problèmes sociaux, la tendance a été d'aborder l'ensemble des problèmes sociaux, économiques et politiques de façon globale, tendance qui risque parfois de semer une certaine confusion au niveau des résultats définitifs. Il n'en demeure pas moins que la prise de conscience suscitée à l'égard des problèmes inhérents à la condition de la femme constitue une des principales réalisations de la Conférence.

En définitive, la Conférence de Mexico a réussi à centrer l'attention sur la condition féminine et a entraîné la création d'un Plan d'action vaste et global qui constitue un excellent guide pour tous les Etats. Bien qu'il renferme certaines nuances politiques auxquelles nous ne pouvons souscrire, les éléments positifs l'emportent d'emblée. En plus de faire ressortir le fossé immense qui sépare la rhétorique de la mise en vigueur des programmes destinés à améliorer la condition de la femme, le Plan a servi à susciter chez les hommes et les femmes une volonté commune de surmonter cet obstacle.

Le Gouvernement et le peuple canadiens prennent maintenant conscience de l'envergure des objectifs du Plan mondial adopté à Mexico. En ce qui concerne le Canada, l'Année internationale de la femme constitue plus qu'un symbole. Les débats sur l'égalité (et l'inégalité) qui ont marqué l'Année, se sont avérés significatifs; ils ont mis en relief la nécessité d'élaborer de nouvelles politiques et de prendre des mesures législatives additionnelles. Le Gouvernement fédéral a lancé et appuyé de nombreux programmes dans le cadre de l'Année internationale de la femme. Pour coordonner et superviser les politiques s'y rapportant expressément, on a créé au sein du Bureau du Conseil privé un organisme spécial communément appelé Secrétariat de l'Année internationale de la femme.

Le Canada estime qu'un des moyens d'assurer la pleine acceptation des femmes sur le marché du travail, consiste à tenir compte de la question de la condition de la femme dans tous les aspects de la politique nationale. Dans cette optique, le Gouvernement a institué un comité interministériel qui étudiera quelles sont les meilleures façons de tenir compte de la condition de la femme dans la politique nationale. Il présentera à la fin de 1975 un rapport contenant des propositions concrètes pour mettre en oeuvre cet objectif.

Afin d'assurer à tous des possibilités égales d'emploi, le Gouvernement du Canada, à titre d'employeur, a introduit un grand nombre de nouvelles mesures. Il a, par exemple, instauré un programme dont l'objectif est d'assurer qu'une proportion plus adéquate de femmes soit représentée dans toutes les catégories d'emploi, et cela, en tenant compte du nombre de personnes compétentes et intéressées qu'il est possible d'obtenir chez les deux sexes. En outre, le Gouvernement étudie présentement les mesures à prendre pour encourager les sociétés qui détiennent des contrats gouvernementaux à mettre en vigueur des mesures visant à améliorer la condition de leurs employés féminins. Ces entreprises nationales seront également encouragées à augmenter le pourcentage des femmes au niveau des postes de gestion et de prise de décisions. Ce programme, appelé Action 75 plus, met un accent particulier sur le problème posé par les notions préconçues du rôle de l'homme et de la femme, que véhiculent les média d'information.

Monsieur le Président, je n'ai énuméré que quelques-unes des initiatives prises par mon Gouvernement pour assurer aux femmes l'égalité des possibilités, des droits et des responsabilités.

Des programmes de ce genre, appuyés par des mesures législatives appropriées, peuvent réduire considérablement l'écart qui sépare encore la réalité des objectifs ultimes que nous nous sommes fixés. Cependant, les événements nous rappellent constamment que sans l'appui et la participation de tous les citoyens, aucun gouvernement ne peut éliminer efficacement les pratiques discriminatoires. Comme le soulignait récemment l'honorable Marc Lalonde, ministre chargé de la situation de la femme, lorsque des femmes font l'objet d'un traitement injuste ou discriminatoire, ce n'est pas nécessairement dû à une absence de législation, mais plutôt à la présence d'obstacles vagues et imprécis, que nous pouvons qualifier "d'attitudes". Si les lois évoluent et que, par contre, les attitudes ne changent pas, les résultats seront peu probants. Si on les laisse évoluer, ces attitudes ont tendance à prendre racine.

Bien que d'une façon générale le principe de l'égalité soit désormais partout reconnu au Canada, il nous faudra faire encore beaucoup d'efforts pour en assurer la mise en application totale.

Mr. Chairman,

The designation of 1975 as International Women's Year constitutes a major landmark in the process towards the total realization of UN goals in the field of human rights. After years of neglect, International Women's Year, by creating a new world consciousness, has sparked a re-examination of the role of women in society and development. The tangible result of this re-examination is the World Plan of Action with its triple theme of peace, development and equality. Canada welcomed and enthusiastically supported the year both in domestic programmes and on the international level.

The central event and main focal point of the celebration of International Women's Year was the two week Mexico Conference. The Conference approved by consensus a broad and comprehensive World Plan of Action providing for a full range of policy guidelines and programme options including various targets in addition to setting out a review and appraisal procedure.

The Plan, supplemented by many other decisions taken at Mexico will serve as an invaluable model or guide to nations wishing to review or initiate programmes designed to enhance the condition of women in their country. While the Conference proceedings were at times highly politicized, creating a sense of frustration and even bitterness for many Conference participants, the very real progress made as reflected in the World Plan of Action eclipses most of these political skirmishes.

The Mexico Conference focused primarily on status of women problems experienced by the developing countries. Not only was Canada able to share her experiences but she learnt from the experiences of others in the process of development. For example, as the Conference progressed it became increasingly clear that the status of women problems must be viewed in the larger perspective of development and world peace. In this respect Canada announced in Mexico that status of women had been designated as a priority area for support by the Canadian International Development Agency.

The Plan of Action will serve more as a model against which Canada and other developed countries can review their present programme than as a guide in establishing new programmes. In this respect Canada has met most, if not all, of the minimum standards as outlined in the Plan. While the Mexico Conference, as with other international conferences dealing primarily with social problems, tended to deal with the full range of social, economic and political problems in a global context thereby blurring to some extent the final results, the awareness-raising dimension of this Conference vis-à-vis status of women problems must be seen as one of its major accomplishments.

In conclusion, the Mexico Conference successfully focused global attention on the condition of women and it provided a broad comprehensive Plan of Action against which all nations can compare their progress and shape new programmes. While it did include a certain degree of political positioning unwelcome by Canada, its positive contributions more than outweigh these aspects. While exposing the yawning gap between rhetoric and implementation of programmes designed to improve the condition of women it served to forge a common will among women and men to surmount the abyss.

In the aftermath of the Mexico Conference, the Government and the people of Canada realize the magnitude of the objectives of the World Plan. For Canada, International Women's Year was more than a symbolic exercise. Discussions on equality (and inequality) that took place during this year were meaningful and pointed out the need for new policies and legislation. The Canadian Government has initiated and encouraged numerous programmes in conjunction with International Women's Year. To coordinate and supervise policies relating specifically to International Women's Year, a special body, "The Secretariat for International Women's Year" has been created in the Privy Council Office.

To ensure the full integration of women in Canadian society the Government has established a senior interdepartmental committee to study appropriate measures for taking account of the condition of women in all national policies. This committee will table its report at the end of 1975. It will include concrete proposals to ensure that questions concerning the status of women are considered in the development of all Canadian policies.

To ensure equal opportunity of employment, the Government of Canada, as an employer, has introduced many new measures. For example in Canada a programme has been initiated with the objective of assuring a more appropriate proportion of women in all job categories keeping in mind the number of competent and interested persons of each sex. A further new Government initiative is to study ways and means to encourage companies holding Government contracts to improve the condition of their women employees.

In addition the Government will encourage these businesses to pay particular attention to increasing the percentage of women in managerial and decision-making positions. Recently 300 senior executive officers met in Ottawa at the request of the Federal Government to discuss the steps necessary to improve the situation of women in industry. This programme, called Action '75 + placed particular emphasis on the problems of preconceived notions of men and women perpetrated in the media.

Mr. Chairman, these are but a few of the positive efforts my Government has made to ensure that women can in fact achieve equality of opportunity and choice as well as equality of rights and responsibilities in Canada.

Programmes of this type, in conjunction with legislative measures, can considerably lessen the distance that still separates reality from our ultimate goals. We are constantly reminded, however, that without the support and participation of all its citizens, no government can

effectively eliminate discriminatory practices. As Marc Lalonde, the Minister responsible for the status of women, recently underlined, where women are subjected to unjust or discriminatory treatment, it is usually not a lack of legislation, but rather the presence of vague but important obstacles in the path of women that come under the heading of "attitudes". If laws change and yet attitudes remain constant, nothing changes. If allowed to thrive and flourish these attitudes will become rooted and viable over time.

Mr. Chairman, although the principle of equality of treatment is widely accepted throughout Canada, we are still striving to achieve the total implementation of this principle.

Mr. Chairman, this Committee has before it a resolution concerning International Women's Year and the proposed United Nations Decade for Women: Equality, Development and Peace. My Delegation strongly supports the basic principles and objectives of the draft resolution and we consider as sound the ultimate thrust of the proposal. My Delegation has, however, considerable difficulties with several of the paragraphs of the text before us, both preambular and operative. The Mexico Conference approved numerous resolutions, most of which Canada fully supported and some of which we co-sponsored. The draft resolution in various paragraphs recalls and/or requests member states "to implement", "endorse" and "support" the resolutions adopted in Mexico City. Some of the Mexico resolutions (in particular the "Mexico Declaration" and the "Palestine and Arab Women Resolution") sought the "elimination of Zionism". On this matter the views of the Canadian Government have been made quite clear. In Mexico during related discussions, and once again today, I wish to reaffirm Canada's total rejection of such references.

Furthermore, the Canadian Government would not wish to prejudge the work of the Committee examining the restructuring of the UN system. In this regard, while Canada firmly supports the need to deal effectively with status of women programmes in the UN context, it is our view that the UNGA should not pre-empt the role of this Committee by endorsing at this time any particular way of implementing the Conference recommendation in this area.

The role of women in modern society has been neglected too long and cannot be shunted aside for unrelated political preoccupations. Despite the difficulties faced at Mexico, we have made a positive beginning. Our task is now to transform this beginning into a viable global programme founded on the need to improve the situation of women on a continuing basis and to guide along these lines the development and betterment of societies throughout the world.

JUL 13 1986



3 1761 11550304 7